

J. S. ZELAYA

LA RÉVOLUTION DE NICARAGUA

ET LES

ÉTATS-UNIS



ESCUELA DE B.
HISPANO-AMERI

BIBLIOT

MADRID
IMPRIMERIE DE BERNARDO RODRÍGUEZ
Calle del Barquillo, 8.

1910

HESPERIA
LIBROS

Pl. Jose Antonio, 10 - ZARAGOZA

S/15
S. F. G. L. V.

S
15

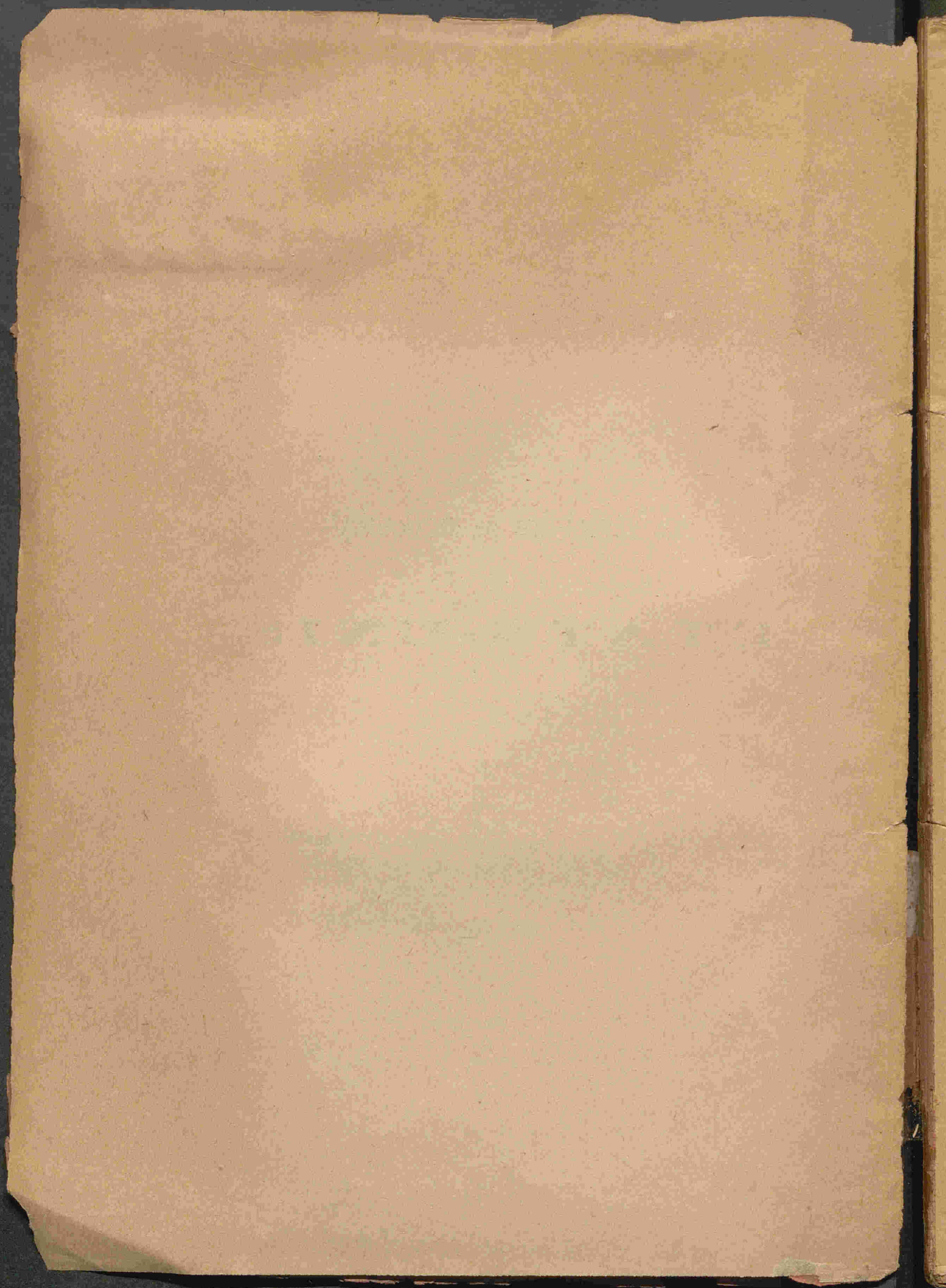
LA RÉVOLUTION DE NICARAGUA

ET LES

ÉTATS-UNIS

ESCUELA DE ESTUDIOS
HISPANO-AMERICANOS

—
BIBLIOTECA



J. S. ZELAYA

LA RÉVOLUTION DE NICARAGUA

ET LES

ÉTATS-UNIS



**ESCUELA DE ESTUDIOS
HISPANO-AMERICANOS**

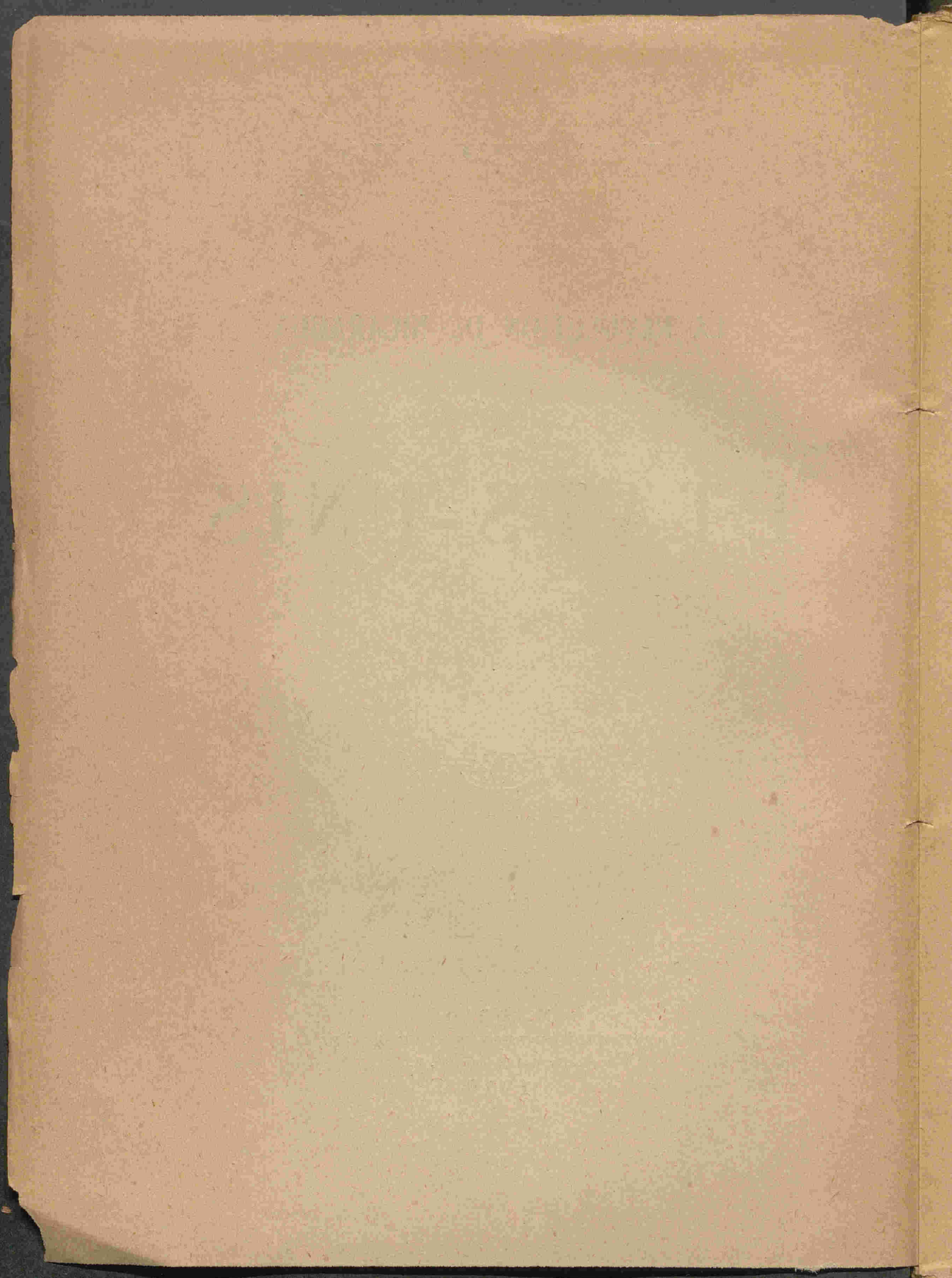
BIBLIOTECA

MADRID

IMPRIMERIE DE BERNARDO RODRÍGUEZ

Calle del Barquillo, 8.

1910



LA RÉVOLUTION DE NICARAGUA ET LES ÉTATS-UNIS

Les événements qui se sont récemment produits au Nicaragua et qui m'ont obligé à venir en Europe après avoir déposé la présidence que j'ai occupée durant seize ans, ont donné lieu à des commentaires divers, dont quelques-uns défavorables pour moi. C'est ce qui m'oblige à mettre les choses au point pour faire connaître la vérité et qu'on en juge équitablement.

Il n'y a de marge pour aucun doute sur l'influence qu'a exercée la note, maintenant célèbre, du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Mr. Knox, sur l'esprit des Européens et tout spécialement dans les pays où l'information émane des sources nord-américaines. C'est cette influence qui m'oblige, avant tout, à en appeler à la sentence de l'opinion publique sérieuse et sans parti pris, qui pourrait manquer des véritables éléments pour se rendre exactement compte des choses en question. Mon livre n'a pas d'autre raison d'être. Nicaragua, grâce aux efforts du gouvernement que j'ai si longtemps dirigé, suivait comme il est notoire une marche aisée et progressive, malgré tous les activités des ennemis des institutions libérales mises en échec bien des fois, et rien ne faisait prévoir le cri de rébellion intérieure, rien ne faisait supposer que le mécontentement pût éclater à l'improviste et s'ériger en émeute.

Le gouvernement était en train de mener à bien, et sans le moindre obstacle, tout son vaste plan démocratique et les améliorations matérielles: conclusion de l'emprunt avec les banquiers de l'Éthelbourg de Londres, afin de consolider notre dette extérieure, pour l'arrangement des Compagnies de l'alcool et du tabac qui avaient donné lieu à des murmures et aux soupçons des ennemis de l'Administration et pour l'achève-

R. 28709

ment de la voie ferrée du port de Monkey-Point sur l'Atlantique à San Miguelito sur le Grand-Lac, œuvre fondamentale d'une valeur immense qui, en outre qu'elle servirait de débouché pour les produits du pays, favoriserait considérablement la richesse des provinces de Jerez et Zelaya et en fin de compte éviterait que le commerce national soit tributaire du chemin de fer de Panamá; la commission chargée par Mr. Joaquín Pasos pour la rénovation du papier-monnaie usé, par un autre de très bonne qualité, fabriqué par la maison très connue de New-York, la «American Bank Note Company», de falsification difficile et dont la quantité devait s'élever à cinq millions de piastres pour solutionner la réclamation Emery et parer aux nécessités du commerce manquant de numéraire ainsi que pour subvenir à la construction d'édifices scolaires, le désir du gouvernement étant de donner une impulsion nouvelle à l'instruction publique.

La prochaine récolte de café, qui promettait des résultats excellents pour l'abondance et les prix favorables du marché, prédisposaient les agriculteurs.

Le commerce, qui avait souffert dans le marasme des conséquences de la guerre en 1907, avait repris son cours et fait de grandes commandes.

La question Emery, qui avait, en raison des intransigences du gouvernement nord-américain envers celui de Nicaragua, quelque peu inquiété les esprits, car on avait craint à une rupture, venait de s'arranger d'une manière satisfaisante et définitive comme le confirma Mr. Knox lui-même dans un banquet d'adieux offert par notre représentant spécial, l'éminent avocat D. Pedro González.

L'élection même du futur Président de Costa Rica, dont le candidat élu était ami du gouvernement de Zelaya, venait de se faire d'une manière favorable aux intérêts de Nicaragua, ajoutant ainsi un nouveau titre au prestige des bonnes relations de Zelaya avec les Républiques voisines de Costa Rica et Honduras.

Rien enfin qui fit augurer le prochain mouvement révolutionnaire.

Cependant Zelaya comptait deux ennemis puissants qui avaient, chacun leur tour, cherché le moment opportun de lui faire abandonner le pouvoir:

1° Estrada Cabrera, toujours à l'affût contre le Président nicaraguayen qu'il ne pût renverser en 1907 malgré le concours d'éléments centra-américains dont il disposait et la campagne de presse pour le discréditer qu'il menait en Amérique comme en Europe.

2° Le gouvernement des Etats-Unis, qui démontra son double jeu et sa mauvaise volonté en plusieurs occasions et même il influa en France

pour empêcher l'admission des valeurs de l'emprunt de Nicaragua au moment même où Mr. Knox faisait ses démonstrations amicales au banquet offert par l'envoyé de Zelaya à Washington.

Les Etats-Unis, dont l'impérialisme est déjà bien connu, cherchaient il y a longtemps à exercer une sorte de protectorat et à s'emparer de la bande de terre destinée au Canal interocéanique en territoire nicaraguayais, chose que ne favorisait pas Zelaya, car il exigeait avant tout l'autonomie nicaraguayaise, la neutralité de la voie et une garantie correspondante à l'importance de la concession; ils s'empresèrent donc d'accepter les offres d'Estrada Cabrera pour qu'il fasse la révolution pour lui et en leur nom. Dans ce but on incita tout d'abord à la trahison le Gouverneur de la province de Zelaya, Général Juan J. Estrada, à qui on offrit la Présidence de la République avec promesse de lui procurer, comme ils l'ont fait d'ailleurs, tous les éléments nécessaires, argent, armes et des gens, pour lui assurer le succès.

Ils avaient en outre essayé d'entamer des hostilités directes avec Nicaragua pour rompre avec cette République. Ceci est bien prouvé avec la récente question Emery, qu'ils prirent comme étendard en violant toutes les bases du protocole antérieur d'arrangement, en imposant de nouvelles conditions au mépris de toute justice et détriment des intérêts nicaraguayais. Ne pouvant accepter ces conditions et pour montrer sa bonne foi le gouvernement de Nicaragua envoya à Washington en mission spéciale le célèbre jurisconsulte D. Pedro González afin de traiter l'arrangement avec la Maison-Blanche ou bien traiter directement avec la Compagnie Emery sans tenir compte des réclamations humiliantes du Secrétaire d'Etat, Knox.

* * *

Ce fut tout le fondement de la révolution qui éclata le 10 octobre dernier.

La première nouvelle reçue fut le télégramme suivant:

«Lieu d'expédition: Bluefields 9,30 h. du matin du 10 octobre.—Commandant général.—On m'avise de Barra Colorado qu'une bande de révolutionnaires volèrent un bateau et se rend ici. J'ai donné l'ordre de recruter des hommes.—Gouverneur Intendant, *Juan J. Estrada.*»

Le chef de la Nation ne pouvait douter des antécédents d'Estrada, de famille foncièrement libérale et dévoué au gouvernement de Zelaya, à qui il devait son bien-être et sa situation. Cependant la perfidie du Gouver-

neur Intendant ne tarda pas à se révéler. Le chef du service télégraphique observa à la station de Managua que les télégrammes suivants ne correspondaient pas aux signes établis entre lui et ses subalternes et supposa que les stations du Rama étaient déjà au pouvoir de l'ennemi.

Aussitôt après le télégraphiste de El Chile confirma que la ligne était coupée avec Rama et que sa dernière communication avec le télégraphiste de ce lieu ne correspondait pas aux signaux de convention.

Mes relations, comme il vient d'être dit, avec le Général Juan J. Estrada, reposaient sur des motifs bien fondés et très anciens, car son père et le mien furent camarades d'idées et d'efforts dans le parti libéral. Quant à moi, j'avais donné tout mon appui personnel et politique à Estrada, qui s'éleva ainsi de sa position d'artisan à occuper les postes les plus importants. Les premiers surpris furent ses frères, tous deux militaires et fidèles serviteurs de leur chef, qui manifestèrent dès la première heure, de vive voix et par la presse, leur réprobation pour une pareille déloyauté. On n'attribua un tel oubli du devoir qu'à une faiblesse mentale mise à profit par ceux qui réveillèrent les ambitions, le désir du commandement et la richesse chez celui qui, par bonté et confiance de la part de Zelaya, venait d'être nommé au poste important de Gouverneur Intendant de la Côte Atlantique, c'est à dire, du département de Zelaya, après avoir été chargé du Ministère de la Guerre.

On pourrait citer ici des jugements très durs et des appréciations en termes virulents, de personnes particulières et de la presse du pays, mais rien de plus éloquent, certes, que le télégramme adressé au Général par ses frères et des amis intimes tous notoirement libéraux et connus dans les milieux politiques de Nicaragua.

Voici le télégramme:

«Général Juan J. Estrada.—Bluefields.—Nicaragua tout entier réprouve ta conduite ingrate, criminelle et traître. Mort pour toujours. Jamais vaincras libéralisme.—*Julián Irias, Aurelio Estrada, José D. Estrada, J. Santos Ramírez, Félix P. Zelaya R., Francisco E. Torres, Heliodoro Rivas (hijo), Federico Sacasa, Juan J. Bodán, Nicasio Vázquez, José D. Gámez, Clodomiro de la Rocha, Mariano Espinosa, Francisco Uriarte B., David A. Fornos, Isidro A. Ramírez, José D. Gómez, Rafael C. Medina, Claudio Saravia, Leopoldo Ramírez Mairena, José Pérez S., Joaquín Sarson, Jenaro Lugo, Maximiliano Sacasa, Santiago Callejas, Gabriel Rivas, Roberto González.*»

Pour son compte particulier, le Général Aurelio Estrada, le plus prestigieux entre ses frères et un des chefs qui collaborèrent le plus à l'œuvre

patriotique et démocrate de Zelaya, donnait à la presse la proclamation suivante:

«A mes correligionnaires et amis: Profondément déçu de la conduite de mon frère Général Juan Estrada, qui a fait défection et s'est jeté dans les bras du parti conservateur par le fait d'écouter ses insinuations machiavéliques et de se lancer à la révolution avec une bannière autre que celle qu'il devait arborer suivant ses antécédents politiques et ses liens de famille, l'étendard rouge pour lequel il a autrefois versé son sang et nous, exposé notre vie et disposés à tout sacrifice, je m'adresse à mes correligionnaires, amis et compagnons d'armes pour leur dire, en toute franchise, que je regrette l'erreur de mon frère, comme un pour lui, pour sa Patrie et sa famille, que je le réprouve de toute l'énergie dont je me sens capable et, enfin, que je ne suis de connivence avec lui, directe ou indirecte, dans le mouvement qu'en une heure néfaste il a commencé, par son peu d'expérience et sous l'influence de ceux qui ont voulu le perdre.

»Pour moi, la chose est claire et ne permet pas de doute, car j'en connais la genèse: le pavillon issé aujourd'hui à Bluefields est celui de la réaction, celui-là même qui, jeté à terre par la glorieuse révolution de juillet 1893 qui amena au pouvoir l'illustre chef et Général Santos Zelaya, a brigué en vain de remonter sur le pavois malgré ses déroutes de 1894, 97, 98, 99, 1903, 1907. En cet état de choses mon poste et celui des miens est marqué: c'est celui que nous avons occupé et que nous défendrons jusqu'à la mort.

»Amis et compagnons: Vous qui m'avez suivi toujours sur les champs de bataille, vous qui avez lutté pour les principes libéraux, vous qui avez entouré avec enthousiasme notre insigne chef, le Général Zelaya, allez rejoindre votre poste dans l'armée loyale et vaillante qui a su défendre constamment une si noble cause et soyez sûrs que je serai à vos côtés à faire mon devoir.

»Pour moi, au-dessus des liens du sang se trouvent les principes que dominant elles mêmes la loyauté et la conséquence avec soi-même.

»Managua 14 octobre 1909.—*Aurelio Estrada.*»

Hors ce que nous venons de signaler l'impression des correligionnaires et la surprise douloureuse de tous les partisans de mon gouvernement s'exprima au début de l'insurrection et fut imprimée dans beaucoup de publications; il nous faut citer tout d'abord les paragraphes d'un article, œuvre d'une personnalité politique du pays très en vogue dans le monde intellectuel de l'Amérique et de l'Espagne, le Dr. Santiago Ar-

güello, en même temps rédacteur de la *Gazette Officielle*. Il disait entre autres choses dans le dit article:

«Il y a un fait évident et d'une lucidité extraordinaire: le Général Juan J. Estrada est aux mains des conservateurs; il milite avec eux et contre nous et lutte pour adorer ce qu'il a brûlé. Le parti conservateur l'a endormi avec son chant de sirène. Ce parti qui a toujours fait son chemin de n'importe quelle manière avec l'épée, la séduction et l'intrigue, ce parti tenace mais toujours mis au ban de l'opinion publique se mit à faire miroiter aux yeux du Général Estrada l'illusion et le Général s'y laissa prendre et tomba ensuite de l'illusion au crime; pour passer plus tard des ombres du crime à la nuit de la désillusion et du désespoir, certes oui, car cette trompeuse sirène qui l'enivre maintenant de ses fallacieuses promesses sera celle-là même qui se fera le bourreau de ses espérances comme elle a été aujourd'hui le bourreau de son honneur.

»Le Général Estrada doit à l'actuel mandataire de Nicaragua tout ce qu'il est aujourd'hui et ignore qu'il lui est non seulement redevable de son pilotage officiel, mais qu'encore au point de vue particulier l'appui du Général Zelaya a été la base d'une fortune considérable? Un père ne ferait pas plus pour son fils!

»De là l'unanimité de la protestation, de là l'indignation populaire et le vœu national d'une réparation finale. Manquer au jurement militaire, c'est la trahison; manquer à la promesse intime d'un ami personnel est une déloyauté et oublier la main de celui qui l'a élevé d'échelon en échelon jusqu'au sommet c'est de l'ingratitude.

»Mais il y a plus encore; pire que faire trahison à son chef, que tromper son ami et oublier sa dette envers le bienfaiteur, c'est de faire trahison au parti, car cela veut dire se tromper et se jouer faux jeu soi-même. On comprend l'abandon du chef parce que, malgré que c'est triste et scandaleux cela a son caractère personnel tandis qu'on comprend l'abandon du parti, la défection à l'idée qui fut le nord de vos actes, votre norme et le véritable idéal de votre vie d'homme public.

»Le Général Estrada s'est uni dans une conjuration unique et une alliance vilipendieuse avec les bribes d'un parti cadavérique, avec son éternel ennemi et celui de sa famille, de son gouvernement de son rêve politique pour attaquer le pavillon sous les plis duquel il s'est ceint l'épée de soldat quand il fallait défendre son idéal d'homme politique et sous le manteau duquel il devait être porté par ses compagnons à la glorification.»

Nous allons ajouter maintenant les télégrammes et les actes d'adhésion et d'offres de personnes et d'intérêts pour le soutien de l'autorité et des principes libéraux. Voici ces documents:

ACTE DU CLUB DE MANAGUA.

«Ce jourd'hui 18 octobre de 1909 dans la ville de Managua. Le club nationaliste de cette ville réuni en session extraordinaire et en assemblée générale sous la présidence de Mr. le Colonel José Dolores Estrada et l'assistance des membres ci-dessous mentionnés par leur signature,

»Considérant:

»Que le Général D. Juan J. Estrada, Gouverneur et Intendant de la Côte de l'Atlantique, par sa conduite insolite et injustifiable a commis trois délits de haute trahison, exposant le pays à être absorbé par des gouvernements étrangers auxquels il veut faire passer les Nicaraguais comme ingouvernables: trahison à son gouvernement, à son chef et ami, qui avait déposé sa confiance en lui en le nommant autorité dans l'administration du plus important département de la République; et, enfin, trahison au parti libéral, qui le comptait parmi ses rangs comme un de ses plus fidèles défenseurs des hauts principes de liberté, de cette liberté sans limites qui rayonne de toutes parts sur notre planète, que tous les hommes dignes aiment et marquant enfin d'infamie le front héroïque de Managua.

»Considérant:

»Que ce fut toujours le chef du parti libéral qui a mené notre peuple de l'avant tantôt en élevant de modestes artisans aux postes importants de l'administration et humbles fils du peuple, tantôt fomentant le progrès moral et matériel de cette capitale ainsi que le reste du pays sur lequel il a étendu sa main protectrice, illuminant les consciences et promouvant de toutes manières le char de l'Etat; et, enfin, comme fils du même terroir il nous revient plus qu'à n'importe quel autre peuple de lancer notre anathème contre le noir crime commis par le Général Estrada.

»Considérant:

»Que le Général Juan J. Estrada dans son désir effréné de commander, est arrivé jusqu'à demander l'appui des conservateurs, nos éternels ennemis, ceux qui ont employé toutes sortes de moyens, quels qu'ils fussent, tels que de faire sauter les casernes par exemple, et mis aux mains

de Emiliano Chamorro le poison pour anéantir nos braves soldats et, enfin, qui le croirait!, qui ont voulu nous livrer au pouvoir d'un gouvernement étranger après que l'appui d'autres gouvernements leur fut inefficace, comme par exemple l'expédition du *Pinzón* et autres faits qu'il serait prolix de énumérer.

»Accorde:

»1^o Réprouver de toutes nos forces et de conviction la conduite ignominieuse du Général Juan J. Estrada.

»2^o Décliner sur le Général Juan J. Estrada toutes les funestes conséquences qui découlent de sa trahison, tous les maux qui retombent sur le pays, tout le sang qui se verse et tous les intérêts qui périssent, car nous, les Managuais nous ne pouvons pas être responsables des faussetés, envies et trahisons dont notre patrie est infestée.

»3^o Faire un appel à tous les Nicaraguais pour qu'ils viennent grossir les files des défenseurs du gouvernement constitué. Dans ces moments solennels l'hésitation est synonyme de complicité.

»4^o Soutenir indemne, comme libéraux que nous sommes, notre beau drapeau et entourer de nos intérêts et de notre vie l'illustre et insigne Général D. José Santos Zelaya jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

»5^o Charger MM. les Colonels D. Francisco E. Torres, D. José Gómez et D. Heliodoro Rivas, fils, pour qu'ils remettent aujourd'hui même cet acte entre les mains du Président de la République.

»La séance est close après approbation de l'acte.—*José D. Estrada*, président; *Aurelio Estrada*, *Manuel Obando*, *Francisco E. Torres*, *J. Andrés García E.*, *Manuel Zamora*, *J. Leocadio Cajina*, du comité; *Heliodoro Rivas (hijo)*, trésorier; *Félix Pedro Zelaya R.*, secrétaire; *Mariano Espinosa*, second secrétaire.»

A la suite de ces signatures suivent celles de nombreux corréligionnaires de la capitale.

MANIFESTE DU PARTI LIBÉRAL ET DU PEUPLE DE MANAGUA.

«Compatriotes:

»En une heure néfaste pour la République et surtout pour lui, qui voulut s'exiler de la communion des militaires chevaleresques et des hommes de bien, le Général Juan J. Estrada, Gouverneur et Intendant de la Côte Atlantique, a levé les armes, en traître, le 10 octobre courant contre le gouvernement du Général J. S. Zelaya sans tenir compte de

ses devoirs de soldat en service, aussi grands qu'inéluctables, de fonctionnaire public, de membre important du libéralisme, d'amitié et de gratitude vis à vis du chef de parti et de conséquences politiques avec ses antécédents et ceux de sa famille.

»Ce procédé ignominieux du Général Estrada, qui retombe sur le parti libéral et sur le peuple de Managua, met ceux-ci dans l'obligation de déclarer, en toute franchise sa profonde indignation contre ce qui s'est perpétré et contre l'auteur d'une trahison qui n'a pas son antécédent dans les annales de ce peuple.

»La réalité amère et désespérante nous oblige à reconnaître qu'il a appartenu au parti libéral et qu'il est originaire de la capitale du pays, le mal conseillé Gouverneur, qui n'hésita pas à lancer sur sa vie politique la tache d'opprobre qui peut obscurcir la réputation d'un militaire, d'un fonctionnaire ou d'un citoyen.

»Managua n'est pas digne de cette déchéance, car jamais la déloyauté, la perfidie ni le déshonneur n'ont marqué de taches les lauriers qu'elle a conquis avec des promesses, de patriotisme, de constance héroïque et de suprême abnégation.

»Les campagnes militaires ont été toujours pour Managua, la gymnastique du courage, la discipline du sacrifice, le tournoi de la fidélité, la pierre de touche de la bonne foi et la fermeté de mourir avant de subir l'infamie.

»Mais comme Sparte eut Trachim Efiates qui fit trahison à sa patrie et la livra au pillage de l'ennemi, Managua a eu un Juan J. Estrada qui s'est chargé de lui donner la première note de noirceur en hissant le drapeau de la révolte. Et comme Sparte exécrat pour toujours le traître des Thermopyles, c'est ainsi que Managua proscriit de son sein, avec un mépris horrible, le fils ingrat qui s'est mis à la tête des ennemis de sa tranquillité et de sa gloire.

»Le parti libéral et le peuple de Managua déclarent en conséquence solennellement et énergiquement qu'ils condamnent la rébellion dirigée par le Gouverneur militaire et civil de la Côte Atlantique et le proscrivent à tout jamais de leurs rangs sans qu'aucune circonstance postérieure puisse un jour le réhabiliter ni devant la considération du parti ni devant la sympathie populaire.

»Il ne s'agit pas d'autre chose que d'un membre gangrené politiquement et on a procédé avec opportunité en le tranchant et cautérisant la blessure pour que le mal disparaisse de notre corps social.

»Le Général Estrada est disparu déjà de la scène de la vie publique

pour les libéraux, pour le peuple de Managua: il git dans la sépulture plus profonde que celle des cadavres où l'a lancé l'exécration de ceux qui furent il y a peu de temps encore ses amis et correligionnaires et qui jettent sur lui comme linceul un oubli plus profond que la nuit.

»Managua en agissant de la sorte s'érige en juge droit implacable qui ne reconnaît d'autre guide que la justice, malgré que celle-ci lui impose l'unique solution qu'exigent les circonstances actuelles: le coup de sabre.

»Nous n'imitons pas en ceci l'exemple d'autres villes où le traître d'aujourd'hui créancier de l'anathème public apparaîtra demain comme un apôtre, en chef prestigieux, en paladin de la liberté et de l'ordre qu'une foule inconsciente, aussitôt prête à calomnier l'apostat qu'à l'élever sur un trône d'abjecte idolâtrie, divinise aveuglément.

»Non, Managua ne transige pas avec le déshonneur, avec le parjure, avec la trahison à la Patrie, au chef de l'Etat, au parti, à la ville natale, à la famille et aux amis.

»Et conformément à ses hauts principes de morale et d'honnêteté, elle prononce sa sentence inexorable de bannissement pour le concitoyen et correligionnaire dans l'espoir que son procédé serve de noble inspiration au scandale qui lève la rumeur publique jusqu'aux nues en guise de réprobation dans tout le territoire de la République.

»Entre temps le parti libéral et le peuple de Managua continuent à remplir leurs devoirs de patriotisme et de loyauté envers le chef suprême de la République et sommité de notre groupe politique, obligé de donner du prestige à la réforme et à la cimenter sur la base du respect et de l'appui national et ils continueront ainsi fermement et imperturbables à leur poste de combat applaudissant aux ordres du premier magistrat de la nation qui viseront à les mener à la victoire sur l'œuvre néfaste du forfait, de l'ingratitude et de la trahison militaire.—*Aurelio Estrada, Juan M. Arce, Félix P. Zelaya R., Jenaro Lugo, José D. Estrada, E. Rivas (hijo), León F. Aragón, Mariano Espinosa, J. Santos Ramírez, Francisco E. Torres, Félix García Torres, Juan de Dios Moreira, Pedro R. Cuadra, Francisco Uriarte B., José D. Gómez, David A. Fornos, Ascensión Flores R., Guadalupe Espinosa, Manuel Zamora, Julián Corea, Saturnino Cuadra, Juan A. Pérez, Eufreciano Gómez, Félix P. Zelaya M., Timoteo Cajina, Isidoro Morales, Clemente Cabezas, Manuel Maltés, Francisco Pérez, Eugenio Corea, Alfredo Zelaya, Arturo Zelaya, Manuel Obando, Juan Doña, Epaminondas Torres.*»

ACTE MUNICIPAL DE GRENADE.

«Fait à Grenade ce jourd'hui à 11 heures du matin le 20 octobre de 1909.

»La Municipalité de Grenade apprend qu'un mouvement sédition a éclaté à Bluefields, dirigé par le Gouverneur et Intendant D. Juan J. Estrada, militaire à qui on avait chargé de la section si importante de la Côte Atlantique.

»Pour cet employé déloyal le souvenir des sacrifices que fit le pays pour redresser sa vie nationale ne fut d'aucune importance; il passa par-dessus son mandat patriotique qui était d'identifier les intérêts du littoral avec ceux du reste de la République; il ne fit aucun cas des égards de son chef et ami qui tenta d'élever le nom de son subalterne, rebelle maintenant, en le présentant comme le type de l'honneur et de la loyauté militaires et ne pensa même pas à la grave responsabilité qui pèse sur lui pour avoir suscité un scandale à la face du monde sans autre résultat que l'anarchie, dans un rayon d'ailleurs réduit d'opérations militaires et la paralysation des ressources nationales.

»Pour toutes les raisons sus-mentionnées et par celle de son identification au gouvernement du Général J. Santos Zelaya,

»Accorde:

»1° Censurer la conduite de l'ex-Gouverneur et Intendant du département de Zelaya Juan J. Estrada pour sa déloyauté, trahison et rupture avec sa Patrie, son chef et son ami.

»2° Offrir au gouvernement constitué que préside le Général J. Santos Zelaya tout le contingent moral et matériel dont dispose ce corps pour maintenir les institutions, rétablir la paix et châtier le coupable et ceux qui le secondent.

»3° Exciter à tous les habitants de cette ville pour qu'ils manifestent dans le même sens et réparent de la sorte l'honneur de la République et de l'Armée nationale qui rejette loin de lui la tache dont l'ont souillé les fils dénaturisés de Nicaragua; et

»4° Transmettre cet acte à Monsieur le Président de la République et le faire publier par la presse du pays.—*Coronado Urbina, Luis Bernard, Francisco Bustos, G. Robleto, Tiburcio Moreira, Gonzalo Ocón, Gilberto Buitrago D., Pilar A. Ortega, secrétaire.*»

ACTE MUNICIPAL DE MASAYA.

«Ce jourd'hui à 3 heures de l'après-midi du 14 octobre de 1909.

»Les membres de la corporation municipale de notre ville réunis ont appris par la presse du pays que le Général Juan J. Estrada, Intendant de la Côte Atlantique, oubliant ses devoirs de citoyen et de militaire s'est révolté dans le but d'ensanglanter le pays en fomentant la guerre civile dont il est difficile de prévoir les conséquences et se faisant interprète des sentiments de la population qui sait apprécier à leur juste valeur les mérites de Monsieur le Président J. Santos Zelaya,

»Accorde:

»Article premier. Réprouver la conduite rebelle de Juan J. Estrada.

»Article deux. Manifester au Général Président J. Santos Zelaya la ferme adhésion des membres de la Municipalité au gouvernement qu'ils se proposent de défendre de corps et d'âme.

»Article trois. Que l'on fasse publier cet acte par les journaux de plus grand tirage et que l'on en transmette copie à Monsieur le Président de la République.

»L'acte est approuvé après lecture et signé.—*Carlos Abounza*, maire; *José María Vega*, adjoint; *J. Jacinto Pérez*, *Fabio Boza*, *G. Ordeñana* et *Juan D. Gutiérrez*, conseillers.—Par-devant moi: *P. Ignacio Bolaños*, secrétaire.»

ACTE MUNICIPAL DE JINOTEPE.

«Séance publique.—Salle des actes publics du palais municipal de Jinotepe le 17 octobre à midi.

»La Municipalité et les juntas locales réunies et assistant le club Libéral et les citoyens soussignés le secrétariat lut l'invitation qui précède et

»Considérant, que le souvenir du séjour présidentiel pendant lequel notre population, sans marque de couleur politique se disputait l'honneur de manifester son adhésion et ses sympathies au premier Magistrat de la République par des actes et des fêtes que la photographie et la chronique perpétuent.

» Considérant, que ces manifestations d'un peuple laborieux sont loin de tout servilisme et ne font qu'affirmer sa sincérité, son honorabilité et son indépendance.

» Considérant, que si la révolution en certaines circonstances et par son caractère est un droit des peuples, par contre la rébellion est toujours et partout un acte séditieux et punissable,

» Accorde, à l'unanimité:

» 1^o Réprouver la rébellion dont nous informés et qui a été suscitée par les autorités de la Côte Atlantique, à la tête desquelles se trouve le Général Juan J. Estrada.

» 2^o Renouveler au digne gouvernement que préside le Général J. Santos Zelaya, les protestations d'adhésion et d'appui que lui fait la ville de Jinotepe dans les circonstances actuelles.

» 3^o Disposer qu'une commission se rende à Managua pour remettre aux mains mêmes de Monsieur le Président cet acte original.

» Ont signé et approuvé après lecture.— *V. M. Román, Pedro P. Ramírez, Napoleón Miranda, Francisco Zúñiga M., Clodomiro Buitrago, Nemesio Porras C., José Narváez, Carlos A. Gutiérrez, Virgilio Zúñiga, César Amaya, H. Sánchez, Noé Morales.*—(D'autres signatures suivent.)»

ACTE MUNICIPAL DE CHINANDEGA.

» A Chinandega ce jourd'hui 18 d'octobre 1909.

» La Municipalité tient session extraordinaire en conséquence des événements injustifiables produits dans le département de Zelaya et que dirige le chef de ce district, le Général Juan J. Estrada, en rebelle.

» Notre Municipalité, vu la conduite de ce militaire investi de l'autorité, le place au rang des traîtres; et vu que, en se révoltant contre le gouvernement constitué dont il jouissait de toute la confiance, le qualifie de déloyal; que, en s'unissant aux ennemis acharnés de nos institutions, il manqua à la promesse de les défendre en versant son sang pour elles,

» Accorda:

» 1^o Réprouver la conduite du Général Juan J. Estrada en flétrissant de mouvement antipatriotique, traître et déloyal, la rébellion qu'il dirige.

» 2^o Connaissant les sentiments honnêtes de notre ville et la considérant animée des mêmes idées que sa Municipalité cet acte est exposé à la signature du public pour prouver ainsi que cette tache n'est retombée que sur les auteurs de cet injustifiable délit.

»3° Offrir au gouvernement que préside le Général D. José Santos Zelaya tout le contingent moral et matériel dont dispose notre conseil pour réduire l'insurrection. En foi de quoi nous signons.

»4° Charger le maire, Général Robert González, de remettre le présent acte au Général Président de la République Mr. J. Santos Zelaya. On constate que les conseillers municipaux présents furent le maire González, Dr. Gabriel Rivas, MM. Stéphane Sotomayor, Justin Sansón, Raymond Valladares et le syndic Manuel H. Guevara.

»Le maire, *Robert González*; conseillers: *Dr. Gabriel Rivas, Mr. Justin Sansón, Mr. Stéphane Sotomayor, Mr. Francisco Pérez, Mr. J. F. Martínez.*—(Les signatures continuent.)—Vu et conforme.—Chinandega 25 octobre 1909.—*J. A. Corea*, secrétaire.»

ACTE MUNICIPAL DE LEÓN.

«Session extraordinaire du 19 octobre 1909.—Le conseil municipal de la ville de León, réuni sous la présidence de Mr. le maire Cortés et assistance des conseillers Berrios Guerrero, M. Mayorga Pineda, Henri Salamanca, Tellería Valle et Valladares, le trésorier Sacasa et le syndic Jerez, en raison des nouvelles publiées par la presse sur le mouvement de rébellion qui a éclaté sur la Côte Atlantique de la République,

»Considérant que l'ordre public est troublé par cette sédition et qu'il faut le concours de tous les citoyens,

»Accorde:

»1° En exprimer son plus profond regret et censurer l'attitude que prend le Général Juan J. Estrada.

»2° Manifester à Mr. le Président de la République que notre population déplore cet événement et lui offre son appui tant moral que matériel pour suffoquer la rébellion et rétablir l'ordre constitutionnel.

»3° Faire parvenir le présent acte à Mr. le Président et le publier.

»La session est levée après approbation de l'acte.—*Pedro Cortés.*—Par devant moi: *Andrés Ramírez*, secrétaire.»

ACTE MUNICIPAL D'ESTELI.

«Réuni en session extraordinaire de ce jourd'hui, le conseil municipal, ayant été informé que le Général Juan J. Estrada a lancé le cri de rébellion sur la Côte Atlantique commettant par ce fait un acte de trahi-

son à sa Patrie et au parti, considérant qu'il est du devoir de ce conseil de voter la censure contre le Général Estrada en même temps que d'offrir son appui au gouvernement de J. Santos Zelaya,

»Accorde:

»1^o Réprouver la conduite du dit Estrada pour la trahison qu'il a commis comme employé qu'il était en outre de l'Etat.

»2^o Offrir au gouvernement suprême dans les circonstances actuelles son appui décisif, compromettant dans ce but nos intérêts et nos vies si le sacrifice en était nécessaire. — *Magdaleno Arauz*, maire; conseillers: *Toribio Briones*, *Antonio Icaza*, *Alberto Valdivia*, *Carmen M. Montenegro*; *R. Ireneo Rodríguez*, syndic; *Juan C. Mesa*, secrétaire.»

ACTE MUNICIPAL DE SOMOTO.

«En la ville de Somoto à 4 heures de l'après-midi de 1909.

»Le conseil municipal réuni en session extraordinaire sous la présidence de Mr. le Maire titulaire, le Général Erasme Calderón et assistance des conseillers Mr. J. Andrés Tercero, Mr. Macario Rivas, Mr. Ramón Alfaro et le syndic Mr. J. Antolín Talavera ouvre la séance approuvant l'acte antérieur. Monsieur le Maire informa de la trahison de l'Intendant de la Côte Atlantique, Général Juan J. Estrada, qui en faisant défection au parti libéral a manqué à la confiance en lui déposée par le gouvernement suprême et le chef du parti Mr. J. Santos Zelaya. Notre conseil municipal doit adopter des mesures en relation avec les principes qui ont toujours distingué cette population et en séance publique et par unanimité,

»Accorde:

»1^o Réprouver énergiquement la conduite criminelle du dit Juan J. Estrada, comme une note discordante chez un membre distingué du parti libéral.

»2^o Ce conseil et la population, d'une manière franche et décidée, offre au Général Président J. Santos Zelaya sa coopération la plus spontanée dans les circonstances actuelles, mettant à sa disposition leurs vies et intérêts.

»3^o Encourager les autres Municipalités du département à ce qu'elles élèvent leurs actes d'adhésion au mandataire suprême de la République, s'ils le croient de leur devoir et que le secrétariat se charge de la transmission du présent acte à qui de droit.

»La session est levée après lecture et de conformité ont signé.—
Erasmus Calderón, J. Andrés Tercero, Manuel J. Martínez, Macario Rivas, Ramón Alfaro C., J. Antolín Talavera (h.), Sebastián Espinosa, Miguel S. Moreno (secrétaire), J. Marcial Ríos, José María Padilla S., Juan A. Aguilera, L. Castellón.—(Suivent d'autres signatures.)»

ACTE MUNICIPAL DE JINOTEGA.

»Session extraordinaire du 18 octobre 1909, sous la présidence de Mauricio Castro, maire suppléant, et avec l'assistance des conseillers Charles Solórzano, Rosendo Rivera, Francisque González, C. Gustave Duarte, François L. Mejía.

»On ouvre la session et approuvé l'acte antérieur on

»Accorde:

»Uniquement. Ayant éclaté une rébellion à main armée contre le gouvernement, à la tête de laquelle se trouve l'Intendant de la Côte Atlantique, Général Juan J. Estrada, de protester contre cet attentat injustifiable et d'offrir au gouvernement suprême de ce peuple notre appui personnel et matériel. Communication en sera faite au chef politique pour qu'il le porte à la connaissance du gouvernement.

»La session est levée, et, exception faite de Francisque L. Mejía, en voyage, ont signé.—*M. Castro, G. Duarte G., F. González, G. Solórzano, Rosendo Rivera, Leonardo Vaca, secrétaire.*»



Les préfectures des départements de Matagalpa et Rivas envoyèrent également leurs actes rédigés en de pareils termes que nous ne reproduisons pas pour ne pas avoir en mains les originaux.

Par contre, nous conservons ceux des corps municipaux et clubs libéraux nationalistes des villes suivantes: Cincopinos, Catarina, Belén, Mosonte, Murra, San Fernando, Yalagüina, Jícaro, Muy Muy, Masatepe, Chichigalpa, San Ramón, La Libertad, Mindirí, Metapa, La Concepción, Panaloya, Telpaneca, Posoltega, San Rafael del Sur, Villanueva, Diriá, Ocotal, San Jorge, San Juan de Tola, Comalapa, Ciudad Antigua, Somotillo, San José de Jerez, Macuelizo, Nandaime, Alta Gracia, La Concordia, San Isidro, Diriomo, El Viejo, Potosí; ainsi que les ports de Corinto, San Juan del Sur... et toutes les populations des départements

que nous ne citerons pas, car la liste en est interminable et dont nous conservons les preuves par devers nous.

Des protestations existent, en outre, de quelques entités des premières villes de la République.

On aura pu observer, par la reproduction intégrale que nous avons faite des actes municipaux, l'unanimité et le regret général qui se manifestent jusque dans la coïncidence même des mots employés.

C'est aussi cette raison qui nous impose l'obligation de ne pas tomber dans la monotonie en répétant les mêmes idées et les mêmes mots des documents ci-dessus indiqués.

Nous ne voulons pas cependant omettre la reproduction de quelques-uns, comme, par exemple, la manifestation de la Société Léonnaise:

«Ville de Léon le 23 octobre 1909.—Les soussignés réunis et en présence des événements qui ont eu lieu sur la Côte Atlantique dûs à la défection du Général Juan J. Estrada, Intendant de ce littoral qui, méconnaissant ses devoirs comme haut fonctionnaire et comme soldat des files libérales, s'est laissé entraîner par les insinuations des conservateurs, ennemis constants de l'ordre public et de nos institutions démocratiques, tenant en compte que le pronunciamiento du Général Estrada non seulement démontre un méconnaissance de ses obligations de chef militaire, mais encore produit un préjudice pour le commerce et l'agriculture par l'altération de la paix et de l'ordre, il est du devoir de tout bon citoyen de contribuer dans sa sphère d'action au rétablissement de la tranquillité nationale et

Ont résolu:

»1° Réprouver le pronunciamiento du Général Juan J. Estrada, Intendant de la Côte Atlantique.

»2° Offrir au gouvernement leur appui décisif dans les circonstances actuelles.

»3° Elever à la connaissance du chef du parti libéral, Général Président Mr. J. Santos Zelaya, le présent acte comme une démonstration de notre adhésion et sympathie.

»*Federico Sacasa, J. Sansón, C. Aguilar, Bruno N., Buitrago, A. Herdocia, Pánfilo Lacayo, Francisco J. Wassemmer, R. Alonso, Manuel A. Sacasa, M. Salinas, J. Aguilar, J. B. Sacasa, N. Salinas, Francisco Machado, Alfonso Saravia, José Francisco Sacasa, J. R. Se-*

villa, J. R. Barrios, Román Buitrago, S. Salinas, T. A. Aguilar, N. Buitrago, Leonardo Argüello, S. Marín, Crisanto Sacasa, Arturo Aguilar, F. Gustavo Cortés, Alberto Herdocia (hijo), Ramón Ramírez S., Joaquín U. Salinas, Salvador Cortés, Samuel Otero, Solón Salinas, Santiago Barberena, F. Zacarías Barberena, José de Grijalva, Juan R. Navas, David Pineda, Francisco Prado Salinas, M. E. Castro, B. M. Gómez, Ernesto Ocampos, Salvador Vulladares, Gonzalo Vado, Julián Mantilla, Tomás Dávila, Tomás Pérez Vanegas, C. Sosa, Francisco Tellerías, D., L. J. Pravia, Gregorio Talavera, Francisco M. Arriaza, Manuel Paniagua, Alejandro Delgado, José D. Hurtado, J. Constantino Hernández, J. Benito Hernández.»

De la même manière la Société d'Artisans de Managua exprima sa protestation contre la trahison et sa loyauté envers le Général Zelaya comme suit:

«Les membres soussignés de la Société d'Artisans de Managua, réunis en assemblée extraordinaire le 21 octobre 1909 et en vue des circonstances anormales dans lesquelles se trouve le pays,

» Accordent:

» 1^o Déplorer profondément l'acte de rébellion effectué à Bluefields par le Général Juan J. Estrada, membre influent du parti libéral, qui déserte ses principes et sa devise.

» 2^o Protester au Général Président Juan J. Zelaya de appui décisif le plus complet; et

» 3^o Charger MM. les Colonels Joseph Félix Cuevas et Constantin Pereira P. de remettre aux mains de notre Président honoraire Général Zelaya la présente acte.— *Enrique Ramírez M.*, président; *J. S. Ramírez*, *Agustín Cruz C.*, etc.— (Suivent d'autres signatures.)»

En outre des actes des Corps constitués que nous avons cité le gouvernement reçut de nombreuses offres d'appui de particuliers nationaux et étrangers qui mettaient à sa disposition qui ses biens et qui sa personne. Entre ces derniers nous citerons: Manuel Ortega, Horacio Portocarrero, Alejandro Rojas, Luis B. Castillo, Enrique Jacoti, Dr. L. Ramírez M., G. Abaunza, Alberto Alfaro M., Tomás Castañeda, Agustín Chamorro, Général Erasmo Calderón, Benito Irias Machado, Benicio Guerrero, J. Dolores Romano, Dr. Joaquín Sansón, Santiago Callejas, Dr. Germán Arellano, Roberto Martínez, Dr. Salomón Selva, Dr. J. Carlos Serrano, Agustín Pasos é Hijos, César Vigil, Cristóbal Argüello, J. R. Núñez, D.^a Mercedes Vega, viuda de Solano, Dr. José María Borgen, Joaquín Benavides, Dr. José Cepeda, D. Aubrisson, Samuel Tala-

vera, Dr. Gabriel Rivas, Dr. Justo P. Zamora, Pedro Chaves, José F. Cuevas, Honorio C. Trejos, Salomón Argüello, Manuel A. Sacasa, Andrés Gómez, D.^a Susana de Arana, Ponciano Espinosa, Dr. C. de la Rocha, T. Núñez Perrales, Dr. H. Moreira, Lorenzo López, A. Fabio Eva, Félix Pedro Cepeda M., Francisco Montoya, Frutos Salgado E., Rafael Caldera G., Dr. J. Dolores Soto, J. A. Amador M., J. Caldera F., J. Salazar, Filadelfo y J. Jacinto Pérez, Juan Francisco Ponciano, Pedro Vigil, Cayetano Vázquez, Pedro J. Cuadra, Dr. José Pérez S., J. Julián Rodríguez, Luciano Astorga, Juan S. Barrante-, Irias, José Zeledón D., ainsi que deux mille signatures de plus.

Entre les étrangers qui firent offre généreuse de quantités pécuniaires figurent en tête MM. Julio C. Bableke, Münkell & Müller, Francisco Brockmann & C.^o, Angel Caligaris, Tomás Whclock, Wilfredo Whclock, Min Sun Lon & C.^o, Alejandro Remotti, Luisi y Ferracuti, Bernardino Giusto, Edmund Bernheim, Jorge Dreyfus, Juan F. Aguirre, Carlos Caso, Quon Chon Lon, Carlos Whclock, F. K. Morris, Lorenzo Araquistain, Juan Herrera López et bien d'autres.

Comme on le voit par les documents ci-dessus reproduits, le pays tout entier, par l'intermédiaire de ses principaux citoyens, se mit du côté du gouvernement. Des treize départements de la République, douze furent du côté de Zelaya et dans celui où apparurent les révolutionnaires, ceux-ci pour grossir leurs files durent avoir recours aux pêcheurs nègres du littoral. Une information de ces jours-là disait:

«Les soldats qui se sont affiliés dans l'armée révolutionnaire, sans savoir pour quoi, ni dans quel but sont des nègres des falaises qui vivent de la pêche et des écrevisses, qu'ils prennent dans les roches de la plage.

»Exception faite de quelques-uns plus alertes, tous les autres appartiennent à cette race. Ces nègres aiment le pillage; ils sont lâches et la plupart illettrés.»

Dans les villes occupées par les émeutiers toutes les personnes de quelque importance furent emprisonnées, car elles étaient toutes partisans du Général Zelaya.

Devant l'attitude unanime de ses partisans, le Président de la République lança la proclamation qui suit:

«Nicaraguais:

»Vous êtes tous au courant par la presse du nouveau malheur qui afflige Nicaragua. Un militaire jeune, avec une perspective brillante dans le champ de la chevalerie et de l'honneur; un haut fonctionnaire de l'actuelle administration en qui nous avons une confiance aveugle; un de

ceux qui semblaient être le boulevard de l'enseigne libérale; un homme à qui j'ai toujours donné la main pour escalader postes et honneurs; le Général Juan J. Estrada a jeté le cri seditieux contre son chef, sa Patrie et son parti.

»L'épée que je lui donnai ne lui servit que pour forfaire à son honneur. Les soldats que je lui remis pour maintenir l'autonomie nationale ont été transformés en sbirres de leur propre mère la République. Et le ruban rouge que j'accrochai sur ses galons en amulette de triomphe ne sont plus pour lui le symbole ardent de la liberté, mais plutôt le stigmate anticipé de son crime, la marque du futur sang libéral qu'il va verser au profit du parti conservateur: stigmate sanglant, qui a bondi en outrage éternel, de sa devise à sa conscience.

»Quand le pays était convalescent encore de la dernière lutte dans laquelle il se couvrit de gloire à Namasigüe; quand ses veines exangues encore et ses blessures encore béantes, c'est alors qu'il lui faut faire des efforts surhumains, se lancer de nouveau sur les champs de bataille et donner s'il était nécessaire le dernier souffle de vie pour la défense de l'ordre, de la loi et de la liberté.

»Le parti de la réaction, ce parti qui cache derrière la croix du Christ le poison des Borgia, cette légion jésuitique qui pense que le pouvoir est leur patrimoine éternel et qui aspire à lever le trône des classes privilégiées sur les épaules de son peuple converti en esclave, a saisi le fusil cent fois et cent fois il lui a fallu le lâcher, dans l'amère désillusion de son ineptie et de son impopularité. Il a enivré de promesses un chef libéral dans le perfide dessein de profiter du triomphe rêvé, de lui enlever plus tard des mains et laisser ensuite le rebelle abandonné, tout seul avec le souvenir de sa trahison ignominieuse.

»Il y a plus encore; c'est douloureux de l'avouer, mais il faut que je le dise: ce libéral qui vient de renier sa foi, ce soldat qui vient de trahir son drapeau, cet homme qui achève de vendre son ami, c'est lui qui ouvre aussi au fil de son épée le chemin le plus ample à la convoitise étrangère et l'immodérée ambition de ce rebelle expose la nation au danger infamant de démembrement ou d'esclavage.

»Mais j'ai confiance dans ce peuple qui trouve des forces dans ses propres douleurs et qui supplée à la vitalité de son sang par la vitalité de son enthousiasme. Il vole déjà, dans sa hâte de combattre l'arrogance, avec plus d'entrain que jamais, car à l'ardeur belliqueuse qui fut toujours sa force dans les combats, s'unissent aujourd'hui l'indignation de l'offense, la nécessité immédiate du châtement, l'urgence de la marche

forcée pour faucher ce parasite du mépris et de la trahison et éviter ainsi que sa semence ne germe dans la végétation morale de la Patrie. Mais surtout ce qui l'impulse c'est sa décision de mourir libre avant d'être vile marchandise des ambitions aventurières, avant de voir nos vergers vierges foulés aux pieds de l'étranger.

»Compatriotes:

»Ayez foi en celui qui vous parle, en celui qui a conduit votre barque en pilote heureux, au milieu de tant de tempêtes sans que la terreur des naufrages ait jamais obscurci vos fronts! Nous pouvons compter sur bien des poitrines téméraires, aux bras forts et vigoureux et qui plus est, avec des âmes toujours loyales qui préfèrent un suaire immaculé au manteau de pourpre teint de honte.

»Généraux, officiers et soldats:

»Vous vous trouvez en face d'une œuvre de régénération. A vous le tour de la mener à bonne fin! Le temple où vous élevez vos prières, celui de l'honneur, a été profané! Vos autels, la discipline et la loyauté ont été envilis par le crime! A vous de purifier la pierre sacrée, par votre triomphe! Vos galons toujours purs ne doivent pas permettre une souillure!

»C'est vous qui êtes les gardiens fidèles de l'urne sacrée de la liberté de la Patrie! Sous vos yeux vous avez la convoitise, mettez-la en fuite! Que l'éclair de vos bayonnettes lui brûle la pupille, que le fracas de votre fusillade l'épouvante jusque dans l'âme.

»Nicaragua attend votre retour, et que couverts de gloire et triomphants vous puissiez lui dire avec l'orgueil du devoir accompli: «La brèche ouverte à la cupidité étrangère a été réparée au granit par la loyauté et l'héroïsme.»

»Votre chef et ami,—*J. Santos Zelaya.*

»22 octobre 1909.»

Ne comptant par suite avec personne dans le Nicaragua, les agents révolutionnaires commencèrent à recruter à Costa Rica pendant que des éléments de combats ordonnés par le Président Estrada Cabrera, partaient de Puerto Barrios et de quelques ports des Etats-Unis, avec l'autorisation ou du moins le consentement des autorités de leur pays. Les représentants diplomatiques des Etats-Unis à San José et Tegucigalpa avaient de leur côté reçu la consigne de Washington d'agir pour que les gouvernements de leur ressort n'empêchent pas l'action révolutionnaire. C'est ce que prouvent les communications qui suivent:

«Légation de Nicaragua.—San José 14 octobre 1909.—A Mr. le Gé-

néral J. Santos Zelaya. — Mon cher Général: Excessivement inquiété par le manque de nouvelles le plus absolu dans lequel je me trouve il y a sept jours et aussi par l'inefficacité de mes efforts pour me mettre en relations avec vous afin de vous communiquer les nouvelles que j'ai pu obtenir personnellement et celles que la presse a publiées ces jours-ci, je profite de l'occasion qui m'est offerte par le voyage de Mr. Robert Tinoco qui part demain pour là-bas, via Guanacaste, pour vous ratifier par cette lettre mes derniers télégrammes du 9 et 10 courant, qui disent littéralement: «Un de mes agents m'avise de Limón que Emiliano est passé par cette ville, en provenance de Guatemala et qu'il partit pour Bluefields ou El Bluff, où il doit se trouver actuellement, et que la révolution est imminente et éclatera avant six jours de ce côté. Les agents à Limón sont Guerra et Cantón.» L'autre disait: «Comme suite à mon télégramme antérieur je viens de savoir qu'ils partirent le 7 de Limón en automobile spécial pour soutenir Chamorro. Celui-ci compte sur Figueroa et Cabrera et il espère que des ennemis se lèveront dans l'intérieur contre le gouvernement pour coopérer à l'attaque qu'ils se proposent de faire contre Nicaragua par les deux côtés et frontières de Honduras y Costa Rica.»

»Je me permets de vous les transcrire, car n'ayant pas en communication de là-bas depuis le 7 du mois courant, je crains que les télégrammes qu'on m'a envoyés aient été interceptés et que les miens aient eu le même sort pour vous.

.....

»Pour ce qui est de l'interruption dans le service télégraphique, malgré qu'on me dise qu'elle soit occasionnée par un violent orage, je ne doute pas qu'elle fasse partie du plan des révolutionnaires émigrés, car le Président de la République, avec qui j'ai eu une audience ce matin, m'a dit que les fils avaient été coupés en plusieurs endroits à l'intérieur de Costa Rica. Cela vient encore confirmer la complicité des autorités de la frontière, comme je l'ai communiqué à Mr. Cleto (le Président).

»Dans mon entrevue avec lui je fis allusion à tous les renseignements que j'ai reçus de mes agents de Limón et à toutes les nouvelles qui ont circulé ces derniers jours afin de lui démontrer que s'il n'y a pas eu apui, du moins il y eut tolérance et ceci est synonyme de complicité en faveur des émeutiers de chez nous. Je terminai ma visite au dit fonctionnaire en protestant énergiquement au nom du gouvernement de mon pays contre les procédés des autorités de Limón et de El Guanacaste en l'incitant à ce que, en vertu des traités en vigueur et des promesses qu'il m'a

faites à plusieurs reprises, il veuille bien faire parvenir des ordres sévères dans ces lieux-là pour empêcher tout mouvement en faveur des révolutionnaires, puisque, au dire de Don Cleto, cela suffit pour assurer la neutralité. Je n'ai pas voulu faire d'autre démarche auprès de ce gouvernement, parce que je ne dispose pas de renseignements plus exacts qui me permettent de fonder plus substantiellement ma protestation; cependant je travaille pour les obtenir. J'attends avec anxiété les instructions que vous tiendrez à bien de m'envoyer.

.....

»Sont partis de Limón pour Bluefields dans ces derniers huit jours: Emile Chamorro, Michel Alvarez S., Manuel A. Zepeda, Germán Roca Gil, Carlos Almanza, Albert Colo, Carmen Ortega et dix autres dont je ne connais pas les noms. Les agents de la révolution dans cette contrée sont: Cantón, Clemente Santos et le Dr. Guerra.

.....

»Je crois bon vous communiquer que le Ministre Merry (américain), conséquent avec sa politique de haine contre Nicaragua, a continué à agir pour assurer le succès de Estrada Cabrera et qu'il a été ici le facteur qui a servi à nos ennemis pour vaincre toutes les difficultés et leur procurer tous les moyens pour les mener au succès. C'est lui qui a été l'instigateur officieux de toutes les rumeurs défavorables dont la presse s'est fait écho.

»J'attends, mon Général, que vous me disiez si vous croyez convenable que je fasse des démarches auprès du Tribunal de Cartago, afin qu'il s'adresse aux gouvernements de Mexico et Washington et les mette au courant de la situation en réclamant la fidélité aux droits des gens de la part de Salvador et Guatemala, malgré que ce ne soit qu'une protestation qui pourrait servir d'antécédent au cas d'une action qui pourrait s'établir contre eux. Je causerai dans ce but avec Madriz et n'entreprendrai rien sans avoir vos instructions. Comme il appert des nouvelles publiées que les mouvements subversifs obéissent à un vaste plan qui s'élaborait il y a un certain temps dans les conseils privés de Cabrera et Figueroa (les Présidents de Guatemala et San Salvador), et comme on m'a mis dans le secret que ce plan comprend l'invasion par les deux côtés, je me permets d'attirer votre attention sur la côte du Pacifique et d'y activer la vigilance. Je fais des vœux pour votre santé et pour la bonne marche de la cause de Nicaragua et vous prie de me croire à jamais votre loyal serviteur et ami sincère,—*Alceo Hazera*, chargé d'affaires de Nicaragua à Costa Rica.

» *P. S.* Au moment de fermer la présente lettre on me transmet la nouvelle que Fornos Díaz, Barreto et plusieurs autres se trouvent à Limón, disposés à partir. J'ai parlé à Mr. Cleto et il m'a promis pour de bon que tant que l'état actuel de choses durerait à Nicaragua ceux-ci ne s'embarqueraient pas, ni personne d'autre.»

* * *

«Légation de Nicaragua.—San José 16 octobre 1909.

.....
» Tous les jours je parle avec Mr. Cleto et j'exige de lui la plus sévère vigilance sur les émigrés. Comme vous verrez par la coupure ci-incluse, j'ai exigé qu'on arrêtât la goëlette *Elvira* et aujourd'hui tous les passagers reviennent un peu pensif à la capitale; je vous remets ci-inclus également la note que j'ai transmise au Ministère. Il paraît que Merry voulait s'opposer à la détention de la goëlette *Elvira* qui serait propriété d'un américain qui se dirigeait à Bocas del Toro et non à Bluefields, mais j'ai allégué que le Ministre des Etats-Unis n'a rien à voir dans l'affaire et que si véritablement la goëlette est américaine qu'on la laisse partir, mais en détenant les passagers qui n'ont rien d'américain et sont reconnus comme des ennemis déclarés du gouvernement de Managua.

» En outre ai-je dit au Ministre des Relations, avec qui j'ai causé, toute ma surprise de voir que c'est le Ministre des Etats-Unis qui conseille la rupture d'un article du pacte signé à Washington sous les auspices du gouvernement américain. Ce vieillard est notre ennemi implacable...—*Alceo Hazera.*»

* * *

«Légation de Nicaragua.—San José 21 octobre 1909.—Je profite du voyage de José Joaquín Jiménez à cette ville pour vous communiquer mes impressions sur l'actuelle situation et l'attitude du gouvernement de Costa Rica dans les circonstances actuelles. Aussitôt que j'eus reçu la nouvelle du mouvement révolutionnaire je m'adressai au Président et verbalement je le mis au courant de ce qui se passait dans mon pays et le suppliai qu'il fit dicter les ordres nécessaires pour éviter que les autorités de la République ne laissent sortir à aucun des individus nicaraguais résidant ici, ennemis de votre gouvernement, pas plus qu'à aucun des étrangers connus par leur inimitié contre le gouvernement et l'ordre

actuel de choses en Nicaragua. Don Cleto m'a très bien reçu et m'a assuré que l'on ferait tout ce qu'il faudrait pour empêcher la sortie des émigrés.

»Le 14 de ce mois on m'a avisé de Limón que les autorités de ce port permettaient le recrutement, ouvertement et effrontément, par l'intermédiaire de Cantón, Guerra et Santos, et loin d'empêcher l'embarquement, ils se prêtaient à leur faciliter le départ, ce qui démontre leur adhésion à la révolution. Vu ce qui se passait j'ai résolu de m'adresser par écrit au Secrétariat des Relations Etrangères et lui exposai les faits en le priant de s'emparer de tous les ennemis qui résident à Limón. A cet effet j'envoyai au Ministère la note, dont vous êtes en possession de la copie, et que Roberto Tinoco vous a remise sans doute.

»Je vous envoie la copie de la réponse du Ministère et de la mienne en retour.

»Il en résulte que si tant est qu'il y a eu bonne volonté de la part du gouvernement, il n'en est pas moins vrai que les autorités ont fait tout leur possible en faveur de la révolution, malgré les ordres reçus.

»J'ai parlé à ce sujet avec le Dr. Madriz qui, sans aucun doute, est du côté du gouvernement de Nicaragua, et il m'a conseillé que je réunisse tous les documents possibles et les preuves nécessaires pour pouvoir démontrer la partialité du Gouverneur de Limón.

»C'est d'ailleurs ce que j'ai fait et j'ai chargé un ami de se rendre en secret à Limón et de m'apporter les preuves dans cette affaire en s'aidant des services de nombreux républicains sur qui je peux compter.

»Deux soldats qui formaient partie de la garnison de San Juan del Norte et qui sont arrivés ici avant-hier, m'ont assuré que les émigrés qui se dirigeaient par Colorado à ce port-là passaient la barre avec des passeports dûment établis par le Gouverneur de Limón D. Daniel González Viquez, frère du Président.

.....
»Au début toutes classes de rumeurs exagérées circulèrent ici à propos de la révolution que je me vis obligé à démentir, car on arrivait jusqu'à dire que le Champs de Mars était assiégé.

»Monsieur Merry, toujours conséquent avec sa manière d'être et sa haine contre Nicaragua, se transforma ces jours-ci en porte-voix officieux de toutes les rumeurs préjudiciables et affirmait à qui voulait l'en croire que le Général Aurelio Estrada s'était soulevé à Managua et aurait établi ses quartiers dans l'île de Ometepe, d'où il dirigeait les opérations. C'est ce qu'il savait par télégramme de Bluefields... — *Alceo Hazera.*»

«Légation de Nicaragua.—San José 15 octobre 1909.—A son Excellence D. Ricardo Fernández Guardia.—J'ai l'honneur de m'adresser à votre Excellence dans le but de lui communiquer que depuis plusieurs jours je reçois des renseignements dignes de foi m'informant que des émigrés nicaraguais adversaires du gouvernement que préside le Général Zelaya sont partis de Limón, de Puntarenas et de plusieurs points de Guanacaste pour Nicaragua et aller ensuite grossir les files révolutionnaires de la Côte Atlantique.

»Suivant ce que l'on m'assure on déduit facilement que ces émigrés ont joui des plus grandes facilités pour réaliser leur voyage, qu'enfin les autorités de Costa Rica n'ont pris aucune mesure pour empêcher le départ des révolutionnaires. Comme ce cas est visé dans le traité de Washington, en vigueur, et que c'est un des cas les plus graves que peuvent se présenter au détriment de la bonne harmonie qu'on a voulu affirmer et fortifier au moyen de ce pacte, je me permets dénoncer à V. E. en toute énergie les faits signalés, sûr de ce que le gouvernement de ce pays frère et ami, dictera les mesures les plus efficaces pour éviter l'exécution du plan subversif des émigrés.

»Je sais qu'il se trouve à Limón actuellement quelques chefs qui veulent s'embarquer pour Bluefields et entre lesquels figurent les Généraux Fornos Díaz, Pérez Pacheco et Charles A. de Zubiria et les individus Céleo Barreto, Carlos Poeti, Félix Aguirre, Humberto et Miguel Pérez Pacheco et d'autres noms que j'ignore.

»Pour éviter que ces révolutionnaires, frustrant la vigilance des autorités, puissent mener à bien leurs projets, j'ai l'honneur de prier votre Excellence de les faire concentrer sur notre ville et de faire appliquer l'ordre à tous les ennemis déclarés du gouvernement de Nicaragua, et tout spécialement aux agents actifs de la révolution dans ce port-là MM. Alexandre Cantón, Clément Santos, Dr. Guerra, conformément aux articles XVI & XVII des statuts du Traité général de la Paix et Amitié ci-dessus mentionné. Je réitère à V. E...—*Alceo Hazera.*»

* * *

«Légation de Nicaragua.—San José 2 novembre 1909.

.....
»V. E. voudra bien me permettre d'attirer son attention sur le fait que, selon ce qui se déduit de la relation même qui précède, les autorités de Limón n'ont pas modelé leur conduite sur les règles générales du

Droit des Gens sur la neutralité ni sur les traités existants entre nos gouvernements, ni même aux prescriptions du droit interne du pays.

» Le Gouverneur de Limón eut ce chef entre les mains quand il se rendit à bord du balandre *Emilia* et les obligea à descendre à terre. Le devoir du Gouverneur de Limón ne se bornait pas à en informer son gouvernement, pour plusieurs raisons; d'abord, parce que le Traité de Paix et Amitié du 20 décembre de 1907, qui est une loi pour tous les habitants de Costa Rica et d'observance obligatoire pour tous les fonctionnaires publics, mettait le Gouverneur dans l'absolue nécessité de capturer et remettre à cette capitale Díaz et ses compagnons, sans qu'il fallût en référer à son gouvernement; et ensuite parce que sans les stipulations spéciales du Traité, les règles générales du Droit des Gens le forçaient à apprehender ceux qui ouvertement violaient les règles de la neutralité: enfin, parce que tous les symptômes indicateurs d'un acte compris dans les articles 136 du code pénal de la part de Fornos Díaz, étaient manifestes et qu'il était auteur d'un délit public qui le mettait sous la protection légitime de toute autorité sans que celle-ci ait besoin ni d'ordre ni de mandat.

.....

» Le port de Limón est situé dans une contrée frontière et se trouve par conséquent compris dans l'article XVI du Traité général de Paix et d'Amitié du 20 décembre 1907...—*Alceo Hazera.*»

* * *

«Légation de Nicaragua.—San José 16 novembre 1909.—Mon cher Elie.

.....

» Merry est le pire ennemi qu'ait ici le gouvernement de Nicaragua. Tous les jours il cherche la manière de le discréditer et à chaque instant il lance des nouvelles préjudiciables qu'ils envoient aux Etats-Unis. Maintenant il fait courir le bruit que Nicaragua a envahi Honduras et que le gouvernement de son pays ne permettra jamais cela; aujourd'hui également selon les informations il dit avoir reçu un télégramme de son consul à Managua par lequel on l'aurait avisé que Toledo fusilla deux américains dans «Le Castillo». Cet homme est un véritable fripon.

» Ton frère affectueux,—*Alceo.*»

* * *

«Légation de Nicaragua.—San José 24 novembre 1909.—A Monsieur le Général J. Santos Zelaya.—Mon cher Général: Par les télégrammes que je vous ai remis journellement vous serez au courant de ce qui se passe ici. Les nouvelles que l'on peut obtenir du camp révolutionnaire par ouï-dire sont d'un optimisme si ridicule et si fausses au premier coup d'œil qu'il me semble inutile la plupart du temps de vous les communiquer. Toute la presse du pays est totalement contre nous et se fait l'écho, à l'exception de *La República*, organe jimeniste, de toutes les rumeurs défavorables pour nous.

»Cet après-midi je vous ai communiqué le câblegramme du Secrétaire des Affaires Etrangères à ce gouvernement pour le décider à agir d'un commun accord avec Guatemala et Salvador contre Nicaragua. Le gouvernement des Etats-Unis affichant l'effronterie et son manque de foi publique, recommande à ceux de Centre-Amérique la rupture d'un pacte dont ils s'étaient faits eux-mêmes protecteurs. Par bonheur D. Cleto s'est conduit en homme d'honneur et à la hauteur des circonstances en répondant que son gouvernement n'a pas de motif pour déclarer la guerre à celui de Nicaragua et que l'incident de l'invasion de frontière par la dite invasion de Toledo, que les Etats-Unis invoquaient dans leur dépêche, est arrangé par la voie diplomatique d'une manière satisfaisante: la seule d'ailleurs que pouvait utiliser le gouvernement de Costa Rica depuis le Traité d'Amitié et de Paix signé à Washington.—*Alceo Hazera.*»

COMMUNICATIONS DE MR. AGUIRRE MUÑOZ, MINISTRE DE NICARAGUA
PRÈS CELUI DE HONDURAS.

Tegucigalpa à 4,30 h. après-midi 20 octobre 1909.—Président Zelaya.—Managua.—Le petit vapeur «gasolina» dont vous me demandez le nom, s'appelle *Puerto Perlas* et se trouve à Puerto Cortés; il portait un passager appelé Léopold Rosales qui se dit avocat. J'ai demandé qu'on le reconduise quand j'ai su qu'il faisait le raccolage des émigrés dans le Honduras et qu'il allait en commission à Puerto Barrios.

»Votre ami sincère,—*H. Aguirre Muñoz.*»

* * *

«Tegucigalpa 9 heures du soir 20 octobre 1909.—Président Zelaya.—Managua.—Hier le Ministre américain eut une entrevue avec le Président Dávila. Entre autres choses Brown dit à ce dernier qu'il aidait

Nicaragua; que des groupes de gens partaient tous les jours à prêter leurs services au gouvernement nicaraguayen et que l'on savait qu'il détenait un vapeur révolutionnaire à Puerto Cortés; toutes choses qu'il supposait ne pouvoir pas aller de pair avec la neutralité.

«Le Président Dávila lui répondit que ce n'était pas le fait et qu'il n'aidait à Nicaragua ni lui envoyait du monde, car le Président Zelaya n'avait besoin de rien: du monde, de l'argent, des éléments, il en a à foison. «Quand au vapeur de Puerto Cortés, je l'ai détenu parce qu'il venait de la zone révolutionnaire de Nicaragua et en arborait la bannière et je l'ai fait, sur la pétition du gouvernement de Nicaragua, dans les eaux de Honduras, en plein droit de cause. Au cas contraire, je protégerais la révolution et je ne protège pas les révolutions et encore moins les trahisons. Ma neutralité n'en est nullement affectée et je sais à peine comment on l'invoque quand il s'agit d'un gouvernement ami d'une part et de l'autre la révolution née de la trahison. Les traités de Washington, eux-mêmes, imposent des devoirs d'amitié et de paix envers les Etats signataires, qu'on ne devra pas oublier, car il ne s'agit pas d'une guerre entre deux Républiques, auquel cas il faudrait observer la neutralité, mais bien d'une guerre civile fomentée par Estrada Cabrera.» Brown défendit comme il est naturel le gouvernement de Guatemala et lui expliqua son critérium pour être d'opinion contraire. Dávila lui dit: «Cette révolution est la même que celle de l'an passé qui allait d'ici vers là-bas tandis que maintenant elle vient de là-bas, ici; je ne m'y laisserai pas prendre.»

«Vous voyez donc, mon Général, que l'attitude du Président Dávila ne peut être meilleure. Je suis déjà allé l'en remercier et le féliciter de sa réponse énergique.

«Votre tout dévoué,—H. Aguirre Muñoz.»

«Tegucigalpa à 4,10 h. de l'après-midi du 27 octobre 1909.—Président Zelaya.—Managua.—Consul Honduras à New-Orléans communique à Ministre des Affaires Etrangères que gouvernement provisionnel a nommé Salvador Castrillo comme son représentant à Washington et demanda qu'on reconnaisse le gouvernement de Estrada. Le Département a répondu, au dire de la presse, que malgré qu'il verrait d'un bon œil le triomphe de la révolution, il ne peut le reconnaître jusqu'à ce que Zelaya ait été mis en déroute; un câblegramme de Bluefields dit que

3 F

Guatemala soutiendra la révolution et qu'un vapeur a démarré pour Puerto Barrios; il est porteur de canons Maxim et de munitions.

» Votre ami sincère, — *H. Aguirre Muñoz.* »

* * *

« Tegucigalpa 9 heures du matin 28 octobre 1909. — Président Zelaya. — Dites-moi comment s'appelle le vapeur fruitier qu'on a capturé à Costa Rica en provenance New-York avec éléments destinés à Bluefields. On dit de New-Orléans: On sait, 14 courant, vapeur parti de San José de Guatemala avec éléments de guerre pour révolution. Sans doute pour cela qu'on a parlé ici de la prise du Corinthe. Il faut donc surveiller la côte Pacifique.

» Votre ami sincère, — *H. Aguirre Muñoz.* »

* * *

« Tegucigalpa 9 heures du soir 31 octobre 1909. — Président Zelaya. Managua. — Léopold Rosales a fui à Guatemala et de là-bas a envoyé un long télégramme au Ministre Brown où il lui dit qu'à Puerto Cortés on capture un vapeur appelé *Perlas* appartenant à une Compagnie américaine; qu'il proteste à Honduras pour préjudices soufferts par les intérêts américains à l'occasion de la détention du dit vapeur. Le Président Dávila reçut également une protestation pour capture de *Perlas* de la part du Président provisoire Estrada qui, selon celui-ci, portait éléments de guerre pour la révolution. D'abord il le menace, ensuite il lui dit que la révolution pilotée la cause de la liberté et du droit et qu'il se souvienne l'inconséquence de Zelaya inaugurant le gouvernement de Sierra à Amapala pour le renverser tandis qu'eux luttèrent sur la côte de Honduras pour la cause du parti libéral.

» Votre sincère ami, — *H. Aguirre Muñoz.* »

* * *

« Tegucigalpa 4 novembre, 11 heures matin. — Président Zelaya. — Managua. — Ministre Lazo dit que Brown a informé son gouvernement que Président de Honduras a violé neutralité en détenant vapeur *Perlas* aidant ainsi à Zelaya et ajoute que Département d'Etat, très fâché, demande instructions et renseignements.

«Je crois qu'il est urgent que câblegraphiez explicativement. En outre, le moment est venu de remettre un câblegramme à la presse associée pour afficher Brown, en disant que le gouvernement provisoire Estrada demande la liberté de *Perlas* et qu'il sert de préférence les intérêts d'Estrada Cabrera et de la révolution.

«Votre ami sincère,—*H. Aguirre Muñoz.*»

* * *

«Tegucigalpa 4 novembre à 2,20 h. après-midi.—Président Zelaya. Managua.—J'ai été où Brown au sujet affaire vapeur. Vous écris la conversation toute entière pour que vous vous rendiez compte de l'opinion de ce monsieur.

«Il me dit que je mettais des bâtons dans les roues pour la mise en liberté du vapeur; alors je lui répondis: «C'est à ce propos que je viens discuter avec vous et savoir pourquoi vous faites des démarches en faveur d'un bateau révolutionnaire.» Il me dit qu'il désirait non la liberté d'un bateau révolutionnaire, mais celle du bateau d'une Compagnie américaine. «Oui, monsieur; mais le bateau portait des éléments de guerre pour la révolution et par conséquent j'avais le devoir et le droit de demander sa détention.» Il répondit que le gouvernement de Honduras, d'accord avec les pratiques internationales, ne pouvait pas le détenir et qu'en outre les traités de Washington le défendent, car il y a une clause qui dit qu'en cas de guerre civile aucun des gouvernements ne pourra intervenir ni pour le gouvernement ni en faveur de la révolution; ce qui revient à dire qu'ils seront neutres et le gouvernement de Honduras en détenant un vapeur a commis une faute, puisqu'il intervient en faveur du gouvernement de Nicaragua. «Oui, lui dis-je; mais s'il le laisse partir il intervient en faveur de la révolution: car c'est un vapeur dont elle a un impérieux besoin. Il y a plus; ces causes, qui se rapportent à la non-intervention, visent l'intervention armée, c'est à dire, que les gouvernements ne pourront faire entrer leurs armées en jeu ni pour l'une ni pour l'autre partie adverses; mais cela ne signifie nullement qu'ils ne seront pas libres de barrer la sortie du territoire aux émigrés éléments de guerre, embarcations, etc., car ce serait en effet manquer à l'esprit des traités de Washington, qui tendent à conserver la paix et éviter les révolutions aux gouvernements signataires, ainsi qu'à resserrer les liens de voisinage et d'amitié qui doivent les unir.» Alors il me dit: «C'est qu'ici dans le Centre-Amérique ils sont habitués à ne pas respecter les

» traités. » Je lui répliquai : « Partout les pies sont bavardes et que c'est
» précisément parce que nos pays sont petits qu'on leur voit de grands
» défauts en Europe, où l'on fait la loi. Dans ces sortes d'affaires ils font
» la même chose. L'Autriche vient de rompre un traité dernièrement. »
Il me dit qu'il n'y a pas de traité de droit international qui autorisât
une nation quelle qu'elle soit à détenir les vapeurs d'une des parties bel-
ligérantes. Sur le champ j'objectai : « Mon cher monsieur, halte-là; où est
» l'autre partie belligérante? Je suppose bien que vous n'allez pas me
» dire que c'est la révolution, puisque votre gouvernement n'a pas reconnu
» la belligérance de la révolution en dépit des efforts réitérés de ses par-
» tisans! Et s'il n'y a pas de loi pour cela, sur quoi les Etats-Unis fon-
» daient-ils leur note à l'Angleterre lors de la guerre civile pour l'affaire
» de Alabama? Sur quoi le tribunal de Genève fonda-t-il sa sentence con-
» tre l'Angleterre? » Alors il me dit que beaucoup de révolutions étaient
justes et que c'est pour cela que les auteurs de traités reconnaissaient le
droit d'insurrection comme un droit sacré. « Oui, fis-je, c'est juste; mais
» le droit à l'insurrection qui est basée sur la trahison est bien différent :
» le premier est une manifestation superbe de ce que sont les droits d'un
» peuple en face du tyran et le second est un crime qui couvre de honte
» et d'opprobre à ses auteurs et par cela même il est pour ainsi dire im-
» moral de l'appuyer et le défendre. » Il insista encore sur le fait que
» Honduras avait manqué à sa neutralité et qu'il n'était pas étrange que
» les gouvernements voisins, cette digne une fois rompue, se jettent sur
» lui. » Je lui dis : « Que ce moment soit le bienvenu, s'il arrive, pour que
» nous sachions à quoi nous en tenir; ceci est une situation impossible et
» nous, s'il est vrai que nous ne cherchons pas de complications, nous ne
» les craignons pas non plus. » Nous terminâmes la conversation dans la
meilleure harmonie alors qu'il me félicitait de l'habileté que j'avais mise
à venir à bout de suggestionner le Président Dávila, dans toutes ces af-
faires, jusqu'au point de l'avoir gagné corps et âme pour le gouverne-
ment de Nicaragua. « Non, dis-je, Mr. Brown, je n'ai pas suggestionné le
» Président Dávila; c'est qu'il est honnête et la cause de la morale et du
» droit a été bien servie. »

» Votre ami sincère, — *H. Aguirre Muñoz.* »

« Tegucigalpa à 3,30 h. après-midi 5. novembre. — Président Zelaya.
Managua. — Ministère des Relations Extérieures câble aujourd'hui à Lazo
Arriaga, disant : « Ce que dit Ministre Brown est inexact. Démentissez

»énergiquement nouvelles violation neutralité. Ce qui a été fait ce fut
»d'avoir détenu vapeur révolutionnaire *Perlas*, qui était porteur d'élé-
»ments pour la révolution et entra à Puerto Cortés pour prendre en
»Honduras des émigrés nicaraguais, chose conforme aux traités de Was-
»hington et aux pratiques internationales. Il y a des documents à preu-
»ve. Sur tout cela envoie détails par poste.» Il y a de l'excitation; on voit
bien que l'arrêt du vapeur leur a produit un certain et bien naturel ma-
laise, puisqu'il allait à Puerto Barrios pour porter les éléments que leur
avait promis Guatemala.

»Votre ami sincère,—*H. Aguirre Muñoz.*»

* * *

«Tegucigalpa à 8 heures de l'après-midi 7 novembre.—Président Ze-
laya.—Managua.—Aujourd'hui Ministre Brown envoya de nouveau au
Ministère des Relations Extérieures, son secrétaire Gibsen qui était char-
gé de demander la mise en liberté du bateau et, ce faisant, pour ne pas
être obligé d'en venir à des mesures extrêmes. Ministre Relations Exté-
rieures sur instructions Président Dávila lui répondit que comment est-
ce qu'il avait dénoncé au Département d'Etat que le gouvernement de
Honduras avait violé la neutralité quand il devait s'être adressé au Mi-
nistre Lazo pour que celui-ci traitât directement l'affaire avec le Dépar-
tement d'Etat, puisqu'il agissait avec rapidité et légèreté.

»Votre ami sincère,—*H. Aguirre Muñoz.*»

* * *

«Tegucigalpa à 2,25 h. de l'après-midi 7 novembre.—Président Ze-
laya.—Managua.—Manuel Rivas dit de La Ceiva qu'il tient de bonne
source que le Manuelisme bouge; ses principaux émigrés s'agitent entre
Belice et New-Orléans, préparent leurs éléments et recrutent du monde
et qu'il croit que sous peu ils envahiront la côte; il est préparé contre
toute éventualité. José Maria Valladares (commandant de Amapala) dit
que l'émigration n'a pas encore opéré l'invasion parce qu'elle attend que
le mouvement prospère au Nicaragua et il ajoute que ce mouvement n'a
pas prospéré parce que les combinaisons à l'intérieur dont faisaient par-
tie des chefs et des employés de haute importance, n'ont pas donné le
résultat attendu et aussi parce que Estrada Cabrera et les nord-améri-
cains n'ont pas envoyé les auxiliaires sur l'échelle promise; enfin, parce

que Zelaya est un homme à poigne et qu'il ne s'endort pas. Cette révolution avortera, mais espérons-en immédiatement les conséquences; le dépit les jettera sur nous. Telles sont les paroles de l'indien Valladares.

»Votre ami sincère,—*H. Aguirre Muñoz.*»

* * *

«Tegucigalpa à 4,10 h. du matin 8 novembre.—Président Zelaya. Managua.—Les autorités frontières confirment au Président Dávila le mouvement des troupes de Salvador que je vous ai signalé samedi et que j'avais obtenu d'autre source. César Lagos, qui est actuellement à Ahuat-chapan, télégraphia hier au Président Dávila lui disant qu'il se rend à la capitale pour être près du gouvernement de Honduras, car il croit que les événements de Nicaragua pourront amener des complications dans le Centre-Amérique. Je dis au Président qu'il demande à César le fondement de cette opinion. Nous verrons ce qu'il dira.

»Votre ami sincère,—*H. Aguirre Muñoz.*»

* * *

«Tegucigalpa à 4 heures de l'après-midi 8 novembre.—Président Zelaya.—Managua.—Avant-hier Mr. Brown adressa une note officielle à Ministre Relations Etrangères lui demandant la remise du *Perlas* et lui signifiant ce qu'il lui avait fait dire verbalement: il insistait une fois de plus pour éviter à Honduras de graves responsabilités et éviter de prendre de plus graves mesures. Hier, dimanche, il a demandé la réponse immédiate à sa note du samedi, car il s'agit d'une affaire de grande importance. Aujourd'hui, Ministre Relations Extérieures lui répond en se basant sur toutes les raisons du gouvernement Honduras, en vertu du traité de Washington et des pratiques internationales, pour ne pas lâcher le vapeur et il conclut que son Ministre à Washington traitera désormais de ce fâcheux incident directement avec le Ministre d'Etat.

»Brown va devenir furieux par cette note, lui qui est extrêmement orgueilleux, présomptif et colérique, car la plus dure des choses qu'on puisse dire à un représentant diplomatique c'est de refuser de traiter avec lui directement, mais avec son gouvernement. Je croirais bon d'envoyer à la presse associée de quelque part qui ne soit pas Nicaragua un télégramme disant Ministre Brown des Etats en Honduras surveille avec plus d'intérêt les affaires de Cabrera que ceux de son pays sans doute le

traitement qu'il reçoit de Guatemala est supérieur; maintenant voilà qu'il est agent de la révolution au Nicaragua et réclame au gouvernement de Honduras un bateau révolutionnaire que celui-ci a détenu suivant les pratiques internationales. Juan Estrada et lui font les gestions nécessaires.

» Votre ami sincère, — *H. Aguirre Muñoz.* »

* * *

« Tegucigalpa à 11,22 h. du matin 9 novembre. — Président Zelaya. Managua. — La note verbale que Brown envoya au Ministre Relations Extérieures fut refusée par celui-ci qui indiqua à l'employé de revenir à son bureau un jour de travail. C'est pourquoi Brown est furieux et dit qu'il considère la non-réception de la note comme une offense au gouvernement américain. Vous voyez jusqu'où peut en venir ce monsieur. Il a dit également l'autre jour au sous secrétaire d'Etat que le *Dakota* viendrait chercher le *Pertus* si on ne le lâchait pas de bon gré. Le sous-secrétaire lui dit qu'il n'en était nullement surpris; que les nations puissantes qui manquent de raisons et outrepassent la justice emploient la force. L'attitude de Brown est excessivement hostile à ce gouvernement; tous les jours il leur passe une note avec de nouvelles exigences et sur un ton de plus en plus impérieux et aigre. Dites moi si Hazera arriva à Washington. Il est nécessaire qu'il soit mis au courant de la conduite de Brown envers ce gouvernement pour qu'il défende Honduras, embarrassé pour avoir fait son devoir vis à vis de nous.

» Votre ami sincère, — *H. Aguirre Muñoz.* »

* * *

« Tegucigalpa à 8,10 h. du matin 9 novembre. — Président Zelaya. — Managua. — *Picayune*, *Times Democrat* et d'autres journaux des Etats-Unis parlent de nouveau sérieusement d'une République du Centre Amérique qui s'appellerait « Atlantide », sous la direction de Juan Estrada. Ils disent qu'elle se composera d'une région étendue et riche qui se trouve dans l'Atlantique et qui peut vivre indépendante; le Général Juan Estrada, qui est un grand homme d'Etat, convertirait la nouvelle République en un paradis et y établirait l'Etat rêvé par Platon.

» A la date du 21 on publie un câble de Bluefields transmis de là-bas « sans fil » disant l'arrivée d'un vapeur de Puerto Barrios avec toutes sor-

tes d'éléments de guerre que leur envoie Estrada Cabrera et qui est arrivé sans avarie; le gouvernement de Guatemala prête son concours ouvert et franc à la révolution.

» Votre ami sincère, — *H. Aguirre Muñoz.* »

* * *

« Tegucigalpa à 4 heures de l'après-midi 10 novembre. — Président Zelaya. — Managua. — Le Ministre Lazo câble à Ministre Relations Extérieures disant que le Département d'Etat exige la mise en liberté du *Perlas* et qu'il croit qu'on ne doit pas opposer résistance.

» Le gouvernement de Honduras a fait ce qu'il était humainement possible pour détenir ce bateau, mais actuellement il pense que tout effort est inutile et qu'on ne ferait que compromettre le pays et l'exposer non à un outrage du droit sinon à un acte de violence.

» Il croit aussi qu'en lâchant le bateau après les démarches directes du gouvernement américain, il sera peu probable qu'il se prête à rendre service à la révolution.

» La résolution de mise en liberté se communiquera directement au Ministre Lazo en faisant abstraction complète de Brown et de ses démarches et avec l'observation que la chose n'a lieu que sur la demande du Département d'Etat au Ministre de Honduras à Washington.

» Votre ami sincère, — *H. Aguirre Muñoz.* »

* * *

« Tegucigalpa à 8 heures du matin 17 novembre. — Président Zelaya. — Managua. — Barahona dit de Guatemala à Dávila par télégramme d'aujourd'hui qu'il s'apprête et que Salvador et Guatemala l'envahiront et qu'il sait que les émigrés partiront pour la frontière.

» Consul de New-Orléans dit à Manuel Bonilla qu'il reçut de Guatemala \$ 15.000 en or.

» Votre ami sincère, — *H. Aguirre Muñoz.* »

* * *

« Tegucigalpa à 12,30 heures après-midi 20 novembre. — Président Zelaya. — Managua. — Le fusillement des deux américains que me cite son télégramme d'hier est un acte d'obéissance à la loi et à la justice. Il est

grand temps que le monde sache que les hommes blonds aux yeux bleus ne jouissent d'aucuns privilèges chez nous et que s'ils commettent un délit ils tombent sous le coup de la loi, sans le moindre égard. Ces deux fusilllements seront une grande leçon donnée aux flibustiers et un grand exemple aux gouvernements de Centre Amérique. Pour mettre un terme à la convoitise des Européens, les Mexicains furent réduits à fusiller Maximilien, et nous, pour mettre un terme à la convoitise «yanqui», nous devons fusiller à tout américain que nous prenions la main à la pâte. La mort de Lee Roy Cannon est un grand triomphe pour Centre-Amérique. Cannon était vaillant, audacieux, intelligent et sympathique, en un mot, le Walker de notre temps, mais avec plus d'ambition et de talent que ce funeste aventurier là. Ici, ils auraient dû l'avoir fusillé dès l'an passé et ils ne le firent pas parce que les lois de ce pays ne le permettent pas; mais cette douceur et sa récidive sont notre meilleure défense. Le gouvernement le grâcia et lui donna même de l'argent à condition qu'il ne se mêle plus des luttes intérieures de Centre-Amérique. Malgré cela il revint à la charge; il est bien juste qu'il ait souffert le sort qu'il a cherché.

»Votre ami sincère,—*H. Aguirre Muñoz.*»



«Tegucigalpa à 11 h. du matin 26 novembre 1909.—Président Zelaya. Managua.—Les journaux américains qui mènent la campagne contre le Général Zelaya et Nicaragua, disent des horreurs que je permets transmettre pour que vous voyiez jusqu'à quel point ils se surchauffent l'imagination. Ils disent que les forces du gouvernement de Nicaragua mettent à sac, volent, incendient et fusillent; qu'elles ont fusillé plus de 500 personnes coupables du seul délit d'approuver la révolution et que le moment est arrivé pour que les Etats-Unis interviennent, déposèdent ce monstre de Zelaya et mettent ainsi fin à cette rixe. On dit que le vapeur *Dictator*; qui était au service de Nicaragua, a été capturé par les révolutionnaires et qu'un vapeur norvégien frété par Manuel Bonilla partit de New-Orléans, avec armes et munitions et des émigrés à bord, pour Puerto Barrios, mais qu'il se dirige sur Bluefields et que le consul Altschul ne put empêcher son départ, car ses papiers portaient Puerto Barrios, port d'un pays en paix. Le Ministre de Salvador est celui qui attaque le plus Hazera.

»Votre ami sincère,—*H. Aguirre Muñoz.*»

«Tegucigalpa à 3 heures de l'après-midi 5 décembre. —Président Zelaya. —Managua. —La presse «yanqui» continue à lancer des nouvelles aussi abracadabrantes que celles que je vous ai communiquées auparavant. A ce que l'on voit et à ce que l'on dit les auteurs de la révolution sont les «yanquis», qu'ils lui prêtent main-forte et maintenant qu'ils la voient perdue ils veulent lui aider d'une manière effrontée. En outre, on assure que Juan Estrada a été comblé de promesses flatteuses qui satisfont son ambition.

»Votre ami sincère, —*H. Aguirre Muñoz.*»

* * *

«Tegucigalpa à 9 du soir 6 décembre. —Président Zelaya. —Managua. Il y a des nouvelles que Manuel Bonilla envahira demain par Puerto Cortés et La Ceiba; on envahira aussi par Ocotepeque. César Lagos dit que des émigrés de Honduras sont disparus ces jours-ci en Salvador. Il semble que le plan est d'assassiner José María Valladares à Amapala. L'invasion compte sur l'appui d'Estrada Cabrera et des Etats-Unis. C'est la même chose que chez nous. Taft et Estrada Cabrera en connivence ignominieuse pour ces pays. On a dicté des mesures énergiques et envoyé des troupes aux places menacées. Aujourd'hui on publiera l'état de siège. Le Département d'Etat dans un long télégramme informe le Ministre américain de la situation entre les Etats Unis et Nicaragua en des termes très durs et on lui dit qu'un mouvement s'est produit à l'Ouest ce qui fait trois: à Bluefields, à Managua, à Chinandega.

»Votre sincère ami, —*H. Aguirre Muñoz.*»

TÉLÉGRAMMES DU CONSUL DE NICARAGUA Á NEW-YORK,
MR. PÍO BOLAÑOS.

«New-York à midi 29 octobre. —Président. —Managua. —On avise de Bluefields que Rodolphe Espinosa a accepté le poste de Ministre à Washington, au nom de l'ennemi. Les rebelles prétendent diviser le pays pour obtenir l'admission de ses lettres de créances. —*Bolaños.*»

* * *

«New-York à midi 30 octobre. —Président. —Managua. —Situation Washington très délicate. Côte en danger. Considère indispensable présence personne active. Je m'occupe de la presse. —*Bolaños.*»

« Brooklyn à 1,18 h. après-midi 31 octobre. — Président. — Managua. — Espinosa reste encore à Washington. On travaille activement contre le Général Zelaya. J'obtins la publication d'opinions favorables au gouvernement sans caractère officiel. Avis télégraphique de Washington informe du départ de forces armées pour favoriser la révolution sur Pacifique; elles viennent de Salvador contre Nicaragua. — *Bolaños.* »

* * *

« New York à 11,35 h. du matin 6 décembre. — Président. — Managua. Résultat bataille Rama, quoique favorable, ne changera en rien votre situation personnelle ni celle de Nicaragua. Devez empêcher cet inutile sacrifice. Convient déposer le pouvoir à une personne qui inspire confiance à tout le pays. — *Bolaños.* »

* * *

« New-York à 1,15 h. après-midi 7 décembre. — Président. — Managua. — La révolution et ce gouvernement n'accepteront jamais Irias. Démission en faveur Dolores Estrada empêcherait de verser plus de sang et le débarquement des Américains. Lisez note Knox à Rodríguez. — *Bolaños.* »

* * *

« New-York à 6,40 h. du soir 17 décembre. — Président. — Managua. — On prend comme farce nomination Madriz; il ne sera pas reconnu par ce gouvernement ni par ceux de Centre-Amérique et la révolution ne finira pas. — *Bolaños.* »

CABLES DU CONSUL ALTSCHUL, DE NICARAGUA, À NEW-ORLÉANS.

« New-Orléans 1 heure après-midi 13 octobre. — Président. — Managua. — Que se passe-t-il là-bas? Des journaux ont publié la nouvelle que la révolution a éclaté sur la Côte Atlantique. A la tête du mouvement se trouve Juan J. Estrada. Prière de m'envoyer instructions télégraphiques et me renseigner. — *Altschul.* »

* * *

«New-Orléans 9 h. du soir 17 octobre. —Président. —Managua. —Le bateau *Dictator* arriva aujourd'hui Mirence, López, Cornelio Martínez, prisonniers dans la salle du drapeau. Les chefs principaux du mouvement sont: Chamorro, Matuti, Ulysse Ugarte. Révolution cherchera à prendre forteresse San Carlos, Acoyapa et tout Chontales. Santo Alea commandant du Bluff, Fernández administrateur des Douanes. Il y a des probabilités pour que Cabo de Gracia n'ait pas été pris. Je crois avec raison que les bateaux Bluefields, Steamship and C^o ne sortiront pas de quel-que temps. Charles Weimberger nous aide. —*Altschul.*»

«New-Orléans 8,50 h. du soir 18 octobre. —Président. —Managua. —Salvador Castrillo a été nommé représentant de la révolution à Washington. Le remorqueur *Perlas* sortit pour Puerto Barrios où il recevra deux canons «Maxim». Notice vint directement de Bluefields. Donnerai communication à Ministère d'Etat Washington de ce que Compagnie Emery a procuré des provisions à la révolution.

»Bluefields, Steamship C^o, se montre partisan de Zelaya; n'enverront pas de bateau de quelque temps à Côte Atlantique. Ils doivent rester sans provision. Je contrôle les embarcadères. Cherche à obtenir prorogation pour le paiement de l'affaire Emery. Des journaux publient que Washington se montre partisan de J. Estrada. —*Altschul.*»

«New-Orléans 1,25 h. du soir 24 octobre. —Président. —Managua. —J'arrive d'où se trouve Taft; il ne voulut pas me donner audience et m'envoya au Secrétariat d'Etat. Des amis feront en sorte qu'il me la donne. On croit qu'il arrivera New-Orléans la semaine prochaine.

»On dit publiquement ici que Washington est partisan de Juan J. Estrada; cependant restera neutre pendant que révolution ne triomphe pas. On dit que Côte Atlantique sera faite indépendante. Je surveille Bélanger. —*Altschul.*»

«New-Orléans 8,45 h. du matin 26 octobre. —Président. —Managua. De bonne source on dit qu'on demande le prix de mille Remington et trois cents caisses de cartouches. Salvador Chamorro Panamá a l'ordre

d'embarquer du matériel de guerre. Gazoline révolution a attendu avec Cristmas du matériel de guerre provenant du Président Cabrera par vapeur marchand *Pacific Mail* 14 de ce mois. Juan J. Estrada avance à Chontales. Susman a été nommé Consul de Nicaragua à New-Orléans; naturellement il ne pourra se faire accréditer.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans 3,40 h. après-midi 27 octobre.—Président.—Managua. Il importe que vous preniez note nomination Ministre américain à Costa Rica; c'est le Ministre à Guatemala et Washington l'a autorisé pour qu'il accepte les fonctions. Ceci vous démontrera la parfaite connivence des Etats-Unis et Guatemala contre Nicaragua.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans 5,40 h. après-midi 27 octobre.—Président.—Managua.—Appris I. Hazera a été nommé. Corea avisé Bélanger remis aujourd'hui gazoline Puerto Cortés pour remorquer vapeur *Puerto Perlas*, qui va à Puerto Barrios chercher matériel de guerre.

»On confirme la nouvelle Ministre américain Merry comme Ministre Guatemala de Estrada Cabrera.

»On assure que Manuel Bonilla nommé Consul de révolution à Belize.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orleans à 4 h. après-midi 2 novembre.—Président.—Managua.—Vapeur marchand *Imperator* arriva aujourd'hui. Jacob Wemberg annonce que la place de Cabo de Gracia a été prise par la révolution; à la tête des assaillants se trouvaient Enrique Espinosa, Cupertino Herrera; dix morts. Vergara à Chile tua le télégraphiste. La goëlette *Adelaida* porte du matériel de guerre pour la révolution. En provenance de Limón sont arrivés des émigrés nicaraguayais pour se joindre à la révolution; entre autres: Fornos Díaz, Zubiria, Pérez Pacheco et dix de plus. Léopold Rosales fait les fonctions de représentant de la révolution en Guatemala.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans 3 h. après-midi 6 novembre.—Président.—Managua. Adolphe Diaz câbla via Guatemala demandant milles fusils et 300.000 cartouches.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans 1,25 h. 7 novembre.—Président.—Managua.—Surveillez Jersan Sáenz qui assure-t-on vient de Guatemala et Salvador pour soulever la caserne de Chinandega.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans à 8 h. du matin 8 novembre.—Président.—Managua. Difficile obtenir vapeur *Yulu*, car Emery, manquant à son contrat, a livré le bateau à Estrada et est son partisan.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans à 7 h. du matin 9 novembre.—Président.—Managua.—Guatemala avise à Bluefields cargaison encore impayée. Fin octobre enverrai Bocas une grande quantité de cartouches, des hommes aussi. De Bluefields Diaz répondit: «Nous ferons notre possible pour ré-sister jusque-là.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans à 7,41 h. du soir 9 novembre.—Président.—Managua. Semaine passée Guatemala offrit envoi de matériel de guerre Bluefields. *Altschul.*»

* * *

«New-Orléans 5,30 h. du soir 10 novembre.—Président.—Managua. J'ai obtenu copie exacte télégrammes Bluefields et Guatemala, hier. Si vous avez confiance j'enverrai des copies à Isidore Hazera pour qu'il traite l'affaire avec Taft. Guatemala occupe Bocas comme port de transit.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans à 5 h. du soir 11 novembre.—Président.—Managua. Avisez Président Dávila qu'il doit surveiller la Côte Atlantique, de préférence Ceiva, car Estrada Cabrera prétend envoyer une expédition d'invasion.—*Altschul.*»

«New-Orléans 1,35 h. après-midi 11 novembre.—Président.—Managua.—Manuel Bonilla arriva de Guatemala avec des chèques pour valeur de \$ 15.000.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans à 7,40 h. du matin 17 novembre.—Président.—Managua.—Matériel de guerre arrivé à Bluefields; semble être le même que celui annoncé semaine passé en provenance de Bocas. Bateau *Ulstein* en partance pour Puerto Barrios, porte matériel de guerre.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans à 8,38 h. le 18 novembre.—Président.—Managua.—*Ulstein* arrivera à Puerto Barrios, dimanche pour transborder 44 caisses de fusils et 114.000 cartouches sur une gazoline qui les portera à Bluefields. Guatemala se sert de Puerto Barrios comme base révolution.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans à 2,40 h. après-midi 21 novembre.—Président Zelaya. Managua.—Je vous transmets ce qui suit: «Bluefields 15.—Président »Guatemala.—Si on ne reçoit pas de matériel de guerre avant le 20, la »révolution doit être abandonnée.—*Diaz.*» Cabrera répondit: «*Ulstein* »arrivera dans peu de jours.»—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans 11 h. du matin 24 novembre.—Président.—Managua.—*Ulstein* partit pour Bluefields lundi en provenance de Puerto Barrios; il arrivera demain à Bluefields.—*Altschul.*»

* * *

«New-Orléans 4,45 h. après-midi 29 novembre.—Président.—Managua.—Situation défavorable pour Président Zelaya on a permis à Juan J. Estrada de fermer San Juan del Norte.

»Recommande beaucoup à Nicasio Vázquez qu'il avance avant l'arrivée du matériel de guerre, vapeur *Ulstein*.

»Salvador Castrillo sollicite la reconnaissance de la Côte Atlantique comme République indépendante.—*Altschul.*»

CABLES DE LA LÉGATION DE NICARAGUA Á WASHINGTON.

« Washington 3 h. après-midi 6 novembre.—Président.—Managua. Département n'accepte pas l'explication: il dit que sa gestion se réduit à ce que le gouvernement de Honduras rende le vapeur à ses propriétaires américains. Ainsi affaire *Yulu*, assure au gouvernement de Nicaragua qu'il n'a rien à voir dans cette affaire.—*Rodriguez.* »

* * *

« Washington à 7,25 h. du 8 novembre.—Président.—Managua. De nouveau j'ai exposé raisons de votre câble; ils n'écontent pas et insistent pour que le vapeur soit remis à ses propriétaires. Par cela ils veulent démontrer que vous ne commandez pas en Honduras. Ils ne veulent pas discuter cette affaire avec Nicaragua. Le Département m'assure que Honduras serait préjudiciable pour Nicaragua.—*Rodriguez.* »

* * *

« Washington à 7,30 h. du 8 novembre.—Président.—Managua.—J'ai manifesté *Perlas* servait la révolution et transportait matériel comme l'expose le gouvernement de Honduras dans sa protestation. Nicaragua intervient, car le bateau arborait matricule et drapeau de Nicaragua.—*Rodriguez.* »

* * *

« Washington à 5,20 h. du soir 11 novembre.—Président.—Managua. Ministre américain de Costa Rica informe Ministre Relations Extérieures des Etats-Unis neutralité violée drapeau Nicaragua Costa Rica. Département d'Etat demande explication.—*Hazera.* »

* * *

« Washington à 3 h. après-midi 14 novembre.—Président.—Managua.—Ministre de Relations Etats-Unis considère de peu d'importance l'affaire Nicaragua Costa Rica. Communiquez à Arjona qu'on tolère sortie, extension. Détenez l'armement qui va de Puerto Barrios à Boca del Toro. Pas reçu encore.—*Hazera.* »

« Washington à 9,30 h. du soir 17 novembre.—Président.—Managua.—J'ai fait démarche près Secrétaire d'Etat sur sortie *Ulstein*; il dit que le vapeur partit route inconnue et que Ministre Honduras s'est déjà plaint qu'il porte du matériel de guerre et Manuel Bonilla pour produire des désordres en Honduras. Consul Altschul avisa cependant détenu temporairement. Suis démarches. Secrétaire d'Etat reçu protestation de Bluefields de la Compagnie, sur la détention du *Dictator* de la part des révolutionnaires.

» Secrétaire d'Etat me reçut cordialement; Président nous honora d'une audience, lundi prochain probablement. Presse publie que Président Nicaragua aide émigrés de Honduras. Ouverture San Juan communiquée.—*Hazera.*»

* * *

« Washington à 11,30 h. du matin 17 novembre.—Président.—Managua.—Vous communique confidentiellement que vous ne devez perdre aucune occasion de satisfaire gouvernement américain. On observe de l'animosité contre vous par l'instigation des diplomates Centre-Amérique.

» Notre opinion est que le gouvernement exigera satisfaction et indemnisation.—*Hazera.*»

* * *

« Washington 3 après-midi 18 novembre.—Président.—Managua.—Secrétaire d'Etat informe Légation par note que vu la sentence mort exécution probable de citoyens américains, Président ajourne ma réception jusqu'à ce qu'il ait connaissance de cause et fixe attitude gouvernement américain.

» Secrétaire d'Etat a mandé des navires sur les deux côtes Pacifique et Atlantique. Conséquemment à ce fait ils refusent la discussion. Considère la situation grave, très grave. Rupture certaine.—*Hazera.*»

* * *

« Washington à 1,25 après-midi 18 novembre.—Président.—Managua. Hier soir à 11 heures Secrétaire d'Etat adressa à Rodríguez une note énergique demandant d'urgence information sur cas américain et faisant toutes sortes de réserves pour leur attitude ultérieure en cas d'exécution. Je réponds en ce moment conformément à ses instructions. Gouvernement américain répondit hier à la protestation Bluefields Company que

cela est convenable pour éviter le blocus. La presse reconnaît cela comme le premier pas pour reconnaître la belligérance; attaque gouvernement.

»Ministre Honduras à Washington n'a pas encore reçu jusqu'ici la réponse au *mémoire* *Ulstein*.—*Hazera*.»

* * *

«Washington à 1,30 h. après-midi 20 novembre.—Président.—Managua.—On avise sortie vapeur *Imperator* en date d'hier. Secrétaire d'Etat nie protection à Bluefields Company. Il a donné à la presse détails sur légalité des faits et j'espère justification, tribunal changera d'opinion actuelle si défavorable.—*Hazera*.»

* * *

«Washington à 2,30 h. après-midi 24 novembre.—Président.—Managua.—Ambassadeur mexicain montra hier soir la réponse Secrétariat d'Etat à sollicitude gouvernement mexicain pour réception *Hazera*, laquelle fait négative. Il est urgent que vous présentiez quelque chose d'efficace à proposer à gouvernement américain. La situation est très grave. Dites-moi si vous avez envoyé le procès.—*Rodriguez*.»

* * *

«Washington à 7,40 h. du soir 2 décembre.—Président.—Managua.—Département envoya mon passeport et note très dure avec menaces contre votre personne et établissant que votre gouvernement et la révolution sont également néfastes de fait.—*Rodriguez*.»

* * *

«Washington à 2 h. après-midi 2 décembre.—Président.—Managua. Ils prétendent vous déposer et vous rendre responsable personnellement. Si la révolution succombe, débarquer des marins. On dit que les navires ont l'ordre de ne pas vous laisser partir.—*González*.»

* * *

« Washington à 8,45 h. du soir 1^{er} décembre.—Président.—Managua.—Situation très grave ici. Vous confirme câble Hazera. On assure que gouvernement américain insiste pour que donniez démission; on appuie la révolution quoique indirectement, mais ouvertement. On ne n'admet aucune explication sur la mise à mort et exécution des deux Américains. Il serait bon de trouver un arrangement. Inspirez-moi la marche à suivre dans mes gestions. Réponse urgente.—*González.* »

CABLES DU MINISTRE DE NICARAGUA À PANAMÁ.

« Managua à 2 h. après-midi 19 octobre.—Ministro Hazera.—Panamá. Avisez Légation Washington vapeur partit de New-York avant de savoir la révolution; portait armements pour Bocas del Toro. Informez vous et faites que gouvernement Panamá confisque, comme contrebande de guerre pour révolution Côte.—*Zelaya.* »

* * *

« Panamá à 5,35 h. 21 octobre.—Président.—Managua.—Bateau de guerre nicaraguayais détenu hier Costa Rica. Bocas toutes sortes précautions nécessaires, ne partez pas, Bluefields.—*Hazera.* »

* * *

« Panamá à 11,45 h. 28 octobre.—Président.—Managua.—Tout est arrangé, satisfaction. Colón, Panamá armes et munitions n'ont pas été embarquées. Dites-moi quelles nouvelles il y a. Prêt à m'embarquer.—*Hazera.* »

* * *

« Panamá à 12,30 h. après-midi 29 octobre.—Président.—Managua. Ministre Relations Extérieures, Panamá, informe que bateau de guerre nicaraguayais retourna à Bluefields sans armes ni munitions de guerre; gazine fruitière détenue.—*Hazera.* »

* * *

«Panamá à 11,45 h. 23 novembre.—Président.—Managua.—Président de Panamá trouve justifiée exécution Américains; gouvernement américain ne peut pas faire protestation. Nicaragua a raison. Opine que gouvernement de Nicaragua est en mauvaise situation avec gouvernement américain. Ce renseignement est réservé.—*Arjona.*»

* * *

A la simple lecture des documents à preuve, actes et télégrammes, on acquiert connaissance exacte de ce que l'on a dit à propos de l'adhésion, la pleine confiance et l'appui décidé de douze départements sur treize au gouvernement de Nicaragua.

Il est notoire que le département de Zelaya, le plus dépeuplé, l'unique qui suivit le Gouverneur Intendant soulevé, ne fut pas complètement du côté de la révolution, puisque les personnes les plus importantes furent emprisonnées.

Il est notoire également que pour former leur armée les révolutionnaires furent obligés de raccoler du monde en Honduras, Costa Rica, Guatemala et les Etats-Unis.

Il y a des preuves plein les mains que le matériel de guerre et l'argent furent envoyés par les Etats-Unis et Guatemala. Des vapeurs de la Compagnie «United Fruit» et d'autres avec bannière nicaraguaise, comme ceux des Compagnies Emery et Piazza, transportaient avec pleine connaissance de cause des représentants américains en Centre-Amérique, ainsi qu'avec la coopération éhontée de Cabrera et des autorités dans les ports de l'Union.

On voit donc, comme les Etats-Unis et Guatemala ont été les promoteurs de la révolution; ils continuent à en être les soutiens et par suite les uniques et véritables responsables de tant de sang versé, de tant de vies et intérêts perdus, de tant de mal causé à la République de Nicaragua.

Je n'ai pas hésité à me permettre la publication intégrale de ces documents, car dans la monotonie elle-même de la lecture on trouvera la confirmation de ce que tout le monde dit, assure et démontre palpablement, pour en arriver à la conclusion: la note de Mr. Knox que je vais insérer dans ce qui suit manque de tout fondement. Ce n'est que la répétition, en termes qui n'ont rien de diplomatiques et qui sont plutôt durs et offensifs, par suite, peu appropriés pour celui qui occupe la haute charge de Secrétaire d'Etat dans une grande puissance; c'est une répétition, dis-

je, des insultes préméditées, qu'il y a longtemps déjà et à des fins postérieures, les journaux semi-officiels et subventionnés par le gouvernement de Guatemala mé dirigeaient, que la presse vénale d'Europe a aussi reproduits et qui dans la note de Mr. Knox semblent plutôt écrits par Estrada Cabrera jusqu'à la signature.

Le voici dans son propre texte:

NOTE DE MR. KNOX AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE NICARAGUA.

«Il est notoire que, depuis qu'on a signé les traités de Washington de 1907, le Président Zelaya a maintenu Centre-Amérique dans une inquiétude constante et dans les troubles; qu'il a violé manifestement et à plusieurs reprises les stipulations de ces traités et par moyen d'une influence très grande sur Honduras, dont les conventions assurent la neutralité, il a cherché à faire tomber dans le discrédit ces obligations internationales sacrées et cela au détriment de Costa Rica, Salvador et Guatemala, dont les gouvernements ont pu seulement usant de patience maintenir loyalement l'engagement contracté solennellement à Washington, sous les auspices des Etats-Unis et du Mexique.

»Il est également notoire que sous le régime du Président Zelaya les institutions républicaines ont cessé d'exister, excepté de nom; que l'opinion publique et la presse ont été étranglées et que la prison a été la récompense de toute manifestation patriotique.

»Par considération personnelle pour vous je m'abstiens de discuter à fond les détails pénibles d'un régime qui malheureusement a été une tache dans l'histoire de Nicaragua et une désillusion pour un groupe de Républiques auxquelles il ne faut pour voir réaliser leurs aspirations, qu'un gouvernement libre et honorable.

»En raison des intérêts des Etats-Unis et de sa participation aux conventions de Washington, la majeure partie des Républiques de Centre-Amérique ont réclamé l'attention du gouvernement américain sur une situation si irrégulière. Maintenant vient s'ajouter la clameur d'une grande partie du peuple nicaraguayais par le moyen d'une révolution, éclatée à Bluefields et le fait que deux américains, qui suivant la conviction acquise par notre gouvernement, étaient des officiers au service de la révolution et méritaient être traités conformément aux pratiques modernes des nations civilisées, tandis qu'ils ont été fusillés par ordre direct du Président Zelaya après avoir été victimes de cruautés atroces. Maintenant des renseignements nous apprennent que le consulat américain au-

rait été menacé: c'est bien là le comble d'une administration sinistre caractérisée déjà par la tyrannie exercée sur ses propres sujets et qui depuis le récent outrage envers notre pays s'était manifestée en une série de petites offenses et d'indignités telles que l'on dut retirer la Légation de Managua.

» A tous les points de vue il est évident que pour les Etats-Unis il serait difficile de retarder davantage une attitude de fermeté, en égard à ses concitoyens, à sa dignité, au Centre-Amérique et à la civilisation.

» Le gouvernement des Etats-Unis est convaincu que la révolution actuelle représente les aspirations et la volonté de la plupart des Nicaraguais, beaucoup plus fidèlement que le gouvernement de Zelaya et qui avec son centre pacifique est aussi étendue que celui que le gouvernement de Nicaragua a si cruellement tenté de conserver.

» En outre, il advient que, suivant renseignements de diverses sources, un mouvement en faveur de l'ancien régime vient de s'initier dans les provinces occidentales, ce qui prouve qu'il y a de nouveaux éléments disposés à favoriser l'anarchie et qui pourraient arriver, avec le temps, à détruire toute source de gouvernement responsable avec qui le gouvernement des Etats-Unis puisse discuter la réparation relative à la mort de Cannon et Groce et même rendre difficile la protection aux citoyens et intérêts américains en Nicaragua.

» Dans ces circonstances le Président des Etats-Unis ne peut sentir pour le gouvernement du Général Zelaya le respect et la confiance qu'il devait maintenir dans ses relations diplomatiques qui impliquent le désir et la faculté de conserver le respect mutuel des deux Etats.

» Le gouvernement de Nicaragua que vous avez représenté jusqu'ici voudra bien se persuader par la présente note, ainsi que le chef de la révolution, que le gouvernement des Etats-Unis les rendra strictement responsables de la protection de la vie des sujets américains; sont visées également les factions qui de fait dominant dans l'Est et dans l'Ouest de la République de Nicaragua.

» Pour ce qui se rapporte à la réparation relative à la mort de Cannon et Groce, le gouvernement des Etats-Unis se violenterait en imposant au peuple innocent de Nicaragua un châtiment si dur en expiation des fautes d'un régime maintenu par la force, on exigera du gouvernement qui surgira, si celui-ci continue, une politique différente comme paiement de cette pénalité.

» La discussion de cette réparation suppose en même temps l'existence à Managua d'un gouvernement capable de répondre à la demande.

» On doit aussi considérer jusqu'où pourront aller les responsabilités de ceux qui consumèrent le fait et des tortures imposées avant l'exécution si cela se justifie; il s'agira aussi de savoir si le nouveau gouvernement sera délié des conditions actuelles intolérables et s'il est digne de la confiance qu'on devra lui accorder que de pareils faits ne se répéteront pas.

» En ce cas, le Président des Etats-Unis, comme ami qu'il est de Nicaragua et des autres Républiques de Centre-Amérique, sera disposé à réduire l'indemnisation à celle due aux parents des fusillés et exiger le châtimement de ceux qui le méritent.

» Conformément à cette politique, le gouvernement des Etats-Unis suspendra temporairement la demande de réparation et en attendant prendra des mesures pour assurer la protection des intérêts américains.

» Dans le but d'assurer la future protection des intérêts légitimes des Etats-Unis et par considération à ceux de la majorité des Républiques de Centre-Amérique, ainsi que pour donner plus de force de droit aux offices amicaux de la convention de Washington le gouvernement des Etats-Unis se réserve pour plus tard de discuter les stipulations par lesquelles le gouvernement constitutionnel de Managua prendra l'obligation par convention, au bénéfice de tous les intéressés, de garantir l'observation des clauses des traités de Washington et d'affirmer ses idées de paix et de progrès.

» En vertu de ce qui précède, vous comprendrez que votre mission de Chargé d'Affaires de Nicaragua a pris fin et j'ai l'honneur de vous remettre votre passeport au cas où vous voudriez sortir du pays.

» J'ai le devoir d'ajouter que malgré que votre mission est terminée, j'aurai un véritable plaisir à vous recevoir ainsi que le représentant de la révolution; l'un et l'autre comme moyens non officiels de communications du gouvernement des Etats-Unis et des autorités de fait avec les quelles il me faudra traiter pour la protection des intérêts américains jusqu'à l'établissement à Nicaragua d'un gouvernement avec lequel les Etats-Unis puissent entretenir des relations diplomatiques. — *Knox.*»



Quel contraste entre le document antérieur, de Mr. Knox, si acerbe et imprudent, dans la forme incorrect et vulgaire et dans le fonds fallacieux et le télégramme que m'envoya l'insigne Ex-président Roosevelt, quand les Républiques de Centre-Amérique, à l'instigation d'Estrada

Cabrera, s'allièrent offensivement contre moi et qu'on voulut surprendre sa bonne foi.

Ce grand homme d'Etat ne pouvait porter sa sentence sans la connaissance exacte des choses qu'on acquiert par l'audition des deux parties. Et conséquemment à l'information que je lui envoyai, il répondit dans les termes suivants:

« Washington à 3 h. après midi 15 février 1907. — Président Zelaya. Je vous remercie de votre aimable réponse à mon télégramme du 11 février et vous prie de croire que j'estime beaucoup l'esprit qui vous a guidé dans l'intérêt de la paix. J'aurais un grand intérêt à coopérer, par quelque moyen en mon pouvoir à la solution de cet intéressant problème dans le sens des idées où nous sommes parfaitement d'accord. — *Theodore Roosevelt.* »

Le texte anglais est comme suit:

« Washington, 3 p. m. Feb. 15, 1907. — President Zelaya. — I thank you for your kind reply to my despatch of Feb. 11 and I beg of you to believe in my high appreciation of the admirable spirit in which you have received and replied to the negotiations in the interest of peace. I should be pleased to offer any help in my power that might tend to a practical solution of the interesting problem in accordance with the ideas as to which we are so perfectly agreed. — *Theodor Roosevelt.* »



Mr. Knox agissait plus imprudemment et d'une manière insolite.

Par suite de son faux préjugé et une fois les plans et les procédés choisis et étudiés jusque dans les moindres détails avec Estrada Cabrera et mes ennemis de Centre-Amérique, il refusa d'écouter les justes décharges que, en mon droit et devoir, je désirais légitimement formuler au profit de la vérité.

A cet objet, j'adressai à Mr. le Dr. Pedro González, envoyé spécial de Nicaragua pour l'arrangement de l'affaire Emery, le câble suivant:

« Managua 8,30 h. du soir 4 décembre 1909. — González. — Washington. Prière informer que sources d'informations de Secrétaire Knox sont vicieuses. Sollicite des Etats-Unis envoi d'une commission honorable et impartiale pour contrôler si les actes de mon administration ont été préjudiciables à Centre-Amérique; et si cela se prouvait je renoncerais au pouvoir. — *Zelaya.* »

Le texte anglais est comme suit:

«Managua, 8,30 p. m. Dec. 4, 1909.—González.—Washington.—Kindly inform Secretary Knox that I am convinced that his source of information is unreliable. I ask of the United States to send an honorable and impartial Commission to come and investigate and if the acts of my administration have been detrimental to Central America; and if this could be proved I resign office with pleasure.—*Zelaya.*»

Le Ministre Knox n'ayant pas voulu, comme je viens de le mentionner ci-dessus, faire cas de mes justes prétentions, j'adressai au Président Taft la même prière, car si mes prétentions étaient fermes elles étaient aussi sincères et je ne craignais rien fort de remplir mon devoir:

«Managua 7 décembre 1909.—Président Taft.—Washington.—Le 4 décembre envoyai le câble suivant: «González.—Washington.—Prière »d'informer le Secrétaire Knox que je suis sûr que ses sources d'informations sont vicieuses. Sollicite d'Etats-Unis envoi commission honorable et impartiale qui vienne contrôler si mon administration a été préjudiciable à Centre-Amérique; et si cela se prouvait je renoncerais au »pouvoir avec plaisir.» Suis sans réponse.

»Dans le but d'éviter des préjudices à mon pays et désirant le mettre dans la situation de pouvoir renouer les relations amicales avec les Etats-Unis, j'ai envoyé aujourd'hui ma démission au Congrès.

»Comme mes ennemis pourraient croire que ma présence serait un facteur de perturbation, je me propose montrer ma bonne foi en abandonnant Nicaragua et je suis tout disposé à rendre compte de mes actes.—*Zelaya.*»

Le texte anglais est comme suit:

«Managua, Dec. 7, 1909.—President Taft.—Washington.—December fourth I sent following cablegram to: «González.—Washington.—Inform »Secretary Knox I believe his sources of information are prejudiced. I »request that United States send a disinterested Commission to investigate and if findings show that my administration is detrimental to Central America, I will gladly resign.» Have received no reply.

»In order to avoid harm to my country and desiring to place it in a position to renew friendly relations with United States I have to-day sent in my resignation to Congress.

»As my opponents might consider my presence a disturbing factor, I propose to show my good faith by leaving Nicaragua and stand ready to account for my acts.—*President Zelaya.*»

Une fois décidé et réalisé cet acte, c'est à dire, après avoir déposé le pouvoir, personne n'avait le droit de douter que ma propre défense formulée par moi en termes aussi clairs et aussi durs que le cas le voulait pouvait signifier un mesquin attachement au pouvoir ou la défense intéressée des plus hautes fonctions de la République.

Il faut ajouter que ma défense, comme on le verra plus loin, était déjà faite de par soi-même dès le moment où la note de Mr. Knox fut connue dans le monde et unanimement censurée pour son caractère arbitraire.

Cependant voici l'évidence de la raison, toute la raison de la justice que j'attends dans la sentence de l'opinion publique, sans appel, délibérée et sérieuse.

Nous avons déjà lu le document de Mr. Knox. Quelles sont ses accusations contre moi?

Je crois qu'il vaut la peine de les mettre en évidence et de les répéter dans deux colonnes avec les commentaires incontestables auxquels elles se prêtent, sans m'écarter d'un pouce des témoignages établis dans les documents ci-dessus reproduits:

«Il est notoire que, depuis que les conventions de Washington furent signées en 1907, le Président Zelaya a maintenu à Centre-Amérique en constante ébullition.»

Ce qui est tellement notoire en effet c'est que une des stipulations des conventions, qui furent établies alors, créait un Tribunal d'Arbitrage à Cartago de Costa Rica pour dirimer devant elle les affaires de Centre-Amérique.

Eh bien, Zelaya... n'a pas été accusé une seule fois devant la dite Cour par aucune des Républiques de Centre-Amérique. Personne ne pourrait citer une seule guerre fomentée par moi dans l'Amérique Centrale pendant tout le cours de ma présidence.

Par contre, les gouvernements des Républiques alliées ne pourraient

se vanter de pareille chose, car en faisant le jeu de Estrada Cabrera pour lui procurer la prépondérance dans le Centre-Amérique elles ont troublé la paix constamment et ce furent elles qui provoquèrent la guerre de 1907 contre Nicaragua furent vaincues par mes troupes; en 1908 la révolution de Honduras et en 1909 les événements récents ultime tentative, mais cette fois avec l'appui «yanqui» pour vaincre Nicaragua qu'elles ne purent vaincre en 1907.

Mister Knox ignore-t-il tout cela? Roosevelt et Root le savaient en 1907 et c'est pourquoi ils procédèrent avec justice envers Nicaragua et Zelaya. Taft et Knox ne l'ignorent pas non plus en 1909, mais les plans ont changé et la politique des Etats-Unis n'est plus celle du respect clamé, dans le palais de Monroe de Rio Janeiro, de la bouche du Ministre d'Etat de l'Amérique du Nord, quand il disait: «Nous considérons l'indépendance et l'égalité des droits des plus jeunes et plus faibles membres de la famille des nations, à l'égal de celles des grands empires et nous considérons cette observation comme la garantie principale des faibles contre leurs oppresseurs.» Maintenant c'est la force qui prime le droit malgré que son triomphe ne soit pas définitif, car au-dessus de tout se trouve le Tribunal sans appel et en dernier ressort de l'opinion publique, impar-

«... qui a violé au grand jour et à plusieurs reprises les stipulations des dites conventions.»

tiale et noble qui sait toujours rendre justice à celui qui le mérite et condamner le vrai coupable du stigmate de son universelle et perpétuelle dégradation.

C'est tout le contraire qui découle du commentaire antérieur; ce sont précisément les gouvernements co-alliés de Honduras, Costa Rica, Salvador et Guatemala qui provoquent les troubles d'ordre et de paix en Centre-Amérique. Ce furent elles, les Républiques qui furent les provocatrices, elles qui violèrent le pacte et s'il y a eu maintenant d'autres perturbateurs nous avons vu qui c'est: les Etats-Unis intervenant d'une manière aussi incorrecte que partielle et avec des vues intéressées sous prétexte de prêter main-forte au faible et influencer pour le maintien de la paix. Les Etats-Unis, en outre, ont oublié qu'entre les conventions de Washington il y en a une qui défend de reconnaître les gouvernements de fait dans l'Amérique centrale. Cependant cette nation colossale du «Nominor Leo» non seulement a protégé maintenant les révolutionnaires, mais encore Mr. Knox, dans sa note se prononce en faveur du gouvernement provisional d'une manière officielle, ce qui implique qu'il reconnaît et en outre s'allie avec les parjures aux traités. Quels sont donc les violateurs évidents?

«... et par son influence puissante sur Honduras, dont la neutralité est assurée par les conventions, il a tenté de faire tomber dans le discrédit ces obligations internationales et sacrées au détriment de Costa Rica, Salvador et Guatemala, qui par la seule patience de leurs gouvernements ont pu maintenir l'engagement solennel contracté à Washington sous les auspices des Etats-Unis et du Mexique.»

D'après ce que j'ai exposé dans mes paragraphes antérieurs le lecteur ne peut s'empêcher de comprendre le cynisme des paroles et des affirmations de Mr. Knox.

Il est naturel que le gouvernement de Nicaragua se préoccupât de maintenir les meilleures et les plus étroites relations avec le gouvernement de Honduras; cela ne peut pas être un motif d'accusation, tout au contraire. Des traités furent signés entre les deux pays, il est vrai, mais ce furent des traités de libre-échange commercial qui furent toujours très bien reçus et favorables aux deux peuples. C'est pourquoi Honduras, remplissant son devoir, arrêta le vapeur révolutionnaire *Puerto Perlas*; précisément pour ne pas violer la neutralité. Peut-être que Mr. Knox se rapporte à cela; il est cependant prouvé que Dávila ne fit que remplir son devoir et que par suite je n'ai pas influé sur Honduras au détriment de ses intérêts et beaucoup moins, de ceux de Costa Rica, Salvador et

Guatemala. Ce qu'il eut de certain ce fut que Honduras, présidé par son honorable Président Dávila, ne se laissa pas suggestionner par Salvador et Guatemala quand ces deux derniers Etats voulurent l'indisposer avec Zelaya. C'est ce que mister Knox relève, contre moi, comme contraire aux intérêts des autres alliés, qui avaient bien mérité des sympathies américaines, mais dont les plans ne triomphaient pas malgré leurs constantes tentatives: en 1907, en 1908, en 1909...; et voilà que, par comble de cynisme, mister Knox loue encore leur grande et extraordinaire patience.»

«Il est aussi notoire que, sous le régime du Président Zelaya, les institutions républicaines au Nicaragua ont cessé d'exister, sauf de nom; que l'opinion publique et la presse ont été étranglées et que la prison a été la récompense de toute manifestation patriotique.»

Toutes ces phrases sont celles qui apparaissent écrites par Estrada Cabrera. Ce sont ses insultes contumélières, par les quelles il prétendait séduire les gens simples et en les attirant à lui exercer son contrôle sur l'Amérique centrale.

Certes, il a fallu souvent mettre la main sur ceux qui altéraient l'ordre public, mais l'ordre une fois rétabli ils furent toujours remis en liberté. Il n'y a pas eu une seule personne passée par les armes au Nicaragua. Par contre, tout le monde sait que, au Salvador et Guate-

mala, nul ne va trois fois en prison, car à la seconde il n'en sort pas vivant. Que Mr. Knox compare.

Pour ce qui est de l'acte de strangulation opéré sur la presse il n'y a pas de chose plus fausse. Jamais je n'ai mis d'embûches à la libre expression de toutes les idées, même les plus opposées. Ce que je ne pouvais autoriser c'était que cette libre expression se fit les armes à la main. La libre expression a des limites qu'il faut forcément reconnaître. Que ferait le gouvernement des Etats-Unis si le parti de l'opposition, actuellement le parti démocrate, se levait les armes à la main pour faire la propagande de ses idées et activer leur diffusion? Y aurait-il des motifs, quand il réprimerait des attaques aussi incohérents comme il serait de son devoir, pour le qualifier de «tache dans l'histoire» comme Mr. Knox se permet de la faire dans le paragraphe suivant? Je crois la réponse superflue.

«Par considération pour vous je m'abstiens de discuter à fond les pénibles détails d'un régime qui, malheureusement, a été une «tache» dans l'histoire de Nicaragua.»

Il *s'abstient de discuter* avec des arguments de droit, mais non avec les autres plus efficaces: ceux qui se lancent par la voix des canons de guerre, qu'ils ont envoyés à l'Atlantique et au Pacifique pour pavaner leur force et faire peur aux

amis du gouvernement tandis qu'il animait les révolutionnaires.

«En raison des intérêts des Etats-Unis et de leur participation aux conventions de Washington, la plupart des Républiques de Centre-Amérique ont attiré l'attention du gouvernement sur une situation si irrégulière.»

La mission des Etats-Unis ne pouvait en intervenant dans les affaires de Centre-Amérique, passer au-delà d'une médiation amicale comme le firent Roosevelt et le Général Díaz; jamais elle n'aurait dû les porter à faire cause commune avec les révolutionnaires pour changer l'ordre de choses dans nos petites Républiques; ce qui est un attentat contre leur indépendance et souveraineté. Il n'y a pas de clause dans le traité de Washington qui autorise une absurdité pareille.

«Et voilà maintenant la clameur d'une partie du peuple nicaraguayais qui vient s'ajouter par le fait de la révolution de Bluefields et la circonstance que deux américains qui, selon conviction acquise par notre gouvernement, étaient des officiers au service des forces révolutionnaires, ayant droit par le fait à être traités conformément aux pratiques modernes des nations civilisées, ont été fusillés par ordre direct du Président de la République après avoir souffert suivant l'information des cruautés brutales.»

Ceci n'est pas vrai non plus. Cannon et Groce furent pris en flagrant délit, avec des explosifs, après

form
Con
port
cédé
cara
sur
dern
man
offer
te q
ques
à M
»
men
les
une
devo
pres
Amé

avoir fait éclater une mine tout près du vapeur *Diamante*, qui portait plus de 400 soldats et dut à un heureux hasard qu'ils ne le fissent pas sauter. Ils furent soumis à un Conseil de guerre et après sentence du dit Tribunal, ils furent fusillés sans être victimes d'aucuns mauvais traitements préalables, comme le prouvera ici-même la publication du procès et d'autres documents.

L'exécution militaire des deux Américains a été, par contre, jugée par la presse de tout le monde comme une exigence de la loi et de la justice, ainsi qu'une grande leçon pour les flibustiers et un bel exemple pour les gouvernements de l'Amérique centrale.

«Voilà que vient maintenant l'information officielle disant que le Consulat américain a été menacé, portant ainsi à son comble les procédés d'une administration sinistre caractérisée aussi par la tyrannie sur ses propres sujets; qui, jusqu'au dernier outrage à notre pays s'était manifestée par une série de petites offenses et d'indignités de telle sorte qu'il fut impossible depuis quelques mois d'entretenir une Légation à Managua.

«A tous les points de vue le moment est évidemment arrivé pour les Etats-Unis de ne pas retarder une attitude décidée par égard au devoir qu'ils ont envers leurs propres citoyens, leur dignité, Centre-Amérique et la civilisation.»

Voilà arrivé le moment, aurait dû

dire Knox, où peuvent se réaliser les aspirations d'intromission directe dans les affaires de Centre-Amérique, et être satisfaites les passions de vanité et de présomption longtemps dissimulées et réprimées... N'est-ce pas ce qui ressort des termes immodérés de la dite note, mal nommée diplomatique?

Bien sûr qu'il ne s'exprimerait pas ainsi devant un représentant du Japon, de l'Allemagne ou de l'Angleterre.

Car si le bien-fondé de sa note devait être la gratuite affirmation que Mr. Coolidge, son dernier représentant à Managua, n'avait pas été reçu avec la courtoisie due à un diplomate, il lui suffirait de repasser la note de prise de congé que ce monsieur envoya au gouvernement de Zelaya, insérée dans son manifeste pour y trouver le démenti de son assertion.

«Le gouvernement des Etats-Unis est convaincu que la révolution actuelle représente les aspirations et les vœux de la majorité des Nicaraguais plus fidèlement que le gouvernement de Zelaya et qu'elle a des velléités pacifiques, sur une aussi grande échelle que celle du gouvernement de Nicaragua.»

C'est une affirmation qui ne souffre pas de commentaires; il suffit de repasser les pages antérieures de ce livre, où nous avons reproduit et collectionné toutes les adhésions reçues par Zelaya des différents départements de la Républi-

que: celles des plus distingués et des plus côtés politiques nicaraguais, entre lesquelles figuraient les propres frères du Général Juan José Estrada; celle que publia l'un d'eux, le Général Aurelio Estrada; celle de l'illustre Santiago Argüello; celle du club libéral de Managua; celle du parti libéral et du peuple de la capitale; les actes municipaux de Granada, Masaya, Jinotepe, Chinandega, León, Esteli, Somoto, Jinotega, Matagalpa et Rivas; celles de tant d'autres conseils municipaux, clubs libéraux nationalistes; d'importantes sociétés de toutes parts, comme la «Leonesa» et celle de «Artesanos», de Managua, particuliers et étrangers.

Que leur restait-il donc aux révolutionnaires? D'où peut bien se produire cette majorité dont parle Mr. Knox? On a vu d'où ils prétendirent la trouver quand il leur manqua du monde pour leur armée: à Costa Rica, Guatemala et aux Etats-Unis, c'est à dire, des pays perturbateurs, des promoteurs du conflit, des alliés contre Zelaya, dont le seul crime avait été de ne pas se laisser humilier par les exigences «yanquis».

La note que le lecteur a pu connaître et analyser a été reproduite dans toute son extension; mais pour donner plus de force aux commentaires qu'elle a mérités, nous insérons ici les articles que le *Diario de Nicaragua* publia les 10 et 13 décembre 1909:

EXTRAIT DU JOURNAL «EL DIARIO DE NICARAGUA»
DU 10 DÉCEMBRE 1909.

«Une note diplomatique.—Le Secrétaire Knox au Chargé d'Affaires de Nicaragua.»

»I

»Depuis plusieurs années on a vu se développer aux Etats-Unis une certaine propagande hostile au gouvernement de Nicaragua, aussi bien dans la presse comme dans les cercles politiques et diplomatiques, et à laquelle se trouvent les agents de certains gouvernements centre-américains qui ont été impotents pour vaincre Nicaragua dans les justes tournois de l'honneur ou de la force.

»Le gouvernement de Nicaragua vit toujours avec indifférence de pareilles manifestations d'hostilité et attribuait peu d'importance aux intrigues de ses ennemis; mais tout dernièrement ce milieu ambiant gagna les régions officielles de la République du Nord et c'est pourquoi le Secrétaire d'Etat du gouvernement américain, Mr. Phinlander C. Knox, adressa au Chargé d'Affaires de Nicaragua à Washington la note, qui a été publiée et commentée par la presse continentale, relative aux événements qui se sont produits dans notre pays et à la suspension des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Nicaragua.

»Ce document contient des observations très dures et très violentes contre le gouvernement actuel de Nicaragua et en particulier contre le Président de la République, monsieur le Général Zelaya; nous allons nous occuper de ces appréciations d'abord pour rendre hommage à la vérité et ensuite pour faire entendre la voix de Nicaragua entre les débats qu'a suscités la note de Mr. Knox entre les journalistes et les politiques américains.

»Le Secrétaire d'Etat commence en disant qu'il est notoire que depuis que les conventions de Washington ont été signées le Président Zelaya a maintenu Centre-Amérique en ébullition constante, qu'il a vicié à la vue de tous et à plusieurs reprises les clauses des dites conventions et que par son influence puissante sur Honduras, dont les conventions assurent la neutralité, il a tenté de discréditer ces obligations internationales sacrées, au détriment de Costa Rica, Salvador et Guatemala.

» Il est regrettable que la plume d'un fonctionnaire et homme d'Etat, d'une aussi grande importance et honorabilité comme l'est Mr. Knox, ait pu laisser échapper des conceptions qui, en plus d'être inconvenantes par la dureté de la forme, qui est si loin de la sérénité et la modération diplomatiques, paraissent avoir un fond de vérité et de justice.

» Tout le monde sait qu'en 1907 Nicaragua fut victime de la dite « ébullition » dirigée contre elle par les autres gouvernements qui, faisant flèche de tout bois et même de la complicité et de la complaisance de certains consuls étrangers, firent éclater la plus sanglante et la plus rude guerre dont on ait souvenir dans notre histoire et dans laquelle Nicaragua ne fit pas autre chose qu'accepter le défi et vaincre ses ennemis coalisés.

» Il ne faut pas répéter qu'en 1907 ni le gouvernement ni le peuple de Nicaragua ne voulaient la guerre; on fit tous les efforts pour l'éviter en sauvant le décorum du pays, jusqu'au point de soumettre les difficultés à un tribunal d'arbitrage réuni en San Salvador conformément au pacte de Corinto tenu sur l'initiative du Président Zelaya. Un pareil procédé allait de pair avec la politique du Président de Nicaragua, qui préférait l'arbitrage à la rupture des hostilités, ainsi qu'avec sa coutume traditionnelle de ne jamais provoquer les disputes, mais de les accepter alors que ses ennemis l'y obligeaient.

» Après la guerre internationale de 1907, on vit avec indignation comment les gouvernements de Salvador et Guatemala envahirent le territoire de Honduras et allumèrent une guerre injustifiable dans cette République neutre avec le visible propos de produire des troubles en Nicaragua. Le Général Zelaya comprit le plan de ses ennemis et le péril dans lequel se trouvait la tranquillité du pays et il se mit sur la défense; mais il ne fit rien de plus à cette époque, car le gouvernement de Honduras put repousser ses envahisseurs et porta plainte ensuite devant le tribunal de Cartago.

» On voit en toute évidence que ce ne fut pas le gouvernant de Nicaragua qui sema l'inquiétude et le trouble, comme l'affirme Mr. Knox, mais bien les gouvernements de Salvador et Guatemala, favorisés par la suite d'une sentence d'absolution par le tribunal d'arbitrage de Cartago: sentence qui fut due à des influences étrangères exercées sur la plupart des Magistrats en dépit de tous les principes de la morale et de la justice, ainsi que des clauses du traité de Washington.

» Le peuple nicaraguayen accepta cette sentence avec un vif regret, car il la jugeait illégale et menaçante pour sa tranquillité et sa souveraine-

té; le gouvernement de Honduras, par contre, apporta de bon gré son adhésion et démontra ainsi qu'il agissait indépendamment et qu'il n'existe pas une influence prépondérante de Zelaya sur le gouvernement de Honduras, comme le prétend à tort Mr. Knox.

» En outre, la conscience publique se rend compte qu'après les faits signalés, la conduite du gouvernement de Nicaragua s'est limitée à faire naître la meilleure harmonie et resserrer les relations amicales avec ses frères de Honduras par des moyens efficaces, comme les traités de libre-échange commercial de 1908.

» Quant à l'observation des clauses des conventions, il faut bien dire que le Président Zelaya maintient des Légations à Costa Rica, Salvador et Honduras; qu'il a envoyé ses représentants à la première conférence internationale de Centre-Amérique à Tegucigalpa, ainsi qu'à l'office international de Guatemala; il maintient son délégué au tribunal de Cartago et a rempli enfin tous les devoirs qui lui incombaient, sans qu'on puisse lui reprocher qu'il ait cherché à faire tomber les conventions dans le discrédit.

» Ceux qui ont tâché de discréditer les conventions ce sont les gouvernements ennemis de Nicaragua en attisant les discordes et les guerres, en violant la neutralité de Honduras pour finir par acheter une sentence de grâce par des complaisances indignes qui rabaissent le décorum des peuples libres et qui défigurent sérieusement les conventions par la faute de confiance qui s'est développée autour d'un tribunal qui paraissait la plus sûre sauvegarde de la paix et de la tranquillité de Centre-Amérique.»

Du 13.

« II

» La note du Ministre Knox continue et affirme qu'il est également notoire que sous le régime du Président Zelaya les institutions ont cessé d'exister, si ce n'est de nom; que l'opinion publique et la presse ont été étranglées et que les prisons ont été la récompense de toute manifestation patriotique. Puis il dit à notre Chargé d'Affaires: « Par considération personnelle pour vous je m'abstiens de discuter sans nécessité les pénibles détails d'un régime qui malheureusement a été une tache dans l'histoire de Nicaragua, ainsi qu'une désillusion pour un groupe de Républicains qui n'ont besoin que d'une opportunité pour réaliser leurs aspirations de gouvernement libre et honnête.»

» Notre surprise ne connaît pas de bornes en lisant les paragraphes antérieurs, où se révèle une violence d'esprit si étrange au calme et à la correction que les délicates questions de droit international réclament pour leur solution.

» Dans quels Codes, sur quels antécédents, sur quels principes de morale s'appuie le Ministre Knox pour intervenir illégalement dans les affaires d'une nation libre et indépendante?

» Nous supposons qu'il n'y aura pas d'autre réponse à faire qu'en disant que ces cas-là ne reposent que sur la force.

» En vertu de ceci on explique l'agression à la souveraineté d'un peuple faible, mais on ne se l'explique pas en face de la noblesse d'âme qui doit palpiter dans la conscience d'une grande nation et encore moins devant les principes vulgaires de la raison et du droit.

» Pour ce qui est du fait que les institutions républicaines ont cessé d'exister au Nicaragua, tout en reconnaissant que cette accusation arbitraire est une banalité, nous ne pouvons moins dire que nos institutions n'ont rien acquis de monarchique ni d'aristocratique pendant la présente administration; et si son esprit signifie une censure contre la réélection du Président Zelaya, Mr. Knox n'est pas autorisé pour s'ériger en juge de nos actes ni pour exercer aucune influence coercitive sur les pouvoirs que nous admettons dans notre vie politique. En outre, nous savons par trop que des circonstances anormales créées par des émeutes et des conspirations incessantes ont obligé le pays à conserver au pouvoir le mandataire actuel comme homme énergique et actif, capable de dominer dans l'anarchie dont nous étions menacés et qu'il a été élu et appelé au pouvoir par la volonté du peuple, à ce que ne s'oppose pas la Constitution de la République.

» Ce qui frappe surtout l'attention c'est l'aplomb avec lequel mister Knox dit que les prisons ont été la récompense de toute manifestation patriotique.

» Suivant le Secrétaire d'Etat, les émeutes constantes qu'ont produites les perturbateurs de l'ordre public contre l'autorité constituée sont des démonstrations patriotiques; démonstration de patriotisme serait encore l'explosion à la caserne d'Artillerie où périrent des centaines d'innocents, sous la violence des explosifs et les horreurs de l'incendie; démonstration de patriotisme la propagande subversive qui maintenait l'armée sur le pied de guerre et la nation en un frémissement continu par les préparatifs révolutionnaires; démonstrations de patriotisme les pronunciamientos et les trahisons des autorités de la Côte Atlantique, qui ont fait couler

le sang patriotique dans ces fertiles régions et qui ont blessé l'honneur national en prétendant livrer aux mains de l'étranger ce morceau de la Patrie!...

»Ce sont les cas uniques où le gouvernement de Zelaya s'est vu obligé à punir de prison à beaucoup de ses administrés; quand les nécessités d'ordre public l'ont exigé; quand il capturait les révoltés les armes à la main; quand il lui fallait remplir son devoir inéluctable de veiller à la tranquillité et au bien-être des citoyens patriotes et quand la clameur publique exigeait qu'on appliquât aux coupables le châtiment signalé par la loi.

»Il faut bien noter encore que les détenus furent toujours mis en liberté au bout de peu de temps, favorisés du pardon généreux du chef de l'Etat. Les preuves de ce que nous avançons sont de date récente et même dans le conflit actuel on a mis en liberté beaucoup de prisonniers politiques compromis d'une manière ou d'une autre dans cette dispute criminelle qui met le pays en sang et qui a mis en grand péril la souveraineté nationale elle-même.

»Le Général Zelaya a été applaudi par ses ennemis, eux mêmes, à cause de sa magnanimité envers les prisonniers du vaincu. De la sorte, l'accusation n'a pas sa raison d'être et ne résiste pas aux déclarations antérieures, qui sont du domaine public.

»Le passage de la note du Ministre Knox où il dit que le régime du Président Zelaya «a été une tache dans l'histoire de Nicaragua et une désillusion pour un groupe de Républiques qui n'attendent que l'occasion favorable pour réaliser leurs aspirations à un gouvernement libre et honnête», mérite une mention spéciale.

»A ce qu'on voit le Secrétaire Knox ne reconnaît pas que le Mexique, l'Argentine, le Chili et le Brésil et enfin les vingt Républiques latino-américaines, soient actuellement sous un régime de gouvernements libres et honnêtes, sinon qu'elles ont besoin de l'opportunité pour réaliser leurs aspirations à les avoir.

»On ne peut pas expliquer cette agression gratuite contre toutes les Républiques latines du Continent si on ne supposait pas que la note de Mr. Knox fut écrite, comme nous le disont auparavant, sous l'influence de la passion, qui a l'habitude d'être mauvaise conseillère quand il s'agit de questions délicates qui exigent le calme de critérium et une bonne disposition d'esprit pour leur résolution selon la raison et la justice.

»Si on suppose que des nations instruites, progressistes et sérieuses, comme le Mexique, l'Argentine, le Brésil et le Chili, qui vont à la tête de

la civilisation et de la prospérité dans l'Amérique latine, ne font qu'aspirer à constituer des gouvernements libres et honnêtes, ou ce qui revient au même qu'elles ne les ont pas, que pourrons-nous espérer nous les petits quand on nous juge sans nous écouter et que l'on nous juge par la seule délation d'ennemis intéressés à nous faire tomber en discrédit et nous perdre?

»Que les nations de l'Amérique latine ouvrent toutes les yeux, car non seulement les faibles sont menacés de la baguette de l'impérialisme nord-américain!...»

* * *

Nous reproduisons également l'acte des Centre-américains, domiciliés à Mexico, que, dans leur indignation produite par la forme et le fond de la note, ils envoyèrent à Mr. Knox, signalant le langage tombé en désuétude et l'âcreté des termes d'une note si insolite:

«Mexico 11 décembre 1909.—Hon. Mr. Phinlander C. Knox, Secrétaire d'Etat.—Washington, D. C.—Monsieur: Les soussignés, citoyens des Républiques de Centre-Amérique, avons lu dans les journaux de cette capitale la note envoyée par Vous à Mr. Philippe Rodríguez, Chargé d'Affaires de Nicaragua à Washington, en lui remettant son passeport.

»Vous y exprimez les raisons qu'a le gouvernement des Etats-Unis pour rompre ses relations avec celui de Nicaragua et comme nous croyons inexactes quelques-unes de vos conceptions et les autres offensives pour la souveraineté d'une des Républiques de Centre-Amérique que nous considérons toutes comme notre patrie et, enfin, que la note, dans toutes ses parties, est inusitée et impolie, a titre de simples citoyens et comme protestation d'initiative purement particulière, nous passons aux réponses à faire à vos accusations contre le gouvernement de Nicaragua.

»Elles peuvent se réduire aux suivantes:

»1° Que le Président Zelaya a maintenu constamment Nicaragua en ébullition depuis les conventions de Washington de 1907.

»2° Qu'il a violé à plusieurs reprises les clauses de la convention.

»3° Qu'en exerçant une influence pernicieuse sur Honduras, dont la neutralité était garantie, il a tâché de jeter dans le discrédit les obligations sacrées de la neutralité et cela au détriment de Costa Rica, Salvador et Guatemala, dont les gouvernements luttèrent tant pour soutenir les stipulations.

»4° Que sous le régime du Président Zelaya les institutions républicaines ont cessé d'exister au Nicaragua.

»5° Que l'opinion publique et la presse ont été supprimées et que la prison a été l'unique récompense pour toutes les tendances véritablement patriotiques.

»Vous passez ensuite à faire quelques observations sur la situation actuelle de Nicaragua sous le présent régime, que vous qualifiez de tache dans notre histoire, et ajoutez-y que, vu les intérêts des Etats-Unis et son ingérence dans les conventions de Washington, la plupart des Républiques centre-américaines en ont appelé au gouvernement nord-américain contre ce malaise; puis vient ensuite une partie du peuple nicaraguayais représentée par la révolution qui existe au Nicaragua.

»Vous invoquez ensuite la mort des deux Américains sur l'ordre direct du Président Zelaya et faites mention que le gouvernement des Etats-Unis est convaincu que la révolution représente l'idéal et la volonté de la majorité à Nicaragua plutôt que le gouvernement de Zelaya.

»Nous n'insistons pas à vous suivre dans tous les détails de votre note. Les charges qui en ressortent se réduisent à traiter le Président Zelaya d'infracteur des traités internationaux, de perturbateur de la paix nationale et internationale et de tyran dont l'administration a été une tache pour la renommée de notre pays.

»Nous allons vous démontrer dans le cours de cette lettre que de deux choses, l'une: ou les Etats-Unis n'ont pas le droit de formuler des charges semblables contre le gouvernement de Nicaragua, ou bien ils méritent bien davantage les accusations qu'ils ont faites au nôtre.

»Charge première. Vous dites qu'il est notoire que Zelaya ait troublé la paix de Centre-Amérique depuis 1907; mais vous ne pouvez invoquer aucune guerre qui ait eu lieu là-bas par les intrigues de Zelaya pendant ce temps-là.

»Par contre, nous vous citerons deux guerres provoquées soit par les Etats-Unis directement, soit par leur consentement: la révolution de Honduras en 1908 et l'actuelle révolution de Nicaragua.

»La première fut provoquée par les Etats de Salvador et Guatemala, et l'aventurier Cannon, fusillé récemment après l'avoir bien mérité, partit de San Miguel, en Salvador, où il était employé de police, à la tête d'un détachement, pour s'unir à la révolution de Honduras. Le gouvernement des Etats-Unis fit la sourde oreille quant à la responsabilité des gouvernements coupables et fit en sorte que, tout d'abord, la question ne soit pas résolue à leur désavantage quand Honduras la présenta contre eux devant le tribunal d'arbitrage de Cartago et ensuite qu'ils fussent absouts alors qu'ils virent l'impossibilité d'éviter la solution.

» C'est de cette manière que les Etats-Unis commencèrent à jeter el discredit sur l'institution la plus sérieuse créée par les traités de Washington, et qui était précisément le tribunal d'arbitrage de Cartago.

» Pour ce qui est de la révolution actuelle, personne n'ignore actuellement la part active que votre gouvernement a prise, ainsi que celui de Guatemala; que tous les renforts sont apportés de New-Orléans (La), Puerto Barrios (Guatemala). La complicité des Etats-Unis est dévoilée dans votre note, où vous dites que pour votre gouvernement la révolution de Nicaragua représente la majorité du peuple. Ce n'est donc pas Zelaya qui est le perturbateur de Centre-Amérique, mais plutôt le gouvernement des Etats-Unis, qui fait le jeu du Président de Guatemala.

» Deuxième charge: Zelaya forfait aux conventions de Washington. Vous ne dites pas non plus quelles ont été les infractions du Président de Nicaragua.

» Vu votre omission, nous vous dirons que les conventions accordent qu'aucun gouvernement provisoire ne sera reconnu en Centre-Amérique et les Etats-Unis ont violé ces stipulations non seulement par la participation aux deux révolutions mentionnées, mais encore, ce qui est bien plus grave, par les déclarations officielles que vous avez faites en faveur du gouvernement provisoire révolutionnaire, qui signifient plus que la reconnaissance du fait accompli, mais bien une véritable alliance assurant à ces forfaiteurs la protection des Etats-Unis.

» Troisième charge. Elle peut se réduire aux préjudices causés au prestige de Costa Rica, Salvador et Guatemala par l'influence exercée par Zelaya en Honduras, dont la neutralité fut convenue. Mais à part le fait qu'il n'incombe pas aux Etats-Unis de veiller pour le prestige de ces trois Républiques, il faut dire que le territoire de Honduras n'a été ni troublé ni violé si ce n'est par la révolution de 1908, dont vous n'ignorez les auteurs; et loin de mériter des accusations, le Président Zelaya peut avec toutes les meilleures raisons inculper ses accusateurs.

» Quatrième charge: La tyrannie de Zelaya. Les gouvernements de Guatemala et de Salvador sont si despotiques que les peuples respectifs des deux Républiques ont tenté d'échapper à leurs oppresseurs, soit par les conspirations, soit par les voies de fait, qui allaient jusqu'au tyrannicide comme l'unique solution à un tel état de choses insupportable et désastreux.

» Tout spécialement le despotisme dans lequel languit le peuple de Guatemala est ignominieux et vraiment indigne de la civilisation moderne; malgré cela le gouvernement nord-américain maintient des rela-

tions amicales avec le Président Estrada Cabrera, que le peuple de Guatemala considère comme un cruel meurtrier, un prévaricateur rapace des fonds publics, un homme sans foi ni conscience qui envoie des assassins aux expatriés guatémaltèques jusqu'aux pays où ils allèrent chercher la tranquillité dont ils ne pouvaient jouir dans leur Patrie.

» Pourquoi ne voyez-vous que la tyrannie de Nicaragua? Nous savons qu'avant d'être au Secrétariat d'Etat vous avez été juge; mais maintenant, en vertu des termes de votre note, nous avons le droit de penser que les notions de justice que vous pouvez avoir eues se dissipèrent sans laisser de traces par votre élévation aux hautes fonctions que vous occupez aujourd'hui.

» En outre, ces charges ne sont pas du ressort du gouvernement des Etats-Unis et il n'y a que le peuple nicaraguayen qui ait le droit de rappeler son chef de l'Etat à l'ordre. Dans le cas actuel, l'attitude de Nicaragua est ouvertement pour le Président Zelaya, comme le justifie encore le fait qu'après deux mois de rébellion, la révolution est confinée aux places de Rama et Bluefields nonobstant tous les nombreux renforts qu'elle reçoit et qui décidèrent le chef rebelle à manquer à son devoir d'employé du gouvernement légitime.

» Comme vous assurez que le peuple de Nicaragua veut se défaire de son gouvernant, veuillez prendre note de ce qui suit pour illustrer vos connaissances.

» Depuis 1903, où se produisit un mouvement local sur le lac de Nicaragua, il ne s'est pas produit de révolution contre le gouvernement, sauf la présente, qui est loin d'être nationale.

» En 1907 le peuple de Nicaragua appuya le Président Zelaya dans une guerre contre Salvador et Guatemala qui n'avait pas d'autre objet que de déposer Zelaya de ses hautes fonctions.

» L'appel que vous citez de la majorité des gouvernements de Centre-Amérique à celui des Etats-Unis pour se défaire du gouvernant de Nicaragua est un aveu de l'impuissance dans laquelle ils se trouvent de le déposer d'eux-mêmes précisément parce que le peuple de Nicaragua ne voit pas la révolution d'un bon œil, sans que cela veuille dire que le Président Zelaya n'ait pas d'ennemis politiques et personnels nombreux.

» En effet, si les gouvernements qui en ont appelé à vous, avaient pu croire qu'il leur serait facile de mettre leur ennemi en déroute par le moyen d'un mouvement national, ils n'auraient pas hésité à le tenter et à offrir armes et munitions à l'opposition.

»Cinquième charge. Les Etats Unis n'ont pas non plus le droit, conformément aux pratiques internationales, de rompre leurs relations avec un gouvernement sous prétexte que la liberté de la presse n'existe pas ou que la sécurité des citoyens fait défaut dans le dit pays.

»Nicaragua étant une République autonome et indépendante des Etats-Unis et de n'importe quel autre pouvoir il est évident que pas un seul gouvernement n'a le droit d'intervention dans les affaires d'ordre intérieur. Mais outre ces raisons il y a encore le fait que Salvador et Guatemala se trouvent dans de pires conditions que celles qui existent au Nicaragua, sans que le gouvernement des Etats-Unis songe pour un peu à la rupture des relations avec les deux Républiques.

A propos de l'appel déjà mentionné de la majorité des Républiques de Centre-Amérique contre le gouvernement de Nicaragua, le gouvernement que vous représentez n'en est pas pour cela autorisé à intervenir, car Nicaragua est indépendant des autres Républiques de Centre-Amérique comme il l'est des Etats-Unis, et si votre gouvernement s'inspirait seulement des notions de justice, il devrait d'abord avoir recherché les conditions dans lesquelles gouvernent les recourants à son autorité.

»Cet appel est également un crime de lèse-patrie qui suivant nos lois autorise la déposition de ces mandataires, car il est incompatible avec la souveraineté et l'indépendance de nos Républiques de recourir à un gouvernement étranger qui aurait compétence pour décider de nos affaires particulières. Et par cela même les peuples centre-américains, qui représente la souveraineté nationale mieux que ses gouvernements, désapprouve leur conduite et celle des Etats-Unis, la critique énergiquement et la condamne comme un précédent funeste pour la cause et les intérêts nationaux.

»Vient ensuite la raison plus importante contenue dans la note et c'est l'exécution militaire de deux Américains par l'ordre direct du Président Zelaya, et comme un pareil acte pourrait donner quelque apparence de justification au procédé de votre gouvernement, nous l'analyserons en détail.

»Cette exécution, vu son caractère et effectuée en violant les lois de Nicaragua, donnerait aux Etats Unis des raisons pour exiger une compensation pécuniaire et une sécurité pour éviter la répétition de faits semblables à l'avenir.

»Mais cela ne leur donne pas le droit d'attiser une guerre civile qui touchait à sa fin, ni de fouler aux pieds les droits souverains de Nicaragua comme prétend le faire votre gouvernement en s'attribuant le

droit de décider sur des questions intérieures de notre pays, où aucun pays n'a le droit de s'immiscer.

» Votre gouvernement n'a pas étudié si l'exécution fut méritée; si les coupables avaient perdu volontairement leur qualité de Nord-américains en acceptant des emplois dans le Centre-Amérique; si c'étaient des perturbateurs professionnels qui aux Etats-Unis auraient été lynchés sans la protestation du gouvernement que vous représentez.

» Vous ne tenez rien de cela en compte quoique que vous ayez connaissance du caractère aventurier des deux délinquants. Votre partialité se révèle dans votre jugement du fait d'une manière très éloquente quand vous affirmez dans un des derniers paragraphes de votre note, que les deux criminels ont été exécutés sur l'ordre direct du Président Zelaya.

» Si nous voulez faire comprendre, comme on peut le déduire du sens naturel de vos expressions, que cette exécution fut un acte capricieux et exclusif du Président de Nicaragua, vous nous obligez à vous dire à notre regret mais énergiquement que vous manquez ouvertement à la vérité et en outre consciemment, car dès le premier moment où se produisit cet incident le Consul nord-américain à Managua vous informa que les deux individus avaient été condamnés à mort par un conseil de guerre et que le Consul avait demandé leur grâce à Zelaya.

» Vous ne pouvez donc pas nier que vous n'ayez une parfaite connaissance des choses et que les deux malfaiteurs aient été jugés dans la forme.

» Il était naturellement du ressort du Président Zelaya de commuer leur peine; mais ce n'était pas son devoir et pareille indulgence aurait produit mauvais effet dans sa troupe loyale, dont une partie avait été à deux doigts d'être victime de l'explosion d'une mine placée par Cannon et Groce.

» Si les Etats-Unis sont disposés à soutenir comme doctrine de gouvernement l'impunité de tout américain quoiqu'il soit un échappé des prisons de l'Union ils peuvent être sûrs qu'ils rendront bien vite leur immigration odieuse et exécrée.

» Et aujourd'hui vous soutenez que les Etats-Unis doivent employer leur flotte à venger la mort de deux hommes qui, s'ils avaient vécu aux Etats-Unis, auraient passé probablement bonne partie de leur vie dans un établissement pénitenciaire!

» Vous dites que le gouvernement de Zelaya sera qualifié de tache dans l'histoire de Nicaragua. C'est ce que diront les historiens avec plus d'impartialité que vous et avec moins d'emportement. Mais ce qui est

certes une anomalie singulière c'est qu'une nation si puissante que les Etats-Unis réalise des actes aussi peu prestigieux que celui qu'ils ont perpétré contre la République de Nicaragua, et nous sommes sûrs que la presse indépendante américaine et européenne, considérant les termes dans lesquels vous vous exprimez, dira que, s'il est vrai que les Etats-Unis ont un grand territoire, une population nombreuse et un capital considérable, il est aussi vrai qu'ils ont manqué aujourd'hui d'hommes capables pour savoir les représenter avec décor.

» Le crime de Zelaya envers les Etats-Unis n'est autre que de défendre l'autonomie de Nicaragua de l'impérialisme envahissant; en ce sens plus Nicaragua sera exécré par le gouvernement nord-américain, plus il jouira des sympathies de Centre-Amérique et même de l'Amérique latine, quels que soient d'autre part ses erreurs et ses fautes. C'est pourquoi nous, qui formons une collectivité avec des opinions personnelles bien différentes sur l'estime à laquelle a droit le Président Zelaya de notre part, car nous comptons entre nous des amis, des ennemis et des indifférents à son égard, nous sommes par contre unanimes à reconnaître que cet homme d'Etat représente la cause de la dignité et de l'indépendance de l'Amérique centrale, contre un gouvernement hostile à notre souveraineté.

» Depuis 1906 les Etats-Unis sont intervenus dans les négociations de Centre-Amérique et il semble que délibérément ils veulent patroniser la tyrannie contre les peuples. Et ainsi, au lieu de s'intéresser à ce que les gouvernements centre-américains garantissent à leurs administrés leurs droits civils et politiques et s'en tiennent à l'observation et au respect des lois, ils se mirent à protéger les gouvernements les plus tyranniques de Centre-Amérique pourvu qu'ils fassent acte de soumission servile et rendent hommage indigne au gouvernement nord-américain.

» Voilà les simples considérations abstraites: nos observations émanées des faits et que l'on peut prouver par le témoignage de ceux qui en ont connaissance.

» En 1906 Mr. Roosevelt contint une guerre contre Salvador et Guatemala onze jours après sa déclaration sans savoir ni la cause ni les difficultés qu'on cherchait à solutionner de cette manière. Ce fut une erreur très grave comme l'ont montré les faits postérieurs, et Mr. Roosevelt, au lieu d'offrir la paix à Centre-Amérique, lui légua une série de malheurs et de préjugés qui prendront fin on ne sait quand. En effet; la guerre contre Salvador et Guatemala aurait eu pour conséquence d'évincer Estrada Cabrera de la Présidence de Guatemala, qui était le but que l'on poursuivait et d'établir la concorde entre les gouvernements de l'Isthme.

Mais comme la guerre se suspendit, Cabrera profita de cette circonstance pour s'allier avec le nouveau gouvernement de Salvador après quoi en 1907 la guerre éclata entre Salvador et Honduras d'une part et Nicaragua de l'autre avec objectif préconçu de déposer Zelaya; au surplus, comme cette dernière République triompha, Estrada Cabrera provoqua la révolution de Honduras, d'un commun accord avec Salvador, évidemment dans le même but; mais, ne trouvant pas assez de docilité de la part du gouvernement de Honduras pour la réalisation de son plan, il se disposa à le changer par un autre qui pourrait le servir mieux. Il échoua dans sa tentative, car le gouvernement de Honduras suffoqua la révolution en 1908. Finalement, et toujours d'accord avec le gouvernement des Etats-Unis, il réussit à provoquer la révolution de Bluefields, comme ultime moyen qu'il lui restait pour se débarrasser de son ennemi.

»De manière que la politique américaine depuis 1906 a provoqué une guerre par an à Centre-Amérique; la suspension des hostilités en 1906, effectuée sous l'influence américaine, a placé l'Amérique centrale en face de trois guerres bien plus désastreuses que celle que contient Mr. Roosevelt.

»Nous, Centre-américains, avons donc tout lieu de nous méfier de la politique des Etats-Unis et de penser que, loin de vouloir notre paix et tranquillité, ils tâchent d'affaiblir nos peuples par de constantes révoltes pour mieux les opprimer, soit directement, soit au moyen des tyrans qu'ils protègent.

»Après tout cela il est naturel de nous demander si le gouvernement américain dans ses relations avec l'Amérique centrale agit véritablement dans l'intérêt du peuple des Etats-Unis ou dans un autre but. Les Américains résidant en Centre-Amérique et leurs intérêts sont moindres que d'autres éléments étrangers, qui n'occasionnent pas les ennuis que nous donne le gouvernement des Etats-Unis avec sa colonie américaine; et il est bien certain qu'il existe une prévention bien marquée dans tous nos peuples contre les immigrants américains, due aux tracasseries de leur gouvernement; et de la sorte la conséquence naturelle de la politique agressive et injustifiable des Etats-Unis est d'entraver le développement de l'immigration et des intérêts américains de l'Amérique centrale. Il doit donc y avoir une raison distincte qui motive la conduite irrégulière des Américains envers nous, et cette raison est celle des intérêts pécuniaires de quelques Américains engagés dans des négoce de main-mise, léonins pour la plupart, avec le Président Cabrera, à l'ombre desquels ils dépouillent nos peuples dans leur propre intérêt et celui du chef d'Etat de Guatemala.

» Nous sommes au courant de ce que, ces financiers ont des connexions à Washington qui ont pu réussir à influencer sur le gouvernement des Etats-Unis pour qu'il agisse dans le sens des procédés actuels.

» Il en résulte que le gouvernement des Etats-Unis est à la merci de quelques intérêts particuliers et que pour les protéger *on mystifie le peuple américain en lui faisant croire qu'il s'agit de la prospérité de ses intérêts quand en réalité on ne fait rien de plus que discréditer l'honnêteté proverbiale et la rectitude des fondateurs de l'Union*, au profit de quelques millionnaires qui ont la chance d'avoir de bonnes relations avec les hauts fonctionnaires du gouvernement américain.

» De tout ce qui précède il s'en suit:

» 1^o Que le gouvernement américain n'a pas le droit d'intervenir dans les affaires de Centre-Amérique pour aucun des motifs que vous indiquez dans votre note et nous affirmons que le propos de votre gouvernement est de censurer un attentat contre Nicaragua en commençant par l'emportement et l'exaltation des passions politiques, se servant pour cela de la crédulité ou mauvaise foi de quelques Centre-américains.

» 2^o Que si le gouvernement de Nicaragua pouvait pour un instant être responsable de l'exécution militaire de Cannon et Groce, cela n'autorise nullement votre gouvernement à protéger la révolution de Bluefields et faire répandre le sang du pays.

» 3^o Que Nicaragua a raison de considérer que la révolution actuelle a été provoquée par le gouvernement des Etats-Unis et qu'il a parfaitement droit pour réclamer du dit gouvernement une indemnisation pour compenser les pertes de vies et d'intérêts qu'il a causées par ses procédés irréguliers.

» 4^o Que si le gouvernement des Etats-Unis s'était trompé au sujet de sa conduite envers Nicaragua et cherchait de bonne foi une solution équitative et impartiale du conflit, il aurait accepté évidemment la médiation du gouvernement de Mexico pour la solution pacifique, médiation qui fut offerte aux représentants de la presse.

» 5^o Que si ce moyen ne leur eût pas paru suffisant, ils auraient pu proposer à Nicaragua de soumettre l'affaire au Tribunal de La Haye, conformément aux traités d'arbitrage panaméricains qui ont été tenus dans la dite ville.

» 6^o Et que, vu l'obstination dans laquelle se propose d'agir le gouvernement américain sur le chemin de l'erreur au lieu d'obéir aux règles de la justice,

» Nous, citoyens des cinq Républiques de l'Amérique centrale, déclara-

rons: que votre note est un attentat à la souveraineté et à la dignité de notre patrie commune et spécialement pour Nicaragua; que nous considérons la note inspirée par les sentiments d'un gouvernement qui n'est pas ami de notre peuple et par suite nous protestons contre l'agression que le gouvernement de votre pays réalise contre Nicaragua et nous excitons tous nos concitoyens au dedans et au-dehors de l'Amérique centrale à se tenir sur leurs gardes contre les tendances dominatrices et absorbantes du gouvernement nord-américain et pour que le cas échéant ils agissent comme le leur dicteront le patriotisme et l'indépendance de nos cinq Républiques.

»Comme acte de justice dont nous considérons digne le peuple des Etats-Unis comme nation, nous déclarons que nous ne le faisons pas responsable de la conduite de son gouvernement, mais que nous sommes au contraire persuadés que les Américains, par leur amour à la vérité et en raison du culte qu'ils rendent à la moralité et à la justice, seront les premiers à reconnaître la raison qui nous soutient et à censurer leur gouvernement.»



Par ce qui précède nous croyons la note de Mr. Knox suffisamment commentée et réfutée pour qu'il en ressorte que sa conduite, ainsi que son document, puissent se considérer comme le résultat de toutes les démarches que le tyran de Guatemala et ses complices ne cessaient de faire: c'est la synthèse, en un mot, de toutes les machinations dont l'intrigue était nouée par le Monstre de Guatemala et l'impérialisme «yanqui».

Estrada Cabrera ne pouvait pas voir impassiblement que Nicaragua réglât dignement ses affaires administratives et internationales et qu'il exercât une influence amicale sur les Républiques de Costa Rica et Honduras, comme cela s'est prouvé dernièrement par l'élection de Jiménez.

Le triomphe de cette candidature l'exaspéra autant parce qu'il perdait de ce fait la majorité au tribunal de Cartago et pour l'éviter à toute force il constitua à Costa Rica et le Dr. Louis Anderson aux Etats-Unis, une commission destinée à procurer des secours de tous genres à Juan J. Estrada et qu'il confia aux soins de son protégé, le black boulé Raphaël Iglesias, favorisant ainsi la révolution qui devait éclater à Bluefields, et qui avait aussi pour objet d'empêcher Jiménez d'arriver au pouvoir:

Voyons plutôt ce que dit à ce sujet *La República*, ancien et prestigieux journal de San José de Costa Rica, extrait d'une lettre publiée par

le *Diario del Hogar*, de México (8 décembre 1909), et qui est signé par S. Cortés Durán:

«Les Républicains, disions-nous, quoique nous n'ayons jamais pu penser que le gouvernement du Général Zelaya succomberait ni que sa chute affecterait notre triomphe, nous vîmes cependant avec joie les défenses hâtives et énergiques que faisait le gouvernement voisin, cible de toutes les attaques de Estrada Cabrera, allié avec son émule d'ici Raphaël Iglesias...

»Le mouvement révolutionnaire, appuyé par l'émule de Raphaël Iglesias au Guatemala, se prouve par les faits suivants:

»1° Le gouvernement de Honduras captura en zone neutre un chargement de matériel de guerre envoyé par Estrada Cabrera aux révolutionnaires. Ce chargement fut interné par Dávila et ceci constitue pour aujourd'hui la mort et l'anéantissement des efforts de Juan J. Estrada et compagnons.

»2° L'agent confidentiel du dictateur de Guatemala auprès de la révolution fait, par ordre et consigne officiels, une villégiature à Tegucigalpa.

»3° Des bandes entières de soldats indiens furent recrutées et expédiées au camp révolutionnaire, émanant des propriétés rurales des civilistes partisans.

»4° Raphaël Iglesias fit des visites publiques et clandestines, mystérieuses et inexplicables à un sieur Paz, qui est l'envoyé de la guerre et de la révolte, chez nous du Sultan de Guatemala.

»5° Et, enfin, pourquoi, messieurs, les boutons rouges ont-ils fleuri aux boutonnières des civilistes en même temps que la trahison de Juan Estrada crevait à Bluefields?»

La Iberia, journal du matin de México, corroborait à ces affirmations dans un article publié le 21 novembre 1909:

«LA SITUATION DE NICARAGUA ET LES ETATS-UNIS.—LA DYNASTIE DES ESTRADA.

»Le fil télégraphique nous apprend que les Etats-Unis reconnurent la belligérance des révolutionnaires qui, oubliant les plus élémentaires notions de loyauté et de patriotisme, se levèrent les armes à la main contre le gouvernement du Général Zelaya au Nicaragua.

»Si la nouvelle se confirme, comme le laissent supposer les vieilles

sympathies du gouvernement nord-américain pour Manuel Estrada Cabrera, elle viendra prouver par la force éloquentes des faits l'amère vérité de la thèse établie par le fameux écrivain mexicain Francisque Bulnes: «Quand la guerre convient au fort..., le Droit International, les principes éternels de Justice, les préceptes immuables de la morale sont des astrophes pour répondre aux coups de canons.»

»Si le gouvernement des Etats Unis a reconnu la belligérance, il a manqué à l'accomplissement de son devoir et a donné un exemple désastreux aux petites Républiques de l'Isthme elles-mêmes en voulant s'ériger en mentor. Il est venu démontrer par cette conduite, hors de toutes les règles internationales et en corps à corps avec les traditions américaines, que l'intérêt qu'il a démontré pour la paix de Centre-Amérique n'était pas sincère: intérêt et action qui n'ont d'ailleurs servi qu'à favoriser l'élévation sur le pavois de la sauvage tyrannie d'Estrada Cabrera au Guatemala.

»Comment est-ce que le gouvernement de Washington peut reconnaître la belligérance des traîtres de Nicaragua contre les claires stipulations du traité qui se signa dans cette ville-là à la fin de l'année 1907? Ce traité fut élaboré sous la pression des Etats-Unis et sous sa vigilance, ainsi que celle du Mexique. Les deux gouvernements qui intervinrent en protecteurs des petites Républiques turbulentes et dans l'intérêt de la paix et de la civilisation prêtèrent leur garantie morale à l'accomplissement strict des engagements contractés dans le pacte solennel. Un de ces engagements signifie la négation la plus entière du droit international et même de la souveraineté des peuples; établi dans le but de maintenir la tyrannie indemne et de lier les gouvernants contre les peuples, il refusait aux parties contractantes le droit de reconnaître n'importe quel gouvernement provisoire qui surgirait de mouvements révolutionnaires. Si ceci a été stipulé dans un pacte solennel qui engage le gouvernement des Etats-Unis comment peut-il donc se faire qu'il reconnaisse le casus belli des traîtres nicaraguais; comment les reconnaître avec caractère légitime avant même d'être constitués en gouvernement régulier? Est-ce que les pactes sont pour les faibles et que les forts peuvent s'en moquer impunément?

»Si le gouvernement de Taft fait de pareilles choses et se considère civilisé et chargé de mission civilisatrice dans le continent américain, par quel droit peuvent-ils exiger que nous accomplissions nos engagements pris?

»Les gouvernements de Centre-Amérique, coalisés à Washington

sous l'inspiration américaine, déclarèrent traîtres et séparatistes tous les émigrés politiques qui fuyaient de ces pays dévorés par la tyrannie. Et maintenant le gouvernement de Washington reconnaît les traîtres comme des éléments d'ordre!...

» Cette politique trouble et machiavélique, destinée à développer le despotisme néfaste de Cabrera sur toute l'Amérique centrale, est ce qui doit tôt ou tard désillusionner les peuples latins au sujet de l'altruisme si passionné que montrent les Américains pour les affaires de cette région-ci. Avant tout, elle a eu la vertu de stimuler le patriotisme au Nicaragua, car il ne fallut pas davantage que de savoir que la révolution était appuyée par Cabrera et les Américains ses amis dévoués, pour que le peuple s'empresse autour du Général Zelaya pour se battre à son côté contre les traîtres.

» Leur œuvre funeste passera à l'histoire. Ils ne cherchent pas la liberté, avec le manteau de laquelle il se couvrent hypocritement: ils cherchent la satisfaction d'ambitions mesquines quoiqu'ils précipitent leur Patrie sous le joug de l'étranger.

» Ils ne cherchent pas la liberté et le nom de Juan Estrada qui sert d'entête à la faction des traîtres, car Estrada est l'œuvre du Général Zelaya, à qui il a payé les faveurs reçus par une action infâme, n'est pas une garantie: c'est un Héribert Barrón. Ils ne cherchent pas la liberté parce que, ceux qui combattent pour elle ne demandent pas le secours de l'étranger, qui est toujours grêvé d'impositions, ni se souillent de la tache d'une intervention odieuse.

» Ce nom d'Estrada est funeste à l'Amérique centrale. Un Estrada compromet, par son ambition de rester au Pouvoir, la souveraineté de Cuba. Un Estrada, l'Estrada Cabrera de Guatemala, tient son peuple dans l'agonie, plein de gangrène et inerte, pieds et poings liés; il en fait la livraison à l'étranger qui n'a pas voulu l'accepter parce qu'il lui semble plus commode que son César achève de l'étrangler. Et, enfin, un autre Estrada, celui de Nicaragua, fait acte public sans la moindre pudeur de la trahison à son ami et chef, à sa Patrie et à la race latino-américaine, qui est notre grande Patrie!...»



Par l'article que nous venons d'insérer, extrait de *La Iberia*, on voit clairement que l'appui donné par le gouvernement des Etats-Unis aux révolutionnaires de Nicaragua est opposé à la morale et aux pactes signés le 20 décembre 1907 à Washington.

Pour souligner davantage s'il est possible l'immoralité que nous venons de signaler, nous reproduisons l'article du *Gil Blas*, de México, le 11 décembre 1909, à l'occasion des phrases suivantes contenues dans le message de Mr. Taft au Congrès américain.

Les phrases sont les suivantes:

«UNE RÉVOLUTION QUE L'ON MÈNE MÉTHODIQUEMENT AU NICARAGUA...

»Voilà ce que dit Mr. Taft dans son discours au Congrès.

»Je voudrais bien savoir si le Président Taft jugerait comme ordonnée une révolution dans son empire ou bien si c'est une des nombreuses nouvelles qui s'écrivent depuis il y a un mois et se télégraphient sur la sympathique République des Laes.

»On a peint Zelaya comme un homme cruel et mauvais, un tyran du moyen-âge et mille choses semblables.

»Tout cela dit ou écrit par ses ennemis plus personnels que politiques.

»Mais peu connaissent l'homme.

»Zelaya est peut-être aujourd'hui la victime de son acerbe adversaire Estrada Cabrera, qui n'a pas pu se conformer avec la victoire de Jiménez à Costa Rica, victoire appuyée par Nicaragua et qui a fait perdre à Guatemala la suprématie qu'elle ambitionnait au tribunal de Cartago.

»Voilà l'origine de la révolution faite avec les fonds de la pauvre République de Guatemala; cependant que pour satisfaire l'orgueil d'un tyranneau d'opérette le royaume d'Estrada Cabrera se trouve ruiné et la monnaie à 1:800 %.

»L'acte des Etats-Unis dans l'époque actuelle de Nicaragua n'a pas de précédent dans l'histoire d'aucune nation, à moins que ce ne soit dans celle des Etats-Unis eux-mêmes dans la série de Cuba et de Panamá. Aujourd'hui ce n'est plus une erreur de dire que la grande République du Nord fomenté les révolutions et reconnait les belligérences des insurgés.

»Ce n'est pas un acte très noble de faire ostentation de son escadre envers un pays sans défense de 450.000 habitants. Le simple bateau-école *Wilcksburg*, vieille goëlette à trois mâts, est plus que suffisant pour bombarder les ports comme Corinthe, «terribles places fortes» qui se composent d'un quai et d'une douzaine de maisons..., le tout sans dé-

fense. Il ne vaut vraiment pas la peine pour un exploit aussi glorieux de faire échouer un cuirassé comme le *Praire*, ce qui démontre l'habileté des chefs de la Marine de guerre dans des cas aussi urgents que celui-ci.

» Il n'est pas non plus nécessaire d'envoyer à Greytown toute une escadre qui doit rester à quatre milles de la côte, car la barre du fleuve Saint-Jean n'en permet pas l'approche à une moindre distance. Ce déploiement de forces est ridicule contre un pays sans défense, sans ports, et qui, pour toute marine, possède à Corinto un vieux remorqueur de 250 tonnes, et dans les lacs de petits vapeurs que l'on transporte par chemin de fer de Managua à Corinto en cas de besoin.

» Pour aller de Corinto à Managua et Granada, le gouvernement de Nicaragua possède un magnifique chemin de fer de sa propriété. C'est un des pays de Centre-Amérique qui n'a pas le contrôle des chemins de fer dans les mains des étrangers et bien moins des Nord-américains. On ne peut pas nier que Zelaya n'est pas ami d'entreprises aventurières en son pays.

» Dernièrement il a obtenu de faire couvrir un emprunt de 1.250.000 livres sterling en France. Ce triomphe ne put pas être du gré de l'Empereur de Guatemala, qui cherche inutilement à négocier quelque emprunt que ce soit. Nicaragua est un pays superbe et plus riche que les pays voisins. C'est le grenier de Centre-Amérique et il fournit de viandes Costa Rica et Salvador. Les terres sont d'une fécondité incroyable; son café obtient des prix de préférence. L'industrie minière à Chontales est la plus florissante de l'Amérique centrale; le placement de ses bons et actions est facile en Europe, au point de dire que les mines de Nicaragua «sont de mode». L'étranger y est protégé comme presque nulle part, et Zelaya est le premier qui désire connaître, personne par personne, ceux qui font partie des florissantes colonies.

» L'exécution des deux Américains a été un acte de justice dicté conformément aux lois du pays. L'étranger qui n'aime pas ces lois est libre de chercher par ailleurs un pays plus libéral, s'il peut le trouver. J'aurais voulu voir ce qu'ils auraient fait aux Etats-Unis avec deux étrangers armés «de cette manière ordonnée» contre le gouvernement de Washington.

» Ce qui est ridicule dans les télégrammes qui se lisent journellement c'est la facilité avec laquelle les troupes des insurgés de l'Atlantique se meuvent et la difficulté avec laquelle opèrent les forces du gouvernement.

» Celui qui «connaît» Nicaragua sait parfaitement que toute la vita-

lité du pays est sur le Pacifique et Les Laes; par exemple, les départements de Managua, Grenade, Chinandega, Rivas et Chontales. C'est là que se trouvent le travail, la richesse, l'agriculture, les mines; c'est donc ce qui forme la véritable République de Nicaragua.

» Mais qu'est-ce qu'il y a sur l'Atlantique? Rien ou presque rien; sauf quelques plantations de bananiers et le port de San Juan del Norte (Greytown), pauvre agglomération de maisons habitée en grande partie par des nègres de la Jamaïque. De l'Atlantique à Chontales, des forêts vierges; de Montkey-Point jusqu'à «Grand Lac de Grenade», des marécages et des landes. Il y a six mois le gouvernement de Zelaya a signé un contrat avec la Compagnie des Batignolles à Paris pour la construction d'un chemin de fer de Montkey-Point au «Lac de Grenade», pour reconnaître et exploiter cette partie vierge et abandonnée du pays.

» Les révolutionnaires ont dominé cette partie aujourd'hui stérile et improductive et veulent former une République à part là, où la vie de l'homme est impossible.

» Tout cela est bien connu des gens qui connaissent Nicaragua pied par pied; ils savent que la véritable République, aux villes florissantes sur le versant du Pacifique, n'a souffert en rien, défendues comme elles le sont par les forces régulières et loyales.

» Managua est une place forte, excellemment défendue, et il faudrait un corps d'armée bien aguerri et bien organisé pour la prendre; c'est précisément ce que ne possèdent pas les rebelles.

» Quant au Général Zelaya, on ne parle que de ses défauts, sans citer ses qualités.

» Les pages de sa vie sont remplies d'épisodes brillants. C'est un des Présidents de l'Amérique centrale qui possède la profonde culture que l'on acquiert par les voyages. Zelaya a réformé son pays, qui était tenu en servitude par un clergé fanatique, et l'a organisé.

» Ce n'est pas un Président qui se cache à la vue du public comme celui de Guatemala. Le jour qu'il fera besoin il sortira à la tête de ses troupes et sa seule présence électrisera ses soldats. Il a été de nombreuses fois sur le champ de bataille et comme général et stratège il a fait ses preuves. Je ne peux pas croire qu'il pense fuir. Il est trop patriote et il sait bien que son pays tomberait dans une ruine terrible le jour qu'il lui retirerait son bras de fer. C'est un pays où il faut la devise des monnaies chiliennes: «Par la raison ou par la force.»

» L'intervention des Etats-Unis a été certainement produite par les difficultés que le capital nord-américain a trouvé sur les places de Ni-

caragua dans des affaires qui auraient fait envisager à la petite République la perte de son autonomie et surtout, en premier lieu, par le gouvernement d'Estrada Cabrera, qui, entre autres choses, soutient au Guatemala *La Mañana*, dont le programme dirigé par des rédacteurs nicaraguais, ennemis de Zelaya, est de discréditer la République voisine.

»De ces choses-là et de bien d'autres, les télégrammes, qui journellement s'efforcent de démontrer la tyrannie de Zelaya et la ruine de Nicaragua, n'en disent rien.

»Je connais personnellement le Président Général Zelaya et le Licencié Estrada Cabrera. Je connais aussi en détail les deux Républiques et je ne veux pas faire un parallèle entre l'avenir et la liberté d'un pays riche comme Nicaragua et celui d'un pays qui va à l'abîme sous la misère monétaire avec une autocratie qui le prive de toutes les libertés comme Guatemala.

»Et nous verrons enfin le résultat de la politique du colosse du Nord contre la petite République des Lacs. Nous ne devons pas oublier qu'il est très facile d'y construire le canal interocéanique qu'on tente de faire à Panamá avec des résultats presque désastreux qu'on cache au monde. Avec les millions de dollars dépensés par les Etats Unis le canal de Nicaragua serait déjà un fait accompli.

»Je voudrais qu'on pense aussi à cette seconde partie pour expliquer l'intervention des Etats-Unis à Nicaragua, intervention qui pourrait être sœur de celle qui fut employée en 1903 à Panamá. — *Inirepsag.*»

Nous croyons également utile de placer une reproduction de l'article du journal *Anahuac*, de México, en date du 9 janvier 1910:

«L'EX-PRÉSIDENT ZELAYA ET LES TRAITRES.

»Il y a douze jours que l'ex-Président Zelaya se trouve au milieu de nous. Les journalistes de la presse capitoline ont défilé devant lui en quête de renseignements sur la lutte actuelle qui se déroule dans le peuple qui, un jour, au milieu de l'allégresse et des acclamations l'élèvera au suprême emploi, la Présidence, alors que actuellement, ceux qui furent ses amis et ses protégés, se lèvent pour le renverser par la trahison. Peu leur importe pour en arriver à leur fins d'en appeler au

Grand Tyran, le Colosse du Nord et qu'on enchaîne la nation dans l'esclavage pourvu qu'on obtienne le résultat qu'on poursuit. Mais tandis que le sang que Caïn a fait verser coule à torrents, fécondant les champs de Nicaragua, le Président Zelaya, avec une grandeur d'âme sublime qui l'élève à cent coudées au-dessus de ses ennemis, quand il voit que son séjour au Pouvoir constitue une menace pour la Patrie au moment où celle-ci se trouve en péril imminent de perdre son autonomie, lui, le dictateur; lui, qui a été insulté par les siens et les étrangers; lui, qui commit le noir crime de défendre l'honneur de sa nation; lui, qui n'incline pas son front devant l'inhumain «yanqui», avec une dignité qui devrait servir d'exemple à ses détracteurs et à beaucoup de tyrans, il s'éloigne de sa Patrie et renonce au Pouvoir, car il sait que cet acte évitera l'esclavage à Nicaragua et que le peuple n'est pas responsable du délit de quelques traîtres.

»Et après tout cela on appelle encore Zelaya un tyran et un dictateur? Pour nous il est impossible de le qualifier de la sorte, car un dictateur sacrifie tout et toujours, même ce qu'il y a de plus sacré, à ses ambitions. Un tyran est incapable de sentir tout le poids de l'esclavage et ne préférera jamais l'exil à la liberté de son peuple et au bien-être de sa nation. Mais, en supposant même que ses concitoyens aient un pareil crime à lui reprocher, alors qu'il est loin de l'avoir commis, Zelaya, en abandonnant Nicaragua pour éviter l'intervention des Etats-Unis qui, contre tout droit et de vive force, prétendent agrandir leurs domaines, a donné un haut exemple de patriotisme et d'amour à la liberté: il a opté pour l'ostracisme plutôt que de voir sa nation esclave; il préfère la proscription aux larmes que ferait couler le fouet du maître.

»C'est le fait d'un grand homme, et l'ex-Président de Nicaragua s'est montré digne du sang latin qui coule dans ses veines.

»Mais si ce n'était assez, voilà le bilan de son administration qu'il laisse à son peuple. Et pour que rien ne manque à son œuvre celui qui sacrifia tout à sa Patrie lui offre au départ comme dernière offrande ce qu'un tyran apprécie le plus: son sang, sa vie.

»Après tout ce qui précède qu'on dise que Zelaya est un tyran et que ses ennemis le traitent de dictateur.—*El Duque de Nizas.*»

Après les opinions ci-dessus reproduites de la presse du Mexique et de l'Amérique centrale, voyons la correspondance envoyée de Madrid au grand journal *La Nación* de Buenos-Ayres en février de l'année courante:

«L'ANTIDIPLOMATIE.—UNE NOTE DE MR. KNOX.

»L'arrivée de l'ex-Président de Nicaragua Général Zelaya a été un évènement qui a donné lieu à divers commentaires de la presse au sujet des évènements qui captivent encore l'attention générale. Ce qui préoccupe surtout c'est l'attitude violente des Etats-Unis dans leur intervention en faveur des révolutionnaires. Un journal aussi autorisé comme celui que dirige Mr. Romeo, personnalité estimée à sa haute valeur dans les milieux journalistes de l'Europe, *La Correspondencia de España*, dit avec raison: «La variation dans l'état de choses de cette République par suite des ingérences des Etats-Unis est un sujet à l'ordre du jour. »A la note que le Secrétaire d'Etat «yanqui» Mr. Knox a dirigée récemment au Chargé d'Affaires de Nicaragua et aux déclarations faites sur la même affaire par le Président Taft, beaucoup de Centre-américains protestent solennellement et catégoriquement contre les Etats-Unis dans la presse mexicaine et attribuent à ces derniers tout le malaise actuel de Centre Amérique.»

»Rien de plus logique. Les soussignés de cette protestation ne sont pas seulement des citoyens de Nicaragua, mais aussi des autres Républiques centre-américaines; et il y en a qui ont été des ennemis de la politique de Zelaya. Cependant, en face de l'attitude de Knox, qui détruit tout ce que Root avait gagné par ses tendances, ils n'ont pas hésité à lancer leur protestation:

«Le crime de Zelaya de l'avis du gouvernement des Etats Unis n'est autre que celui de défendre l'autonomie de Nicaragua contre les avances de l'impérialisme; et dans ce sens plus le gouvernement de Zelaya sera exécré par celui des Etats-Unis, plus il aura de sympathies dans le Centre Amérique et même dans l'Amérique latine tout entière, quels que soient d'autre part ses erreurs et ses défauts. Et c'est pourquoi nous, qui formons une collectivité avec des opinions personnelles très différentes sur l'estime que nous prfessons, chacun pour notre compte, pour le Président Zelaya, car il y a entre nous des amis, des ennemis et des indifférents envers lui, nous sommes pleinement d'accord à reconnaître que ce gouvernant représente dans les circonstances actuelles la cause de la dignité et de l'indépendance de l'Amérique centrale contre les prétentions d'un gouvernement hostile à sa souveraineté.»

»Voilà le fait. Le Général Zelaya en venant en Europe a cherché à se

faire entendre et démontrer la vérité de ce qui est arrivé. En homme étranger à la vaine rhétorique, il présentera dans une publication prochaine, en peu de paroles et beaucoup de documents et preuves justificatives, la part que le gouvernement de Guatemala et celui des Etats-Unis ont pris dans le développement des événements qui ont causé la perturbation de la paix et la perte de tant de vies dans le pays de Nicaragua.

» Véritablement dans aucune Chancellerie du monde on n'a jamais vu employer le ton et le langage qu'on trouve dans la note de Mr. Knox au représentant de Nicaragua à Washington. Jamais la force ne s'est montrée plus cynique. Ce n'est pas la grande nation que préconisèrent les Root, Mitre et Joachim Nabucho qui a parlé par la bouche de Mr. Knox.

» Après avoir lu la lourde et violente note de Mr. Knox j'ai pensé au moment où j'entendais au palais Monroe de Rio de Janeiro le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis de Nord-Amérique, correct, ferme et cependant habile qui disait des paroles comme celles-ci aux représentants de toutes les nations américaines: «Considérons l'indépendance et l'égalité de droits des faibles membres de la famille des nations avec autant de respect que ceux des grands empires et observons que ce respect est la principale garantie des faibles contre l'oppression des forts. Nous ne voulons ni désirons aucun droit que nous ne concédions pas librement à chacune des Républiques américaines. Nous désirons augmenter notre prospérité, agrandir notre commerce, accroître notre richesse, notre savoir et notre esprit, mais, notre conception du vrai moyen d'arriver à ce but n'est pas celle de renverser les autres et nous enrichir sur leurs ruines, mais, au contraire, d'aider à tous les amis pour une prospérité commune et un développement commun de manière que nous puissions tous nous agrandir et arriver à être plus forts tous ensemble.»

» On pourra argumenter ou suspecter quant au fond, aux intentions et à des propos de second ordre de l'ex-Chancelier, mais il n'en est pas moins vrai que ses paroles prononcées devant les membres de la troisième Conférence Internationale furent celles d'un homme de grandes visées et d'une politique prudente et clairvoyante.

» Et Mr. Root ajoutait ensuite: «Dans peu de mois pour la première fois les possesseurs reconnus de chaque pied de terrain dans les continents américains peuvent être, et j'espère qu'ils le seront, représentés à la Conférence de La Haye avec les droits reconnus d'autres états souverains d'égale importance. Aidons-nous les uns les autres pour démontrer que pour toutes les races humaines la liberté pour laquelle nous avons combattu et travaillé est sœur jumelle de la justice et de

»la paix. Unissons-nous pour créer, maintenir et rendre effective l'opinion publique panaméricaine, dont le pouvoir influe sur la conduite internationale et diminue les causes de la guerre en évitant les conflits internationaux et qu'elle préserve toujours nos libres pays des armements qui s'agglomèrent derrière la frontière de l'Europe et nous rapproche de plus en plus de la perfection d'une liberté ordonnée.» Tout cela était propice évidemment pour inspirer confiance aux Etats hispano-américains et surtout aux petits et aux faibles. L'éléphant ne fit pas sentir tout son poids pour cette fois. Bien autres et bien différentes sont les pensées et l'attitude de l'actuel et si vibrant Secrétaire d'Etat, qui considère comme des vassales de la grande République toutes les petites Républiques voisines et pour lesquelles il croit que rien ne vaut le fameux *Big-Stick* (gourdin).

»Dans la protestation à laquelle je me réfère on prouve que si les Etats-Unis n'ont pas provoqué, ils ont du moins consenti la révolution de Honduras de 1908 et l'actuelle révolution de Nicaragua. «La première, »dit le document, fut provoquée par Guatemala et Salvador et alors »l'aventurier Cannon, fusillé en toute justice récemment au Nicaragua, »partit de San Miguel (Salvador), où il était employé, avec des forces à »ses ordres, pour s'unir à la révolution de Honduras. Le gouvernement »américain passa sous silence la responsabilité des gouvernements coupables et s'opiniâtra, d'abord, à ce que l'accusation portée contre eux »par Honduras devant le tribunal de Cartago ne fut pas résolue et ensuite qu'on les absolve quand on fut convaincu que la révolution était »inévitabile. De cette manière les Etats-Unis commencèrent à jeter dans »le discrédit l'institution la plus sérieuse créée par les traités de Washington, «le tribunal d'arbitrage de Cartago.» Tout ceci est parfaitement exact aussi bien que tout ce qui suit relativement aux événements récents de Nicaragua: «Quant à la révolution nicaraguayenne actuelle, »personne n'ignore la part qu'y ont pris les gouvernements des Etats-Unis »et de Guatemala; enfin, que les renforts en armes, munitions, hommes »viennent de New Orléans (Etats-Unis) et Puerto Barrios (Guatemala). »La complicité des Etats-Unis est avouée dans la note où le gouvernement reconnaît que la révolution représente la volonté nationale de »Nicaragua.» La protestation réfute ainsi point par point les observations de la note: la prétendue violation des stipulations de la convention de Washington; l'ingérence dans les affaires de Honduras et Costa Rica; le régime gouvernemental de Zelaya et la tyrannie. Toutes ces exagérations sont repoussées ou expliquées avec des raisons véridiques. Elles

constitueront d'autre part l'objet de la prochaine publication que le Président fera en Europe et dans laquelle la base de justice, comme je l'ai dit ci-dessus, aura pour contreforts des documents authentiques et nombreux. Il n'y aura pas une seule assertion qui ne porte avec elle ses preuves complémentaires et alors l'opinion pourra toucher du doigt l'injustice si palpable de la Chancellerie américaine.

» Le Président Roosevelt et le Ministre Root n'avaient certes pas la même manière de voir la politique de Nicaragua et la personnalité de Zelaya, eux qui connaissaient cependant mieux les affaires de Centre-Amérique et qui suivaient une tendance de tous points différente.

» L'exécution militaire des flibustiers et des sans-patrie Cannon et Groce sera aussi expliqué et justifié dans tous ses détails. Le Général Zelaya ne cherche ni la propagande ni la réclame; loin de là, il veut être écouté par l'esprit impartial des hommes d'Etat et des hommes de raison et de justice du monde entier qui s'intéressent à un cas où le droit des nations est foulé aux pieds.

» Il y a même aux Etats-Unis des gens qui opinent que la note de mister Knox est un attentat à la souveraineté de Nicaragua, d'un peuple qu'il faudra qu'il reconnaisse tant qu'il ne se formera pas un tribunal contraire à celui de La Haye et qui donnera force de droit aux coups de griffe. Jusqu'alors la voix qui dénonce aux nations cet attentat du coup de force «yanqui» devra être entendue.»



Reproduit ce brillant article de *La Nación*, nous continuons à donner d'autres articles des journaux de la presse centre-américaine afin de dilucider le plus possible cette affaire.

«LA QUESTION DE NICARAGUA.

» Nous avons combattu la révolution de Nicaragua parce qu'elle n'a pas levé dès le premier moment un drapeau de principes fixes et qu'elle est l'œuvre d'une connivence inexplicable et coupable entre conservateurs et faux libéraux: en un mot, entre Juan J. Estrada, symbole d'une trahison militaire et civile, et Emile Chamorro, qui depuis de longues années est en train de poursuivre la Présidence du pays avec une constance digne des efforts peu heureux, par les procédés ridicules emplo-

yés, comme celui qui lui servit pour son premier acte du 10 octobre dernier à Bluefields.

»Ce mouvement révolutionnaire fut d'ailleurs engendré aux Etats-Unis du Nord-Amérique et c'est pourquoi nous le considérons dangereux dès le début; il fut allaité par Estrada Cabrera aussitôt qu'il vit le jour et c'est pourquoi nous le répudions dès qu'il se produisit, car nous ne saurions concevoir d'hégémonie américaines sous le patronage d'une dictature. Il fut en outre applaudi et secondé ici efficacement par le civilisme aux ordres de Raphaël Iglesias Castro et c'est aussi pourquoi nous le rejetons avec répugnance, car nous savons bien que civilisme a filtré son triomphe fantaisiste, illégitime et fibustier sur le concours qu'il pourrait avoir, avant le 8 mai 1910, de la part des conservateurs nicaraguais et des surnommés libéraux chapins.

»Aujourd'hui nous combattons les activités révolutionnaires, que *El Pacifico* défend à corps perdu, pour d'autres raisons fondamentales.

»La première c'est que la révolution de Nicaragua, qui ne compte que 3.000 soldats dans un pays de 600.000 habitants et dont la zone d'influence n'atteint pas plus de 200 kilomètres en longitude quand le pays a 130.000 kilomètres carrés d'étendue, ne peut pas se dire triomphante quand elle est localisée dans un port comme celui de Bluefields et tandis qu'elle n'est pas sanctionnée par le pouvoir suprême de l'opinion nationale. Tous ces motifs enlèvent aux révolutionnaires le droit d'en appeler à des éléments étrangers pour assurer leur triomphe quand ils ne devraient compter que sur eux-mêmes.

»La seconde raison c'est qu'aucun pays américain, et bien moins Nicaragua, qui a eu la douloureuse expérience de 1856-1857, et aucune cause politique qu'on l'appelle libérale ou conservatrice ne doit, aujourd'hui moins que jamais, en appeler à l'aide «yanqui» pour consolider son régime en quelque cas que ce soit.

»Les Républiques de Centre-Amérique signèrent le 20 décembre 1907 un traité général de paix et d'amitié sous le patronage des gouvernements des Etats-Unis et du Mexique pendant la célèbre conférence de Washington, que rehaussèrent de leur présence Buchanan et Creel; suivant ce traité, elles ne peuvent reconnaître les gouvernements qui surgissent dans l'Isthme par coup d'Etat ou par guerre civile jusqu'à ce que le peuple par des élections libres ait choisi ses représentants et jusqu'à ce que ces gouvernements se soient érigés en forme constitutionnelle.

»Il va de soi que cette clause, suivie d'une autre qui s'oppose à l'in-

tervention des Etats Unis dans les guerres civiles des parties belligérantes, lie dans des termes légaux les gouvernements de Centre-Amérique, et moralement ceux des Etats-Unis et du Mexique, qui s'ils n'ont pas signé ces actes diplomatiques, prirent part tout au moins aux délibérations par l'intermédiaire de leurs représentants.

»Il est absurde de croire qu'à Maison Blanche on puisse profiter des traités dans tout ce qui favorise et les violer quand ils gênent dans certaines circonstances déterminées.

»C'est pourquoi nous soutenons dans les colonnes de ce journal que l'intervention «yanqui» à Nicaragua dans le conflit créé par la révolution de Estrada et de Chamorro est de tout point illégitime, car il saute aux yeux qu'elle a trois phases distinctes:

»1° Désaveu et attaque dirigés au gouvernement du Général Zelaya dans des moments si inopportuns.

»2° Utilisation d'un moyen sentimental (exécution militaire de deux Américains révolutionnaires) pour sauver la forme et dépister le critérium mondial au sujet des mobiles qui ont poussé cette Chancellerie à pareille conduite délictueuse.

»3° Protection décisive aux révolutionnaires, contrevenant ainsi à l'esprit et à la forme du traité de Washington, ce qui signifie par le fait une sorte de protectorat politique sur Nicaragua qui aura sa répercussion dans l'avenir de Centre-Amérique et qui, s'il est toléré par les cinq Républiques, aura une transcendance funeste pour notre pays.»

(De *La República*, de Costa Rica.)

«L'IMPÉRIALISME DES ETATS-UNIS ET LA PRESSE NATIONALE. INSULTES À NICARAGUA.

»Enfin les Etats-Unis se sont mis de la partie et ne pouvant pas se contenir plus longtemps ils ont rompu les relations diplomatiques avec Nicaragua; mais non à la manière des nations civilisées qui se respectent, sinon comme les fiers-à-bras en crachant au visage de leur rival tout le dépit qu'ils ressentent dans des phrases bilieuses qui font monter le rouge aux joues dans toutes les Chancelleries du monde, qui n'ont jamais archivé une note aussi peu digne d'une nation qui passe pour grande. Il faut croire, ou que le Secrétaire Knox n'a pas la moindre notion de diplomatie, ou que le gouvernement à Maison Blanche, considérant l'existence de Nicaragua, s'est cru dispensé des formules les plus élémentaires de courtoisie.

»Le pays le plus en retard et le plus calomnié de l'Amérique ne serait capable d'écrire un document de ce genre et la note à laquelle nous faisons allusion restera comme exemplaire unique dans le genre, car nous ne croyons pas qu'elle trouve nulle part d'imitateurs.

»Toute l'aversion de Knox se dirige contre Zelaya, comme s'il avait le droit de s'ériger comme son juge et le rend responsable des désordres de Centre-Amérique depuis 1907, de l'influence que Nicaragua exerce sur Honduras (c'est ce qui le vexe) y compris Costa Rica, qui ne s'est mêlé de rien; il l'accuse d'avoir mis à mort les institutions républicaines, d'avoir mis un baillon à la presse et à l'opinion publique, etc...; et ajoute dans la note qu'il a beaucoup plus à dire, mais qu'il se tait par respect personnel à Mr. Philippe Rodriguez, représentant de Nicaragua.

»Il continue en disant que la plupart des Républiques de Centre-Amérique en ont appelé à Washington et que maintenant les Nicaraguais, soulevés les armes à la main, en ont fait autant; il rappelle la mise à mort et l'exécution de Cannon et Groce et parle de cruautés qui, «à ce qu'en dit», auraient précédé cet acte; il traite l'administration de Zelaya de cruelle et l'accuse, sans fondement, d'avoir rendu impossible la résidence à Managua d'un Ministre «yanqui». «A tous les points de vue, ajoute-t-il, les Etats-Unis ne peuvent s'empêcher de répondre aux appels faits à leur devoir, à leurs citoyens, à leur dignité, à l'Amérique centrale et à la civilisation.»

»Enfin parut la vieille rengaine de la civilisation.

»Les Etats-Unis commettent en son nom les plus grands attentats qu'ait enregistrés l'histoire contemporaine; et ils s'en font gloire, croyant vraiment qu'ils travaillent pour la civilisation et l'humanité en opprimant les peuples faibles, en les dévalisant, en tuant sans pitié ceux qui combattent pour leur indépendance et en surpassant, par leurs atrocités, les horreurs des conquêtes du moyen-âge. De toutes les accusations portées contre Zelaya il n'en reste qu'une qui tienne debout, celle de l'exécution de deux flibustiers américains, et encore est-il prouvé qu'on les a soumis à une instruction judiciaire et condamné légalement sans aucun traitement cruel.

»Il passe à des considérations sur les aspirations du révolutionnaire Estrada et ses partisans; il exprime sa conviction que la région occidentale s'est soulevée ou qu'elle va se soulever pour en déduire ensuite qu'il n'y a plus de gouvernement légal à Nicaragua avec qui il puisse s'entendre et le rendre responsable de l'exécution des deux Américains; et c'est pourquoi il méconnaît Zelaya (*sic*) dont il ne respecte pas le gouverne-

ment et lui retire sa confiance; que par suite il se mettra en rapports avec tous les partis en litige, auxquels il exigera la protection des vies et intérêts américains. Voilà le prétexte pour rompre la règle des Etats-Unis de reconnaître les gouvernements de fait...; et Zelaya, en outre qu'il est gouvernant de droit, l'est aussi de fait, ne leur déplaît, car il commande encore sur la majeure partie de Nicaragua, tandis que les révolutionnaires, malgré tous les renforts qu'ils ont reçus, continuent à en être réduits à quelques points de la côte orientale.

» Mais le plus curieux de l'affaire c'est qu'il ne trouve personne à qui il puisse exiger réparation pour l'exécution de ses deux nationaux, car il ne croit pas juste d'en rendre responsable le peuple innocent de Nicaragua, et quant à Estrada, il s'est justifié parfaitement; il attend qu'il y ait un Ministre à Managua pour faire les démarches et punir les coupables, surtout ceux qui appliquèrent la torture, si le fait se justifie. Nous ne croyons pas que cela se justifie, puis qu'il n'y a pas eu pareil tourment, ni qu'il puisse appeler Zelaya à rendre compte, car il n'est pas de son ressort: les réclamations se font de gouvernement à gouvernement et non de gouvernement à gouvernant ou à particulier.

» Qu'il en soit ce qu'il voudra; pour le moment les Etats-Unis s'abstiennent d'exiger réparation et même de prendre les mesures pour protéger les vies et intérêts «yanquis». Ceci est la meilleure justification de Zelaya, prouvant bien qu'ils n'ont pas été menacés.

» Quant à l'avenir il ébauche le plan qu'il suivra avec le gouvernement qui arrivera à s'établir: lui imposer une convention par laquelle il s'oblige tout spécialement à respecter les clauses accordées à Washington. Cela revient à mettre Nicaragua, son gouvernement et ses habitants sous la tutelle de Washington.

» Etant donné le caractère des Centre-américains, il suffit de cette seule menace pour qu'Estrada reste sans partisans et que tous les Nicaraguais appuient Zelaya sans réticence.

» Il termine la note en disant à Mr. Rodríguez que, malgré que sa mission officielle est terminée, lui, Mr. Knox aura plaisir à le recevoir comme intermédiaire d'une autorité de fait à laquelle il demandera la protection des intérêts américains. (*Risum teneatis.*) Comprend-on contradiction plus grande que de lui dire qu'on le méconnaît pour la sauvegarde des personnes et on le retient pour celle des intérêts? Mr. Knox n'est même pas conséquent avec lui-même et Mr. Zelaya fera bien de lui ordonner d'abandonner Washington et les Etats-Unis.

» L'incident de Nicaragua nous donne l'idée la plus nette du gouver-

nement de Maison Blanche dans ses relations avec l'Amérique espagnole et contribue à effacer le peu de confiance qu'on pouvait avoir en lui; cet acte fait époque dans les annales diplomatiques par le procédé *sui generis* employé et indique comme on fait abstraction de toutes les règles d'éducation et de courtoisie quand on se fâche au Capitole.»

(De *El Tiempo*, journal de Mexique.)

«LÉGER FAUX-PAS DE L'IMPÉRIALISME «YANQUI». — IMPÉRIALISME
DE LA ONZIÈME HEURE.

» Nous continuons à commenter les terribles nouvelles à Centre et Sud-Amérique, puisqu'elle s'enchaînent si étroitement avec notre Patrie et que ce qui se passe là-bas actuellement c'est ce qui se fera plus tard avec le Mexique.

» C'est une tâche infructueuse et périlleuse, car le câble qui transmet ces nouvelles est un câble «yanqui» et l'écrivain qui se fonde sur elles pour manifester son opinion s'expose à simuler des tempêtes ou l'accouchement d'une montagne ou à servir inconsciemment les intérêts opposés aux intérêts de l'Amérique espagnole. C'est de cette manière que le service mensonger de la presse associée a passé son temps à raconter mille farces et mystifications aux sujet de la dépravée conduite du gouvernement de Nicaragua et dans le but de rendre sympathique aux yeux du monde la maladroite infâmie que l'oncle Samuel réalise contre la petite République.

» Le génie qui caractérise nos voisins du Nord leur a donné dans le câble un auxiliaire puissant pour farder leurs attentats en rose, pour propager leurs doctrines, pour attaquer ou garder leurs derrières dans la retraite suivant leurs ardeurs dans la guerre financière et matérielle et satisfaire ce qui est devenu un besoin pour eux: le contrôle dans le Nouveau-Monde.

» Rappelons tous les mensonges de ce câble durant la guerre hispano-américaine et russo-japonaise. Ce simple souvenir met l'écrivain inexpérimenté sur ses gardes pour apprécier les nouvelles abracadabrantes qu'il publie sur Nicaragua et il est prudent de n'accepter que ce qui certain et de ne pas se laisser jeter de la poudre aux yeux.

» Ce qu'il y a de certain c'est que le boa constrictor est évidemment attaqué de convulsions qui pourraient bien être quelque attaque de rage...

» Dans le cours de 35 ans il n'a pas pu arriver à se faire payer une indemnité que la République du Chili se refuse à payer comme injuste. Menaces, injonctions, casi-ultimatum n'ont pas intimidés les fils de Arauco. Enfin, il semble que cette fameuse réclamation sera soumise à l'arbitrage du tribunal de La Haye, jugement qui, si l'aphorisme des méchants «le fil se casse toujours à l'endroit le plus mince» se réalise, donnera lieu à une satisfaction plutôt maigre pour les tenaces persécuteurs. Sous Auguste, les romains «civis romanus» croyaient qu'avec ce titre tout leur était permis dans le monde subjugué aux aigles romaines. Sous Mac-Kindley, Roosevelt et Taft, de fortes colonnes de l'impérialisme «yanqui» naissant, les investis du titre usurpé ou tout au moins exagéré de citoyens américains, ont cru que le continent est à eux et qu'ils peuvent en faire des étoupes, comme on dit vulgairement.

» Ils se bernent eux-mêmes, car s'il est certain que l'industrie des réclamations diplomatiques eut son époque brillante, on en connaît maintenant les dessous et l'affaire se gâte tellement que les instigateurs des troubles révolutionnaires dans l'Amérique espagnole sont devenus furieux et se sont démasqués, en compromettant la dignité des gouvernements qu'ils croient obligés à les appuyer à outrance.

» On ne s'explique pas d'une autre manière la casa marina qu'ils prétextèrent au Président Castro de Venezuela ni comment au vu et au su du gouvernement de Maison Blanche on recrute des hommes et on arme des expéditions qui par leur caractère filibustier sont hors le droit international.

» Il est possible qu'avec l'aide «yanqui», nous ne le nions pas les répugnants traîtres révolutionnaires de Nicaragua triomphent et que, soutenu par eux, le despote de Guatemala consolide sa dictature. Il est possible que ceux-ci s'établissent de plain pied et exploitent pour leur propre compte la Côte Atlantique de Nicaragua.

» Cela va sans dire, conformément au développement du plan gigantesque d'établir un régime continental exclusivement panaméricain, dont nous sommes témoins. Mais le monde entier, et spécialement les peuples de races hispanique et latine, se sont formé une idée nette de ce que signifierait ce régime et sont bien au courant des tendances du boa constrictor américain à absorber toute la richesse continentale par la force ou par la ruse...

» Et quelles qu'aient été les erreurs de Castro au Venezuela, de Zelaya au Nicaragua et des hommes d'Etat de la République du Chili, leurs peuples ne pourront pas moins faire que d'applaudir la résistance

de ces hommes à la diplomatie en eau trouble et aux actes de fibusterie avec lesquels on prétend établir une hégémonie impossible et abhorrée depuis le premier moment où il a été commencé à travailler pour l'installer.

»La situation géographique de notre pays, ses traditions et ses lois et, enfin, sa constante et juste politique de non-intervention l'obligent à garder une attitude passive dans de pareilles circonstances.

»Mais cette attitude changera inopinément dans le peuple en attitude résolument menaçante si le boa en question s'oublie et au lieu du ton mielleux de fraternité par lequel il a voulu nous endormir il a la vilénie de nous attaquer ouvertement. *La Libertad* a mis en évidence combien le terrain des concessions est scabreux et a pronostiqué que d'exigence en exigence les «yanquis» finiront par lever le masque et parler en maîtres comme s'ils étaient les chefs.

»On leur accorda par ordre de notre gouvernement et au grand scandale et réprobation publics l'usage de la baie de la Magdalena. On a approuvé également à contre-cœur une loi minière de leur goût; enfin, on leur a concédé tout et tout ce qu'ils ont désiré et voilà qu'ils essayent d'intervenir dans la distribution des eaux du fleuve Nazas, distribution qui incombe exclusivement au gouvernement fédéral en représentant de la souveraineté de la nation.

»Toute cette série de complaisances en faveur des puissants voisins ne seront pas un obstacle pour qu'ils modèrent leurs impétueuses et ignobles ambitions d'expansion territoriale aux dépens des pays faibles de l'Amérique hispanique.

»Loin de là et comme nous avons eu l'occasion de le justifier, l'oncle Samuel exige concession sur concession, car il a compris le côté faible du gouvernement mexicain, qui est la peur et par ceci plutôt que par la diplomatie et la politique on obtient tout ce qu'on veut.

»Ah! combien nous admirons aujourd'hui plus que jamais la digne République du Chili et Cipriano Castro, viril et intelligent, vilipendé pour avoir été incompris, cet ex-Président de Venezuela qui sut par son talent et sa bravoure mettre en échec les ambitions de l'insolent colosse du Nord-Amérique.»

(De *La Libertad*, de Guadalajara, Mexique.)

On a donc vu par toute cette suite de documents comment la partialité américaine n'est un secret pour personne. Les abus de justice que le gouvernement de Washington a commis avec les pays de peu d'impor-

tance depuis la publication du bill 1868 sur la protection qu'il fallait accorder aux Nord-américains à l'Etranger, ne sont pas nouveaux. Entre les plus récents il suffirait de rappeler la réclamation Burrell contre Salvador, l'affaire de Asphalte Bermúdez Compagnie avec Venezuela, la réclamation Weill contre Nicaragua, qu'une fut effectuée parce que le gouvernement appela d'une manière énergique devant le Secrétaire d'Etat Mr. Elihu Root et cette illustre personne fit justice à Nicaragua; la réclamation Emery aussi contre Nicaragua qui s'arrangea à l'amiable à Washington après que le Président de Nicaragua eut avancé de sa poche 50.000 dollars, car le gouvernement ne disposait pas de fonds à cette époque; et la récente réclamation Alsop contre le Chili dans laquelle s'en mêlèrent le Brésil et l'Argentine pour contenir l'imposition «yanqui».

Toutes ces réclamations n'auraient pas été appuyées de telle manière par aucun autre gouvernement. Il a été établi au Ministère d'Etat, en effet, la coutume de défendre n'importe quelle exigence avec un intérêt marqué. On dit même que les hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères ont formé une espèce de Compagnie pour exploiter comme une affaire quelconque les petites Républiques de l'Amérique latine. Il est en outre bien connu de tous les américains du Nord-Amérique que toute réclamation qui doit être appuyée par le gouvernement doit disposer de certains Sénateurs et les intéresser dans l'affaire et que cela donne toujours de très bons résultats, car le Président de la République, pour contenter ces messieurs et compter sur leur vote, est obligé de les satisfaire sans s'amuser à penser si l'acte est un sacrifice pour les petites Républiques que messieurs les Sénateurs en question se sont habitués à mépriser depuis longtemps.

Loin de moi l'idée d'entrer en appréciations de polémique. Cependant il faut que je fasse remarquer la différence de critérium avec lequel le gouvernement des Etats-Unis s'est conduit à mon égard et le silence avec lequel j'ai admis les plaintes de citoyens de Nord Amérique, quelques-uns employés officiels, contre Estrada Cabrera. Des protestations contre les atrocités commises par le tyran de Guatemala arrivèrent jusqu'à La Haye. On demandait que le Congrès intervînt par humanité dans cette contrée digne à tout points de vue d'un meilleur sort que celui qu'elle subit sous le satrape le plus cruel et le plus sanguinaire de toute l'Amérique. Cet homme stigmatisé par l'ignominie et l'opprobre devant le tribunal international le plus élevé du monde c'est celui qui maintenant voudrait être l'arbitre des destinées de Centre-Amérique appuyé sur la volonté de Sa Majesté le «yanqui».

Ce même homme a livré sans pudeur la partie la plus riche de Guatemala à certaines Compagnies américaines et leur a cédé la partie du chemin de fer en construction de Puerto Barrios à la capitale et tous les terrains adjacents à la voie ferrée et autres où la culture de la banane prospère à vue d'œil. Tout ceci pour un demi-million de dollars en effectif et une grande quantité d'actions à son nom. Dans les clauses de ce contrat on établit que le gouvernement américain pourra débarquer des troupes pour protéger à ses nationaux en cas de difficultés avec Guatemala. De la même manière dans les projets d'emprunts en négociations avec les banquiers américains, il admet que le Ministre des Finances des Etats-Unis puisse intervenir dans les douanes du pays au moyen de commissaires élus par ce dernier. Comme l'on verra, le débarquement des troupes en territoire de Guatemala comme l'immiscion du Ministre des Finances dans les douanes sont une hypothèque sur la souveraineté nationale. Mais Manuel Estrada Cabrera, couvert de l'égide d'une Minerve d'opérette, ne se gêne pas pour compromettre les intérêts de son pays pourvu qu'il s'enrichisse et qu'il reste au pouvoir avec l'appui des Etats-Unis.

Au moment où j'écris ces lignes, circule la nouvelle suivante, transmise par les mêmes agences nord américaines:

«Londres 3 mars.— On nous communique de Bluefields que le Général Estrada a confirmé la déroute du Général Chamorro à Tisma le 22 février. Le Général Chamorro fut obligé de fuir avec quelques partisans, laissant 800 morts et prisonniers. L'armée ennemie fut réduite à une bande de guerrilla.

»On dit aussi de San Juan del Sur que le Général Vasquez envoya une forte colonne à la poursuite des révolutionnaires, qu'il les surprit près de La Manga, les obligeant, au nombre de 200, à capituler.

»80 rebelles capitulèrent également à Acoyapa.

»On ajoute que si les Nord-américains empêchaient l'exportation de matériel la guerre aurait pris fin déjà.

Il est donc avéré que sans l'appui des Nord-américains il y a déjà du temps que la guerre serait finie. Mais ils sont fortement intéressés à ce que la révolte continue pour arriver à leurs fins, qui sont d'anéantir le pays pour faciliter la réalisation de leurs plans ultérieurs.

L'état d'esprit du pays est reproduit sur le vif par un illustre homme de lettres nicaraguayais, le Dr. Gustave Guzmán, dans les mots qu'il publie dans *La Tarde*, de Managua, le 8 janvier de l'année courante:

«UN CRI D'ANGOISSE.

»J'interpelle directement toutes les personnes qui d'une manière ou d'une autre représentent les Etats-Unis de Nord-Amérique à Nicaragua, à Mr. Henri Caldera, vice-consul de cette nation et unique représentant officiel, à MM. les représentants de la presse associée, à Mr. le correspondant du *New-York Herald* et à tous les citoyens nord-américains résidant à Nicaragua pour qu'ils nous disent franchement ce que leur gouvernement et leur peuple prétendent avec nous, car nous ne supporterons pas plus longtemps l'état d'angoisse, d'inquiétude et d'alarmé dans lequel nous vivons. Que Mr. Taft parle; que Mr. Knox parle; qu'ils disent nous voulons ceci et l'on obéira. Qui peut leur faire résistance dans le Centre-Amérique? Ils sont la force, la force inébranlable et s'ils ont le droit de déchéance ils doivent aussi avoir le droit de nomination. Qui veulent-ils? Acceptent-ils le Dr. Madriz? Veulent-ils le Dr. Espinosa, Juan Estrada, Emile Chamorro, Francisque Vaca, le Dr. Irias? Le veulent-ils de Grenade, de Léon, de Chinandega, de Managua, de Diriomo ou de Tipitapa? Le veulent ils blanc, noir, métis, indien ou zambo? Nous en avons en tous genres; mais qu'ils choisissent rapidement demain, aujourd'hui maintenant même; un télégramme, un mot, une indication, mais halte-là!, que la guerre cesse!, plus de carnages, ni de massacres! Qu'ils nous envoient Magonn ou Merry; qu'ils nous indiquent qui est celui qui doit mettre un terme à nos débats, celui qui doit nous apporter la paix, mais sans dilatation ni sans force, car Nicaragua ne peut supporter davantage cette horrible situation. Nous sommes résignés: les «yanquis» commandent, mais qu'ils gouvernent bien; qu'ils ne permettent pas pour plus longtemps ces terribles hécatombes dans lesquelles périt la fleur de la jeunesse de ce pays. Que le pays désarme et que celui-ci soit le président qui plaît le plus au colosse qu'au moins ils ne oppriment pas jusqu'à nous faire perdre le souffle, c'est cruel autant qu'inhumain et indigne.

»Moi, comme citoyen de Nicaragua, je proteste contre cette situation, devant le monde et devant l'histoire; je fais un appel aux grands penseurs et philosophes de Nord-Amérique pour qu'ils fassent entendre

leur voix autorisée; que Roosevelt, Carnegie, Root parlent et avec eux tous ceux qui ont de nobles sentiments et ceux qui désirent l'union de tous les peuples américains.

» Nous, les peuples de l'Amérique centrale, sommes convaincus qu'il est impossible d'empêcher que ne s'accomplisse la doctrine de Monroe: «L'Amérique aux Américains (du Nord s'entend)», la doctrine de Buchanan: «Le destin manifeste de ces petites nationalités est de tomber dans les serres de l'aigle du Nord», et celle de Roosevelt: «Il n'y a que la baguette (big stick) pour arranger ces pays.» A la bonne heure et qu'ils prennent le pays, car il ne peut lutter contre des forces aussi supérieures; qu'ils démettent et nomment nos chefs d'Etat à la condition de bien gouverner et de ne pas permettre pour plus de temps la désolation et la ruine.»



Au cri d'angoisse précédent nous ajoutons le paragraphe suivant d'une plainte insolite qui révèle bien la taille morale des Américains quand ils opèrent un débarquement dans un port sans ou presque sans défense:

«INSOLENCE «YANQUI».

» Des personnes qui arrivent de Corinthe et en qui nous avons foi entière nous disent que les autorités judiciaires de ce port ont entamé un procès contre des soldats américains du vapeur *Buffalo*, pour le fait suivant:

» Dimanche soir, vers les cinq heures, Madame Celine López passait par la voie du chemin de fer près de la caserne principale lorsqu'elle fut détenue par un groupe de soldats américains qui se baignaient en ce lieu. L'un des assaillants, qui avait un tatouage d'aigle sur la poitrine et dans le dos le drapeau américain, se lança sans proférer un mot sur la femme sans défense et aidé de ses compagnons la transporta chez une autre femme qui habitait par là et dont on ne nous donna pas le nom.

» Aux cris que lança la victime Joaquín Roldán, de nationalité espagnole, accourut, et au courant de ce qui se passait, avisa la police. Immédiatement trois agents de police se rendirent sur les lieux accompagnés de premier et du second commandant du même corps, mais ils ne furent pas assez heureux pour trouver les auteurs de l'attentat à l'honneur d'une femme, car déjà châtiés peut-être comme ils le méritaient ils

s'étaient embarqués dans les canots qu'il es conduisent à bord, abandonnant à Madame López non sans lui avoir appliqué des coups et brisé une chaîne en or.

»Enquête faite, il y avait lieu à un châtiment; c'est pourquoi on se transporta chez le Consul américain Mr. B. H. Léonard pour l'informer de ce qui s'était passé et demander sa médiation pour la capture du coupable; mais ce monsieur répondit au commissionnaire de police les paroles suivantes: «Il est trop de bonne heure pour venir traiter pareille sottise; revenez plus tard.»

(Du *Diario de Nicaragua*, 12 janvier.)



Quand les évènements en arrivèrent à créer une situation très tendue et que d'autre part les révolutionnaires dans des documents publics émettaient qu'ils déposeraient les armes si je me séparais du Pouvoir, soutenus qu'ils étaient par les Américains qui professaient les mêmes idées par haine contre moi, je me crus alors obligé par dignité, décorum et patriotisme d'adresser au Congrès le suivant

MESSAGE.

«Messieurs les Députés:

»Les difficiles circonstances par lesquelles passe la République, réclament des actes de vrai patriotisme et de véritable abnégation de la part des citoyens qui ne peuvent contempler avec impassibilité la douleur et les angoisses de la mère commune, opprimée injustement par la main du destin.

»Vous n'ignorez pas que le pays est plongé dans les flammes par une révolution immorale et honteuse qui menace d'anéantir la souveraineté même du pays.

»Vous connaissez aussi l'attitude hostile d'une puissante nation étrangère qui, contre tout droit, s'est mêlée à nos affaires politiques et prête aux rebelles vaincus par l'héroïsme de nos troupes les secours qu'ils lui implorent. Et comme les chefs révolutionnaires ont déclaré qu'ils déposeront les armes parricides aussitôt que chef de l'Etat actuel donnera sa démission et désirant éviter plus de sang versé et contribuer au rétablissement de la paix je communique à l'Honorable Assemblée Nationale que

je suis disposé à abandonner le gouvernement et démissionner pour le reste du temps de ma période en faveur de la personne qu'elle désignera conformément à l'article 78 de la Constitution de la République.

»Je désire que cette détermination ait des suites favorables pour le bien-être de Nicaragua, le rétablissement de la paix et surtout pour la suspension des hostilités de la part du gouvernement des Etats-Unis, à qui je ne veux pas donner prétexte pour qu'il continue à s'entremettre dans les affaires de mon pays.—*J. S. Zelaya*.—Managua 16 décembre 1909.»

* * *

Ce message, qui est l'expression sincère de ma volonté, a mérité l'approbation du Général Porfirio Díaz, un des champions de la défense des droits de la race latine, dans l'avenir.

Voyons plutôt les documents suivants:

«Managua 22 novembre 1909.—Monsieur le Président Général Porfirio Díaz.—Mexique.—Estimant marques significatives de délicate amitié que V. E. m'a données m'adresse à vous au sujet affaire haute importance pour Nicaragua et gouvernement.

»Révolution actuelle manque toute probabilité réussir triompher, car condamnée par opinion publique. Gouvernement fort, dispose grands approvisionnements et appuyé par peuple.

»Mais gouvernement américain, incliné dès commencement pour révolutionnaires, trouve aujourd'hui prétexte pour intervenir directement contre Nicaragua; flétrissure et péril pour Centre-Amérique.

»Dédus par antécédents que attitude Washington obéit spécialement mauvaise disposition envers Président Nicaragua. Cela étant, prévois grands maux pour mon pays et désire ardemment les éviter en déposant Pouvoir.

»Me propose déposer en faveur personne parti libéral qui constitue libertés publiques pour temps manquant écoulement période et qui accorde liberté électorale pour prochaine période.

»Donnerai démission à condition que finisse ainsi toute prétension gouvernement américain et que révolutionnaires mettent bas les armes, car je fais sacrifice de mon orgueil pourvu que règne la paix dans ma Patrie.

»Remets aux mains de V. E. la présente affaire pour la traiter généreusement avec gouvernement américain et avec caractère initiative particulière. Laisse aux auspices de votre élevé critérium succès final. Vous m'obligerez ainsi profondément envers vous.—*J. S. Zelaya*.»

RÉPONSE.

«Légation du Mexique.—Monsieur le Ministre mexicain.—Managua. Communiquez au Président Zelaya que le Président Díaz a reçu une réponse des Etats-Unis dans laquelle on esquivé une réponse concrète à la sollicitude du désarmement des révolutionnaires et à ce qu'ils désistent de l'occupation de Nicaragua.

»Que le Président Général Díaz croit que le Président Zelaya doit à son prestige et à son patriotisme de renoncer au Pouvoir et le déposer au Congrès conformément à la Constitution, car de cette manière ni les Etats-Unis ni les révolutionnaires le prendront comme prétexte dans la persistance de leur conduite.

»Le Général Díaz soumet l'indication antérieure au bon critérium du Président Zelaya. Télégraphiez réponse.—*Mariscal.*»

* * *

Voilà pour le Général Díaz.

Voyons maintenant l'opinion favorable de plusieurs hommes préeminentes de Costa Rica:

«San José à 3 h. après-midi du 14 décembre 1909.—Général J. Santos Zelaya.—L'opinion publique craint, avec raison, que la lutte intestine qui divise actuellement les Nicaraguais puisse donner occasion à une intervention de puissances étrangères que nous devons éviter à toute force pour maintenir notre estime au dedans et au dehors et c'est comme Centre-américains que nous nous permettons d'en appeler à votre patriotisme pour que vous fassiez tous les efforts et sacrifices compatibles avec votre prestige et vos vues pour en arriver, au moyen d'un arrangement direct avec vos adversaires politiques, à une solution favorable à la dignité et au bien-être de Nicaragua et des nations sœurs qui mette fin au conflit actuel, que nous tous Centre-américains voyons avec tristesse. Nous envoyons aujourd'hui le même appel aux chefs de la révolution dans la conviction que vous et eux inspirerez vos résolutions dans l'abnégation et au nom de la Patrie commune.—*Ricardo Jiménez, Máximo Fernández, Carlos Durán, Bernardo Soto, F. A. Tinoco, Manuel Diéguez, A. Skinner Klee, Leónidas Pacheco, Enrique Pinto, Manuel Castro Quesada, Carlos María Jiménez, F. J. Alvarado.*»

RÉPONSE.

«Messieurs les licenciés Ricardo Jiménez, Máximo Fernández, Carlos Durán, Bernardo Soto, F. A. Tinoco, Manuel Diéguez, A. Skinner Klee, Leónidas Pacheco, Enrique Pinto, Manuel Castro Quesada, Carlos María Jiménez, F. J. Alvarado.—San José de Costa Rica.—J'ai l'honneur de vous confirmer réception de votre patriotique télégramme par lequel et en raison des circonstances difficiles de Nicaragua, vous m'encouragez à mettre à part tout intérêt particulier pour ne tenir compte que de notre dignité et des intérêts communs de Centre-Amérique en présence de la menace imminente d'un pouvoir étranger qui en mettant le pied sur notre territoire s'établirait en souverain sur toute l'Amérique centrale.

»Je vous assure que moi, pour ma part ainsi que mes amis nous avons été en dispositions de faire tous les sacrifices pour mettre un terme à cette cruelle guerre civile qui nous rabaisse et cela surtout pour éviter le mal irréparable que vous prévoyez; mais les rebelles du département de Zelaya, réduits à Rama et Bluefields, sans faire cas à notre appel patriotique, se sont montrés intransigeants et ont refusé d'accepter un candidat appuyé par l'Assemblée Nationale et la majorité du pays capable comme pas un de faire un bon gouvernant. Malgré cela nous continuerons à faire tous nos efforts pour atteindre le noble but que nous poursuivons, car je suis irrévocablement disposé à donner ma démission; c'est dans ce louable but que nous vous prions de continuer à nous prêter votre valeureuse coopération.

»Agréez l'expression de ma considération distinguée.—*J. S. Zelaya.*»

Le Congrès en possession de mon message chargea la commission correspondante de présenter son dictamen qui fut approuvé comme suit:

«L'Assemblée Nationale Législative décrète:

»Art. 1^{er} Accepter la démission du Président de la République, Général Mr. José Santos Zelaya, pour tout le temps qui manque pour achever la période constitutionnelle de la Présidence.

»Art. 2^{ième} Féliciter le Général Zelaya, par notre vote, des grands services rendus à la Patrie.

» Fait dans la Salle des Sessions.—Managua 20 décembre 1909.—*Santiago Argüello*.—(D. P.)—*Federico Sacasa*.—(D. S.)—*J. R. Sevilla*.—(D. S.)

» Ordre d'afficher.—Palais National.—Managua 20 décembre 1909.—*J. S. Zelaya*.—Le Ministre général, *J. Irias*.»

* * *

Le décret antérieur fut précédé du projet suivant:

«Citoyens représentants:

» Vous nous avez honoré de la commission spéciale de vous présenter dictamen, comme représentants de la volonté nationale, sur l'exposé du Président de la République, Général J. S. Zelaya, document important et transcendantal par lequel le chef de l'Etat expose son désir de renoncer au Pouvoir exécutif et vous prie de désigner une autre personne titulaire de la Présidence selon l'art. 78 de la Constitution et pour le temps qui reste à s'écouler jusqu'à la fin de la période présidentielle.

» Les raisons que présente le Général Zelaya pour justifier une si grave détermination sont: que le pays est en proie à une révolution qui menace la souveraineté nationale, opérant en complicité avec une nation étrangère, et que les chefs de la révolution ont déclaré qu'ils déposeraient les armes quand il se retirerait de l'Administration publique.

» A notre opinion, l'attitude du Général Zelaya est digne de tous les applaudissements et de la reconnaissance nationale, car il préfère avant que son nom serve de bannière révolutionnaire pour ensanglanter le pays par une guerre fratricide qui le consume et sert de prétexte à un gouvernement étranger pour intervenir dans nos affaires intérieures au préjudice de l'indépendance, de la souveraineté et de la dignité de Nicaragua, il préfère se sacrifier personnellement.

» Vu les circonstances difficiles auxquelles fait allusion Mr. le Président Zelaya dans son noble et généreux exposé, nous jugeons qu'il est indispensable pour la défense et l'honneur de la Nation, d'accepter son sacrifice patriotique personnel tout en applaudissant son attitude altière, qui répond à ses antécédents historiques de clairvoyant chef du parti libéral et de zélé gouvernant de notre pays durant une longue période administrative, pendant laquelle il a su élever très haut le nom de la Patrie et servir avec une constance sans défaillance la cause du progrès et de la civilisation, et nous protestons à notre tour de toute la force de nos cœurs contre la violence morale et matérielle qu'en abusant de sa puis-

sance immense et de notre infime faiblesse, le gouvernement des Etats-Unis prétend exercer sur nous sous le nom mystifiant de panaméricanisme et qu'il prend pour bannière dans la défense des petites Républiques contre les puissances européennes.

» En vertu de ce qui précède et comme résumé de nos idées, nous vous présentons le suivant projet de loi :

« L'Assemblée Législative, prenant en considération les circonstances » difficiles que traverse la République, ainsi que le patriotique exposé du » Général Président J. S. Zelaya, dans lequel il manifeste que pour la » sauver il est disposé à démissionner, décrète :

» Art. 1^{er} On accorde la permission au Général J. S. Zelaya de se » retirer pour le temps qui manque pour achever la période présidentielle » selon l'article 78 de la Constitution et de déposer le Pouvoir aux mains » de la personne désignée par cette Assemblée.

» Art. 2^{ème} On vote des remerciements au Général J. Santos Zelaya » pour ses éminents services à la Patrie comme gouvernant.

» Art. 3^{ème} La République de Nicaragua proteste devant le monde » entier contre l'ingérence dans les affaires intérieures du pays que le » gouvernement des Etats-Unis a prétendu exercer. »

» Voici notre dictamen et prions les représentants du peuple de nous croire ses meilleurs serviteurs. »

* * *

« Assemblée Nationale Législative :

» Ce que vous achevez d'entendre lire est le projet de dictamen que le Colonel Félix Pierre Zelaya R. et les docteurs Francisque Wassmer, Léopold Ramirez M. et Lucien Gómez invitèrent à écrire à leur compagnon soussigné. Mais comme messieurs mes collègues n'acceptèrent pas beaucoup des idées de cet écrit ni la protestation qu'il renferme contre le pouvoir abusif des Etats Unis se mêlant à nos affaires intérieures, je me permets de proposer ce projet de dictamen comme mon vote particulier et comme l'expression de mes sentiments de Nicaraguayais, ainsi que de mes devoirs de représentant du peuple.

» Quand un pays n'ose pas protester contre la menace à ses droits parce qu'elle vient pourvue du cachet d'une puissance formidable, ce pays n'a pas droit à l'existence dans le concert des nations du monde entier et il prêt à passer sous le joug de la domination étrangère et disparaître comme tel de la géographie sous l'infamie de l'humiliation et de la peur.

»C'est pourquoi je veux faire consigner comme représentant du peuple nicaraguayais ma voix de protestation et mon cri d'indignation contre l'iniquité de la force qui se présente dans nos plages comme une menace de notre autonomie, comme une négation de notre indépendance, comme un abus du puissant qui abuse irrévérencieusement de la faiblesse d'une République naissante.

»Managua 21 décembre 1909.—*M. C. Matus.*»

* * *

Le Pouvoir déposé le 21 décembre, je partis de la République trois jours plus tard, c'est à dire le 24, non seulement pour accomplir ce que j'avais promis, mais encore pour éviter que ma présence fût un obstacle pour les arrangements qui pourraient se produire.

Dans la baie de Corinthe la canonnière mexicaine *Général Guerrero*, que Mr. le Président Général Díaz avait mis généreusement à ma disposition, m'attendait.

Les Américains, voulant déflorer la spontanéité du trait de courtoisie de l'illustre personnage, exigèrent alors au Ministre de Mexique à Managua Mr. Carvajal et Rosas que j'adressasse une sollicitude d'asile au commandant de la canonnière, ce que je fis sans inconvénient pour éviter des difficultés.

Jem'arrêtedans ces détails car la légèreté de quelques correspondants télégraphistes des agences américaines a fait croire que je fus destitué par le Congrès et que je partis de mon pays en déserteur.

Non seulement j'arrivai à Corinthe avec un groupe considérable d'amis et de la garde d'honneur, mais encore je leur offris, avant d'embarquer, un banquet auquel assistèrent le Ministre du Mexique Mr. Carvajal et Rosas et le commandant de la canonnière et officiers du *Général Guerrero*.

Il me faut également faire constater qu'à mon départ de Corinthe on me rendit les honneurs dûs à mon rang de Président, et quand le bateau qui me conduisait, passant entre les navires de guerre américains, arriva à la hauteur d'un navire anglais, le *Sherwater*, l'équipage de ce dernier présenta les armes conformément aux usages internationaux.

Dans la matinée du 27 nous arrivâmes à Salina Cruz, où l'on me fit, autorités et habitants, une réception excessivement cordiale.

Le soir du même jour je continuai mon voyage vers la capitale, où j'arrivai le 29 au matin et fus, là bas aussi, l'objet de gentilles manifes-

tations, tant de la part de la colonie centre-américaine que des citoyens de la noble patrie de Juárez.

Pendant mon séjour dans la capitale où la civilisation et le progrès se sont installés en maîtres je fus l'objet de nombreuses manifestations d'estime de la part de la société et du peuple en général envers qui j'accomplis mon devoir et m'honore en leur manifestant ma profonde et éternelle gratitude tout spécialement envers l'insigne et vénérable Président de la République, à qui cette nation prospère doit toute sa grandeur présente et l'acheminement vers son glorieux et brillant avenir.

Après un séjour d'un mois dans la ville de Mexico je partis pour l'Europe et à mon arrivée en Espagne la presse m'a dédié des phrases courtoises et chevaleresques. C'est en Espagne que je publie ce livre, dont la documentation doit jeter la lumière sur tout ce qui s'est passé au Nicaragua pendant la révolution.

C'est le cas de se demander à présent à qui la fameuse note du Secrétaire d'Etat de l'Amérique du Nord a été le plus nuisible, ou à moi, qui ai fait toutes sortes de sacrifices et ai abandonné le Pouvoir pour éviter la continuation de la guerre et surtout la profanation du sol de ma Patrie par les soldats «yanquis», ou au politique bouillant qui lance une note d'un ton inconnu dans les Chancelleries et qui donne crédit, sinon à son incompetence d'homme d'Etat, du moins à son esprit arbitraire et au fait de signaler un itinéraire en désaccord avec les démocratiques des fondateurs de la grande nation américaine.

A propos de cela écoutez les phrases suivantes de Mr. Vargas Vila, sommité des lettres et de la politique hispano-américaines, dans son journal *Némesis*, sous le titre de «Balance lugubre»:

«Est-ce un homme qui tombe? Non! C'est un drapeau qui se dresse, un parti qui se décapite, un peuple qui s'outrage; c'est Zelaya qui se retire du Pouvoir après sa prodigieuse chevauchée victorieuse. Devant qui? Devant quoi? Devant la trahison? Non! Ce fut lui qui la vainquit... Devant l'invasion? Non! Ce fut lui qui la détruisit en plusieurs endroits... Devant quoi donc? Devant l'intervention... Son duel formidable était contre les Etats-Unis et ceux-ci l'ont vaincu... Peut-être ai-je mal parlé: il les a vaincu par son abnégation après les avoir vaincus avec son épée... Il sut ajouter à la vertu de l'héroïsme la vertu du sacrifice et après avoir fait mordre la poussière dans les batailles au «yanqui» aventurier, par la puissance de sa valeur et de sa stratégie, il a fait mordre la poussière à la diplomatie «yanqui» par le seul pouvoir de sa vertu...

»Tous les rêves du «yanqui» sont en déroute par la renonciation de

Zelaya, cette dernière bataille du civisme dans laquelle le chef vainqueur se retire pour enlever tout prétexte à l'envahisseur de ne pas étrangler la Patrie entre ses doigts...»

* * *

Quant à ce qui rapporte au cas de l'insolite note de Mr. Knox vis à vis du droit des gens, rien n'est plus à propos que ce qu'écrit un journal français qui se publie au Mexique, *Le Courrier du Mexique*:

«Les circonstances dans lesquelles le Général Zelaya a dû abandonner le Pouvoir et s'exiler sous la pression non seulement morale, mais encore matérielle des Etats-Unis, soulèvent de grandes questions du droit des gens ou international. En effet; ces circonstances se trouvent en flagrante contradiction avec les trois axiomes du droit des gens qu'il n'avait jusqu'à présent jamais été nécessaire de discuter:

»1° Aucune autre nation n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays.

»2° Aucune nation n'a le droit de juger le chef de l'Etat d'une autre nation pour ses actes de gouvernant.

»3° Les étrangers qui prendront part dans les luttes intestines d'un peuple ne peuvent avoir droit à la protection de leur gouvernement. (C'était le cas de Cannon et Groce.)

»Les bonnes relations entre les peuples civilisés dépendent essentiellement du respect que l'on a pour ces trois points. C'est ainsi qu'on conçoit facilement comment ce précédent créé à Nicaragua a causé et continue à causer une si grande commotion dans l'Amérique latine.»

Et quant à l'agressif orgueil de l'impérialisme «yanqui» on pourra terminer avec l'important journal mexicain *México Nuevo*, dans son numéro du 11 décembre de l'an dernier:

«U. S. A. Upon all Rights! Malgré que ce soit au mépris du droit des gens et en manquant à une souveraineté étrangère l'oncle Samuel, jamais assez vanté, veut que l'Amérique espagnole comprenne une fois pour toutes que les Etats-Unis feront ce que bon leur paraît, confiants en leur force et sans se préoccuper des brusqueries qui vont de pair avec leur politique. Les nations américaines, du Rio-Bravo jusqu'au cap Horn, doivent être sur leurs gardes en face du colosse «yanqui» et pour la Justice et la Race elles devraient s'allier pour opposer une digue à la tutelle croissante que les Etats-Unis cherchent à exercer sur elles à la face du monde civilisé.»

J. S. Zelaya.

DOCUMENTS VARIÉS

MANIFESTE

du Général J. S. Zelaya au peuple de Nicaragua

LE GÉNÉRAL J. S. ZELAYA AU PEUPLE DE NICARAGUA.

Concitoyens: Obéissant à un devoir sacré de patriotisme j'ai déposé les fonctions de Président de la République et de Commandant en chef de l'Armée de Nicaragua en la personne désignée par l'Assemblée Nationale.

Quoiqu'il y ait longtemps que j'aie annoncé à mes correligionnaires et amis politiques la ferme résolution d'abandonner le Pouvoir, que j'ai exercé pendant plusieurs années avec l'appui du peuple et du parti libéral, j'ai pensé qu'il serait convenable de ne pas attendre la fin de mon mandat pour éviter à Nicaragua des humiliations et des outrages d'une puissance étrangère et colossale qui s'opiniâtre à exercer une influence décisive dans la destinée de notre pays, chose que je n'ai pu ni ne pourrais tolérer si je restais à la tête du gouvernement.

Et comme ma résistance à accepter cette tutelle injustifiable et ma fermeté à maintenir toujours haute la dignité de la République ont irrité la mauvaise foi du gouvernement impérialiste, qui essaye de rendre les nations latines tributaires jusqu'à tel point qu'il a jugé mon séjour à la tête du gouvernement comme prétexte suffisant pour débarquer des troupes dans notre territoire, je démissionne volontiers et m'éloigne de la gestion des affaires publiques convaincu qu'ainsi j'évite des déboires et une ignominie à mon pays.

Vous savez tous que grâce à une trahison infâme, car toute insurrection du subordonné en face du supérieur sera toujours trahison, quel que soit le prétexte qu'on invoque, une révolution composée de libéraux et de

conservateurs, dont le but était ostensiblement de me faire démissionner, éclata à Bluefields au mois d'octobre dernier.

Dès le moment où le gouvernement fut informé de cette criminelle entreprise, dans laquelle non seulement prenaient part des Nicaraguais, mais encore des étrangers et des aventuriers, il put organiser et équiper des forces considérables pour mettre ce mouvement en déroute aussi bien dans la région du Nord que dans celle de l'Est et cela pour la seule et simple raison que la plupart des Nicaraguais, indignés par cet acte scandaleux, qui mettait en péril la souveraineté nationale par la démembration de la Côte Atlantique, où il ne manque pas d'adversaires de Nicaragua, accoururent aux armes animés du plus noble et du plus élevé patriotisme.

C'est pourquoi en peu de jours les rebelles furent repoussés partout et furent obligés de se retirer à leurs positions primitives, derniers boulevards de leur pouvoir éphémère.

Malheureusement, quand le jour était proche où notre armée devait couronner son œuvre de réparation en rétablissant la paix et l'ordre, un incident subit et inouï nous oblige à nous arrêter et à mettre le cap dans une autre direction pour sauvegarder les intérêts suprêmes de la Patrie. Menacés à l'improviste par une puissance qui, abusant de ses forces et de l'empire qu'elle exerce par le manque d'union des Républiques latino-américaines, est venue s'immiscer dans les affaires intérieures en prenant comme prétexte des offenses mensongères qu'il aurait essuyées de notre part.

En effet, le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, sans demander d'explications à celui de Nicaragua et sans passer par la réclamation, car alors nous étions avec lui en relations amicales et nous venions de mener à bonne fin l'arrangement de la question Geo Emery à l'occasion de quoi il nous félicita, envoya à notre Chargé d'Affaires à Washington une communication excessivement blessante et dure, signifiant la rupture diplomatique et lui fait remettre son passeport.

Le Ministère correspondant a déjà fait de cette note les commentaires mérités dans une circulaire expédiée aux gouvernements latino-américains; mais je crois convenable de me rapporter à cette note pour réfuter avec la plus vive énergie les accusations violentes, incorrectes et surtout injustes qu'on y dirige contre ma personne et mon gouvernement.

Avant tout, comme Nicaraguais, comme Centre-américain, comme fils de l'Amérique latine, je proteste devant le monde contre l'ingérence in-

due du gouvernement des Etats-Unis dans les affaires intérieures de notre pays jusqu'au point de nous juger politiquement de sectaires; je proteste contre la menace qui y est insinuée et qui s'est réalisée de la manière la plus explicite et catégorique par le débarquement de troupes américaines pour changer le régime actuel de Nicaragua et faire placer à la tête du gouvernement une personne digne de son estime et de sa confiance.

Le gouvernement américain, manquant à tous les droits et aux plus simples notions de politesse internationale, nous a infligé un outrage que le bon-sens de son peuple réprouvera sévèrement en s'inspirant d'un esprit d'équité et de justice, quand il connaîtra mieux les faits aujourd'hui défigurés par la passion et les intrigues de mes ennemis.

*
*
*

Le Cabinet de Washington me rend responsable dans sa note de manque de considération envers son gouvernement et d'actes indignes qui l'obligèrent à retirer son Ministre plénipotentiaire de notre capitale.

Rien de plus inexact que cette assertion.

Tout le monde sait comment on reçoit un Ministre à Nicaragua, et spécialement celui des Etats-Unis, et comment on le traite et on le fête pour lui rendre son séjour charmant au milieu de nous.

Le dernier Ministre que nous eûmes ici fut Mr. John Gardner Coolidge, qui manifesta dans sa communication pour prendre congé la satisfaction qu'il éprouvait pour l'accueil courtois qu'on lui avait fait et le ton si expressif qu'il y mit ne laissa flotter aucun doute autour de sa sincérité.

Voici la note du Ministre Coolidge:

«Légation américaine.—Managua de Nicaragua le 21 novembre 1908. Excellence: J'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement ayant accepté ma renonciation au service diplomatique des Etats-Unis, j'ai déposé la Légation aux soins de Mr. John Hanaford Gregory, Jr., qui agira en qualité de Chargé d'Affaires.

»Je profite de cette occasion pour remercier V. E. et son gouvernement de l'assidue courtoisie avec laquelle on m'a traité depuis mon arrivée ici et je désire une fois de plus réitérer à V. E. l'expression de une grande estime.—*John Gardner Coolidge*, Ministre américain.—A Son Excellence Rodolphe Espinosa, Ministre des Relations Extérieures, etc., etc. Palais National.»

S'il y a quelqu'un qui ait eu le droit de se plaindre, ce fut le gouver-

nement de Nicaragua (1) d'abord Mr. W. L. Merry à l'occasion de l'affaire Emery envoya des notes quelque peu dures et peu amicales et ensuite Mr. Gregory s'appuyant sur des plaintes sans fondement en arriva jusqu'à l'insolence. Le gouvernement eut connaissance de la chose et ne s'intéressa même pas à prendre en considération la plainte présentée. Ce même gouvernement alla jusqu'à nous menacer de la rupture de nos relations parce que nous opposions résistance à un projet d'arbitrage au sujet de préjudices imaginaires.

Quoique mon gouvernement ait exécuté toutes ses obligations stipulées dans les conventions de Washington, le gouvernement américain m'accuse de les avoir négligées dès qu'elles se signèrent. Toutefois il ne produit pas de preuve à cet effet pour justifier son assertion. Ce qui est un fait notoire c'est que les gouvernants de Guatemala et San Salvador furent les premiers à ne pas tenir compte des conventions en promouvant et tolérant la révolution que l'on fit éclater en Honduras. Il est vrai que la cour de Cartago les grâcia; mais la conscience publique les condamna sans appel.

Le gouvernement de Washington apprécie très durement ma conduite dans l'administration intérieure du pays. Il n'a vu les choses qu'à travers du prisme de la passion de mes ennemis qui ont réussi à le prendre au piège.

J'avoue que, en tant qu'homme, j'ai pu commettre des fautes dans mon administration; mais je dois dire que je me suis toujours inspiré des intentions les plus droites et que j'ai tâché d'imprimer à tous mes actes le cachet d'un esprit de justice ample et calme.

Chef d'un parti politique innovateur et progressiste, je ne me suis jamais écarté de ses principes; cependant dans mon œuvre administrative je me suis fait seconder par des hommes de toutes les nuances, jusqu'au conservateur lui-même qui a contribué en ma faveur pour le rétablissement de la paix. En résumé, j'ai gouverné avec tout le monde et tous les éléments sont responsables s'il y a responsabilité et seront à l'honneur s'il nous est réservé.

Les emprisonnements auxquelles fait allusion le gouvernement de Washington ont été dictés dans le seul but de conserver l'ordre public. Ils ont été la conséquence de nombreuses conspirations avortées, de plans d'extermination criminels et découverts à temps et de vraies révolutions

(1) On fera suivre à la fin quelques documents qui prouvent cette assertion et qui démontrent la correction du gouvernement de Nicaragua et sa bonne volonté vis à vis des Etats-Unis.

fomentées dans le pays dans lesquelles les consuls américains ne dédaignaient pas prendre part d'une manière dissimulée.

Les faits se sont vérifiés d'une manière évidente et jamais pour des motifs politiques je n'ai fait usage des droits que la loi me concédait pour punir sévèrement les coupables. Et comme pour me justifier pleinement les personnes compromises une fois mises en liberté grâce à la clémence du gouvernement confessaient leur culpabilité et bien des fois je fus applaudi par tout le monde par la magnanimité avec laquelle j'ai traité mes ennemis.

La mort des filibustiers Cannon et Groce, que m'attribue le gouvernement américain, est le résultat d'un jugement dans lequel les accusés ont eu toute liberté de déclaration et dans lequel on n'a omis aucune formalité légale.

Ils étaient révolutionnaires, comme l'affirme officiellement le gouvernement américain dans la note du Secrétaire d'Etat, et ils figuraient comme les chefs principaux du mouvement insurrectionnel, auquel ils prêtaient les excellents services de leur activité et de leur intelligence en levant des plans topographiques et ceux des fortifications; ils étaient bons tireurs et c'étaient les seuls chargés de manipuler les machines infernales qui servaient pour les mines explosives qui firent tant de mal aux forces gouvernementales.

De sorte que Cannon et Groce expièrent leur délit de la manière signalée dans notre Code militaire: par la peine de mort.

En plus d'avoir été des chefs révolutionnaires importants il retomba sur eux la responsabilité d'un fait criminel horrible: il s'agissait de faire voler à la dynamite nos navires chargés de troupes qui auraient succombé presque totalement dans les syrtis du fleuve Saint-Jean si par hasard et par la grande habileté dans le mouvement d'un des vapeurs on n'était arrivé à croiser rapidement le lieu où la mine fit explosion.

Ces individus ne pouvaient être assimilés à des prisonniers de guerre que l'on fait à l'ennemi dans une bataille rangée entre deux nations: c'étaient des filibustiers au service d'une révolution intestine, payés pour faire des ravages et semer la mort; des mercenaires étrangers qui venaient augmenter nos malheurs, non par amour à un pays qui n'était pas le leur, mais pour obtenir une récompense des rebelles et des traîtres qui ensanglantaient notre sol national.

La sentence que le Conseil de guerre prononça contre eux est conforme à nos lois militaires; les accusés confessèrent leur culpabilité et manifestèrent clairement et par écrit qu'ils avaient été traités avec les plus grandes considérations et égards pendant leur prison.

Mon unique intervention dans cette pénible affaire fut de nier la grâce que sollicitèrent les coupables, car ce droit est une prérogative du Président de la République et que je crus et crois encore qu'elle était juste et qu'elle devait être exécutée, surtout en face de l'ennemi, et qu'il fallait la mesure extrême d'une exécution de deux coupables ayant fait des aveux pour maintenir l'ordre et la morale dans l'Armée.

Comme Cannon et Groze étaient révolutionnaires, ils perdirent de ce fait tout droit à la protection de leur pays selon la loi américaine et il n'y a donc pas de raison pour que les Etats-Unis crient à l'offense. De toutes manières, le gouvernement de Washington aurait bien pu, avant de rompre les relations diplomatiques, avoir entamé une réclamation.

La raison du plus fort est toujours la meilleure.

Lors de l'explosion du *Maine*, on ne trouva même pas un fil de fer, pas une seule pièce à conviction qui prouva qu'il y avait eu crime. Mais le seul fait que le bateau se trouvait dans les eaux de Cuba suffit pour provoquer la déclaration de guerre à l'Espagne et faire des milliers de victimes.

A Nicaragua on capture en rase campagne deux chefs révolutionnaires, on trouve la mine ainsi que les appareils pour la faire fonctionner, on prend les coupables en flagrant délit et ceux-ci confessent leur délit; cependant le gouvernement américain ne trouve pas juste qu'on leur applique le châtiment que la loi impose, sans doute, parce qu'il s'agit de deux américains.

Depuis quelque temps je suis au courant que certains chefs d'Etat de Centre-Amérique, se sentant impotents pour me renverser, ont fait des démarches à Washington, poussés par le désir de se consolider à un poste qu'ils occupent malgré la majorité de leurs concitoyens, et, au moyen de faux-témoignages et d'une supplique honteuse, ont demandé au gouvernement des Etats-Unis de protéger la révolution chez nous qui aurait pour objet de provoquer l'intervention américaine.

La dernière note du Secrétaire d'Etat américain confirme ces procédés criminels et dégradants.

Que l'Histoire puisse flageller quelque jour ces gouvernants antipa-

triotiques et traîtres à la cause de la race et de l'indépendance latino-américaine et que les peuples libres leur jettent l'anathème!

La rébellion de Bluefields a compté sur l'aide et les sympathies américaines, à tel point que le gouvernement des Etats-Unis, non seulement a toléré l'envoi de matériel de guerre, mais encore a, dans un document officiel, qualifié cette insurrection de fidèle représentant de l'opinion publique de Nicaragua; loin de là ce ne fut qu'une tumulte de dissocation de quelques Nicaraguais sans prestige et traîtres à leur pays. En fin, profitant de l'exécution des deux aventuriers comme prétexte, on rompt les relations diplomatiques avec nous et on nous menace avec tout un luxe de forces.

En face d'une telle situation le patriotisme m'imposait le devoir de renoncer à la présidence de la République et c'est ce que je fis pour consacrer les progrès du conquérant étranger, car il serait insensé de nous opposer avec nos faibles ressources à une puissance qui est pour nous colossale.

Mais que le monde sache que, s'il nous manque des forces matérielles, par contre, nous abondons en patriotisme et nous avons la conscience de l'honneur et du droit.

Que mon successeur puisse, la paix et le calme rétablis, porter facilement cette lourde charge et tâcher constamment de mener de l'avant la dignité et l'indépendance de la République, offertes en holocauste à une puissance étrangère avec autant d'imprudence que de manque de patriotisme par des gens qui ne raisonnent pas sur l'avenir et la solidarité de Centre-Amérique.

Quant à moi, je retourne à la vie privée, calme et serein. Je comprends bien qu'après mon abandon du Pouvoir suprême ceux qui prouèrent leur impuissance pour me renverser par la révolution et même par le concours de pouvoirs étrangers lèveront la voix pour m'injurier et me maudire dans tous les tons de la passion déchaînée. Mais je saurai affronter avec fermeté d'âme cette tempête qui est le partage de ceux qui comme moi descendent de leur haute situation après une longue et constante lutte dans laquelle ils sont arrivés à dominer les ambitions et lever glorieusement le drapeau du parti.

Je répète ma protestation solennelle contre l'injustice dont nous sommes victimes et je sou mets sans crainte ma cause au critérium des hommes de bien et à la rectitude inflexible de l'Histoire.

Concitoyens: Je me sépare de vous en laissant le pays dans les larges voies du progrès et des réformes.

Restent, comme souvenir de mon administration, les chemins de fer nouveaux qui ont développé le commerce, l'agriculture et la prospérité du pays; les écoles primaires supérieures, élevées à un niveau incomparable et les élémentaires disséminées partout dans les villages et les hameaux; restent les principes du droit moderne consignés dans notre Code, la question de limites avec Costa Rica, qui est déjà réglée, et celle qui est encore pendante avec Honduras touche à sa fin; restent, enfin, le pays sillonné de lignes télégraphiques et téléphoniques, le crédit relevé et l'Armée réorganisée, qui est une véritable garantie de nos institutions et un moyen de défense pour l'intégrité du pays.

Et, en fin de compte, voici réincorporée la Mosquitia, qui est le plus beau blason de mon gouvernement et qui est une véritable gloire latino-américaine.

Quand je fus appelé à exercer mon activité les temps étaient durs et il fallait construire et démolir à la fois. Si je n'ai pu faire tout ce que j'aurais désiré, je me contente d'en laisser les fondements posés, dans l'espoir que mon illustre successeur saura diriger tous ses efforts vers le couronnement de notre œuvre commencée.

Je déclare que je conserverai toujours les meilleurs souvenirs des fils du peuple valeureux, travailleurs et honnêtes, entre lesquels j'ai trouvé toujours l'aide la plus forte et la plus sincère; j'ai un vif plaisir également à publier ma gratitude pour l'Armée, qui accourut toujours prête et bien disposée pour la défense du pays et de ses institutions et qui sut par son abnégation et son héroïsme fatiguer la victoire sur les champs de bataille et maintenir haut et ferme le glorieux étendard de la Patrie.

Je désire pour ma chère Nicaragua des jours de paix et de bonheur au travers des sombres menaces qui obscurcissent ses beaux et purs horizons; j'aspire voir toujours flotter le pavillon rouge du libéralisme sur les cimes de l'Administration publique, et si, par malheur, notre indépendance et notre autonomie étaient sur le point de faire naufrage dans le torrent envahisseur de la conquête, sachez que je serai avec vous pour dédier ma vie et mes énergies à la défense de la Patrie!—*J. S. Zelaya*.—Managua 22 décembre 1909.

LES INSOLENCES DE GRÉGORY ET LA DIGNITÉ DE NICARAGUA.

«Légation américaine.—Managua de Nicaragua, F. O., n° 41.—Managua 2 février 1909.—Excellence: Vu la note dirigée par le Secrétaire d'Etat le 31 décembre dernier au Ministre de Nicaragua à Washington,

relative à la discussion prolongée, et à ce qu'il semble, à un délai inutile de la part du gouvernement de V. E. pour soumettre à l'arbitrage la réclamation Emery, j'ai l'honneur de vous annoncer de la part de mon gouvernement que, considérant les objections opposées par celui de Nicaragua, le fait de n'avoir pas donné suite à la convention qui s'était établie de soumettre l'affaire à l'arbitrage expose notoirement votre conduite à la tangeuce à la mauvaise foi.

» Etant donné le caractère des négociations de la part du gouvernement de Nicaragua pour en arriver à l'arbitrage de la question Emery, mon gouvernement croit qu'il ne vaut pas probablement la peine de continuer celles du Traité de Commerce, etc., entre les Etats-Unis et Nicaragua.

» Je profite de cette opportunité pour réitérer à V. E. l'expression de notre haute considération.—*J. H. Grégory, Jr.*—A S. E. Frédéric Sacaça, Ministre des Relations Extérieures, etc., etc.—Palais National.»

Réponse.

«Managua 6 février 1909.—Monsieur: J'ai l'honneur de me rapporter à votre communication, du deux courant, au sujet de l'affaire Emery et Cie.

» Elle a produit une profonde surprise à mon gouvernement par les termes dans lesquels elle est rédigée et qui sont de tous points bien peu mérités et il n'a pas pu échapper à cette impression pénible, surtout parce qu'il provient d'un gouvernement qui a toujours joui des sympathies de Nicaragua.

» Mon gouvernement regrette que son attitude dans la discussion des bases du protocole, qui n'a d'ailleurs été que la bien naturelle de vouloir exclure la portée additionnelle qu'on a voulu donner à son véritable compromis, ne s'estime pas à sa juste valeur, et qu'on lui impute des choses qui tendent à endommager la bonne foi dont il use dans toutes les affaires de l'Etat.

» Mon gouvernement considère qu'il aurait autant de droits de se plaindre lui-même des procédés dilatatoires que le vôtre emploie, car les allégations, les projets et contre-projets se sont échangés de part et d'autre sans satisfaire jamais à aucune des parties. Enfin, pour qui jugerait impartialement, mon gouvernement aurait encore à son actif l'avantage d'avoir condescendu à soumettre à l'arbitrage international une question qui était jugée légalement en sa faveur.

»Si cette déférence, notre adhésion à ce que Washington soit choisi comme siège du tribunal et le fait que le principal arbitre connaisse la langue anglaise sans se préoccuper de l'espagnol, si, enfin, toutes ces circonstances et autres analogues également défavorables pour nous sont les raisons qui empêchent tout intérêt à continuer les négociations du Traité général de commerce avec nous, mon gouvernement le déplore sincèrement et devra se limiter à constater que cette interruption se devrait seulement à une détermination inexplicable du gouvernement.

»Je vous reitère, monsieur, l'expression de ma considération distinguée.—*Federico Sacasa*.—Honorable Mr. J. H. Grégory, Jr., Chargé d'Affaires des Etats-Unis.—E. V.»

Eclaircissement.

«Managua 17 mars 1909.—Monsieur le Ministre: J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de V. E. en date d'hier et dans laquelle vous daignez me faire connaître que Mr. le Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique dans cette capitale, et en date du 12 courant, envoya à Votre Excellence la copie d'une note envoyée par le Département d'Etat au Ministre de Nicaragua à Washington le 31 décembre dernier, relative à l'affaire Emery et dans laquelle on se réfère à celle du 7 du même mois que j'ai envoyée, en ma qualité de Ministre de la République, au même Département.

»V. E. exprime la surprise que la-dite copie lui a causée vu l'affirmation de Mr. le Ministre Espinosa au sujet de la non-existence de cette note dans les archives de la Légation et me prie de lui dire ce que j'en sais.

»En réponse j'ai l'honneur d'informer V. E. qu'aussitôt au courant de la note en question je me rendis au Ministère d'Etat, où j'eus une conférence avec le Secrétaire Root qui, prenant mon raisonnement en considération, disposa qu'elle fut retirée, ce qu'il ordonna immédiatement. Le Chargé d'Affaires lui-même confirme mon assertion en regrettant de n'avoir reçu que très tard les instructions de son gouvernement à cet objet et m'assure aujourd'hui au moment de partir qu'il l'a exprimé verbalement à V. E. et a ordonné au Consul Olivares qu'il en fasse communication par écrit.

»Conséquemment la note en question n'a pas été reçue à la Légation, ni figure dans les archives; je n'ai pas informé sur elle et elle ne doit, par le fait, faire partie de l'affaire Emery.

»Je suis reconnaissant à V. E. des phrases bénévoles dans lesquelles elle rappelle les soins et les efforts que j'ai apportés pour remplir les fonctions qui me furent confiées et, en lui renouvelant l'expression de ma plus haute considération, je prie monsieur le Ministre de me croire son plus humble et plus dévoué serviteur,—*Luis F. Corea.*—
Ex. Mr. le Ministre des Relations Extérieures.—E. V.»

Rectification.

«Service Consulaire des Etats-Unis d'Amérique.—Managua de Nicaragua 22 mars 1909.—A S. E. le Dr. Frédéric Sacasa, Ministre des Relations Extérieures.—Monsieur: J'ai l'honneur d'informer V. E. que Mr. Grégory me donna ses instructions pour vous dire que, ayant pris congé définitivement, il ne croit pas compatible toute correspondance ultérieure, vu les relations tendues entre les deux gouvernements.

»Il me chargea de vous accuser réception de votre note du 12 courant par laquelle vous sollicitez une preuve de son assertion relative à la violation de la correspondance de la Légation et de dire que, en temps et lieu et s'il le croit convenable, le gouvernement des Etats-Unis la présentera.

»Mr. Grégory me chargea également d'informer V. E. que la note du 31 décembre au Ministre de Nicaragua à Washington fut retirée.

»Ceci rectifiera ce qu'il a dit dans sa note antérieure à propos de ladite note.

»Avec l'assurance de ma considération j'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,—*José de Olivares*, Consul américain.»

Langage inexplicable.

«Américaine Légation.—Managua de Nicaragua 20 février 1909.—Excellence: J'ai reçu ce matin une communication du chef du bureau des Télégraphes dans laquelle il excuse la conduite d'un employé au sujet d'une amende imposée à la Légation par le-dit bureau parcequ'elle ne s'y était pas fait inscrire, ce qui est d'ailleurs d'une absurdité évidente.

»J'ai l'honneur de vous exprimer qu'il ne m'est pas possible d'accepter ce que dit Mr. Ramírez et après ce qui s'est passé je dois le prendre pour une effronterie méprisable, car en raison de l'incident j'envoyais Mr. Caldera, vice-consul et attaché à cette Légation, s'informer de ce que pouvait bien être cette amende à la Légation. On fit attendre mon repré-

sentant une demi-heure ou plus pendant que Mr. Ramírez discutait sur une matière indifférente avec une personne de peu d'importance et quand enfin il se dirigea au vice-consul ses manières furent impolies comme ses paroles.

» Il dit à Mr. Caldera que le représentant diplomatique des Etats-Unis à Nicaragua devait aller à la Trésorerie et faire enregistrer son nom comme n'importe qui: ce qui d'ailleurs ne diffère en rien de ce qui arrive aux Etats-Unis. Je voulus bien attribuer cette conduite injurieuse de la part d'un employé de l'Etat à l'ignorance ou à une éducation négligée; cependant, il est un fait que nul employé de l'Etat ne s'aventurerait à une telle conduite vis à vis de la Légation s'il n'était inspiré de l'autorité supérieure. Nous savons que cette sorte de crudité devra être traitée, en raison de considérations élémentaires, avec la magnanimité et la tolérance que le grand sent pour le faible et le petit et c'est ainsi que les choses se sont passées pour bien des irrégularités des employés nicaraguais envers la Légation, comme par exemple, retards et mutilations de télégrammes, la violation de la malle de la Légation, opérant de la manière la plus brutale et le manque de relation entre nos politesses et celles qui nous sont dues, etc., etc.

» Il m'est véritablement pénible de m'adresser à V. E. dans des termes si différents de ceux de l'expression cordiale de ma première note d'il y a quelques mois et cela surtout en considérant l'estime sincère que j'ai pour elle. Mon prédécesseur immédiat se vit obligé à renoncer à son poste plutôt que de se voir obligé de continuer à maintenir ses relations avec le gouvernement de Nicaragua, car il croyait que sa dignité de gentleman en souffrirait. J'espère sincèrement ne pas me voir poussé à pareille extrémité (1).

» Je profite de cette opportunité pour réitérer à V. E. l'assurance de ma haute estime.—*J. H. Gregory, Jr.*, Chargé d'Affaires des Etats-Unis. A S. E. Frédéric Sacasa, Ministre des Relations Extérieures, etc., etc. Palais National.»

Réponse.

« Managua 25 février 1909.—Monsieur: Je me réfère à votre communication du 20 courant que je reçus le 22.

» D'abord il me faut vous dire quel n'a pas été mon étonnement en

(1) Par comble de scandale nous savons que celui qui a employé cette sorte de langage diplomatique est professeur de Droit international dans une université américaine.

voyant les jugements que vous y formulez et que je suppose n'être que l'effet d'un moment d'exaltation, car leur dureté ne répond nullement à la politesse et à l'élévation usuelles dans les communications diplomatiques de n'importe quelle nature.

» Mon étonnement a été d'autant plus grand que vous m'avez renou-
velé, il y a peu de jours encore de vive voix vos velléités de maintenir
les relations les plus amicales pendant l'exercice de vos fonctions et que,
guidé par ces désirs, vous ne vouliez donner aucune importance aux irrégularités que vous croyiez remarquer et qui sont précisément celles qui
motivent un pareil langage. Je me rappelle parfaitement les termes dans
lesquels vous me disiez que vous attribuez cela à l'ignorance et non à de
mauvaises intentions de la part des employés.

» Au début de l'incident de l'amende pour défaut d'inscription que
vous imposa la Direction des Télégraphes vous ne vous êtes pas adressé
à ce Ministère pour le mettre au courant de ce qui se passait. Dans
votre note du 8 courant vous ne fîtes que solliciter l'inscription, qui
vous fut immédiatement accordée, et en vertu de nos déclarations ver-
bales déjà mentionnées je tâchai de m'informer sur l'affaire; je ne
doute pas que ces démarches aient donné lieu aux excuses du Direc-
teur, ce qui signifie, de quelque manière qu'on le considère, des con-
sidérations pour vous et des explications très satisfaisantes. Après tout
cela votre attitude actuelle ne laisse pas d'être plutôt étrange et tout
en désaccord avec ce qui vient d'être exposé, ce qui ferait croire que
ces excuses auraient produit le mécontentement en cherchant la satis-
faction.

» Quant à la violation de la correspondance, j'ai attendu la preuve de
l'affirmation que vous nous en faites et que vous m'avez proposé de m'en-
voyer pour initier le procès correspondant. Puisque vous répétez par
écrit cette grave accusation et que vous y ajoutez celle de mutilation et
retard des télégrammes, je me suis adressé au Ministre des Travaux pu-
blics pour qu'il donne suite. Je ne mets pas en doute que vous mettez
à notre disposition les documents et renseignements qui serviront de base
à l'instruction.

» Je rejette votre assertion, comme gratuite et non fondée, «qu'il est
un fait notoire qu'aucun employé s'aventurât à se conduire de la sorte
avec la Légation américaine si ce n'était que sa conduite fut inspirée
par ordre supérieur». La Légation des Etats-Unis au Nicaragua est
traitée avec les considérations et le respect que mérite la représentation
d'un pays ami et en harmonie avec les coutumes internationales; et je

crois que ce fut seulement sans une mûre réflexion qu'on a pu lancer pareille accusation à mon gouvernement.

»Je note avec regret la part qu'a pris le vice-consul Caldera dans ce désagréable incident en tâchant d'irriter davantage vos sentiments.

»Mr. Caldera, qui est Nicaraguay, obtint l'exécuture par condescendance et, à ce qu'il paraît, il n'en use que pour oublier ses anciens liens et devoirs envers sa Patrie.

»En outre, il est très regrettable que vous me parlier de magnanimité et de tolérance du grand pour le petit dans une communication où vous ne faisiez pas allusion au gouvernement puissant que vous représentez.

»Mon gouvernement a déploré la retraite de votre prédécesseur, Mr. Coolidge, qui n'a jamais fait sentir dans l'exercice de ses fonctions la moindre prévention ni contrariété dans son commerce avec mon gouvernement; celui-ci également eut pour lui tous les égards. Mr. Coolidge en informant ce Ministère, par sa note du 21 novembre dernier, que son gouvernement avait accepté sa retraite, s'empressa d'exprimer dans ses sincères remerciements la constante courtoisie avec laquelle il n'avait cessé d'être traité dans notre pays: «I avail myself of this occasion
»to offer sincere thanks to Your Excellency, and to Your Excellency's
»Government, for the unfailing courtesy with which I have been treated
»since my arrival in this country...» Ce texte n'harmonise pas avec votre affirmation à ce sujet.

»Je termine en vous faisant part de la peine que mon devoir m'impose en m'obligeant à m'adresser à vous dans de pareils termes en tenant compte surtout de l'estime personnelle que j'ai pour vous et vous réitère ma plus distinguée considération.—*Federico Sacasa*.—Honorable Mr. J. H. Grégory, Jr., Chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis.—En ville.»

SUR LE CANAL.

«Légation des Etats-Unis d'Amérique. — Managua de Nicaragua 4 décembre 1901.—Ex. Mr. le Dr. Fernand Sánchez, Ministre des Relations Extérieures.—Managua.—Estimé monsieur: J'ai l'honneur de vous communiquer que j'ai reçu, en date du 30 novembre, des instructions pour vous faire des offres ultimes et décisives de six millions de dollars, en monnaie d'or des Etats-Unis, comme unique indemnisation, payables à 90 jours de vue après la ratification de la Convention à Washington, pour le droit de passage du Canal de Nicaragua, trois milles de

chaque côté, à partir du milieu conformément aux dispositions du projet de Convention du Canal qui accompagnait le protocole daté du 1^{er} décembre 1900 à Washington; il s'en suit que l'article 11 du dit projet, qui se réfère au paiement annuel de 100.000 dollars de rente annuelle, est éliminé par cette nouvelle offre de paiement au comptant de 6.000.000 de \$ faite ci-dessus qui tiendra son lieu et place et comme somme totale pour tout ce qu'a demandé le gouvernement de Nicaragua pour le droit de passage du Canal mentionné.

» Comme mon gouvernement attend votre décision pour que l'affaire puisse être soumise au 57^{ème} Congrès réuni à Washington, je prie Votre Excellence de vouloir bien me répondre le plus tôt possible.

» Agréez, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.—
William Lawrence Merry, E. E. et M. P. des E. U. A. »

Réponse.

« Managua 6 décembre 1901.—Numéro 925.—Monsieur: Nous vous accusons réception à ce Secrétariat de la communication de V. E. en date du 4 décembre courant.

» En réponse et sur les instructions de monsieur le Général Président j'ai l'honneur de communiquer à V. E. que l'offre de six millions de dollars, or américain, comme unique indemnisation, pour location de la zone du Canal par l'isthme de Nicaragua, sans que cela implique l'acceptation totale des bases du protocole en date du 4 décembre 1900 à Washington.

» Je suis de V. E., avec toute considération, le plus humble et dévoué serviteur, — *Fernando Sánchez*. — A S. E. Mr. William Lawrence Merry, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Nicaragua.—En ville.»

BONNE VOLONTÉ DU GOUVERNEMENT DE NICARAGUA.
POUR LA PAIX ET L'UNION.

Instructions spéciales communiquées par le Ministère des Relations Extérieures à Mr. le Dr. Rodolphe Espinosa R., Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Nicaragua près le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

I

Traitez de faire naître dans l'esprit du gouvernement américain la persuasion que l'Union Centre-Américaine ou bien, la constitution de la République de Centre-Amérique est le meilleur moyen de prétendre à une paix stable dans ces cinq pays.

Quant à la personne qui devrait commencer à gouverner ces cinq pays le Ministre Espinosa confirmera les manifestations faites antérieurement par le Président Zelaya et connues déjà au Département d'Etat, de renoncer au Pouvoir s'il était nécessaire pour la constitution de cette œuvre de patriotisme centre-américain.

II

En général, et toutes les fois que l'occasion s'en présentera, le Ministre Espinosa exposera les vœux du gouvernement de Nicaragua d'entretenir les meilleures relations d'amitié avec le gouvernement des Etats-Unis et son ferme désir que la souveraineté et l'indépendance effectives de cette République ne souffrent pas d'atteinte en conséquence des manifestations que le gouvernement des Etats-Unis a faites.

Ministère des Relations Extérieures.—Managua 3 décembre 1908.—
T. Matamoros J.—Vu et approuvé.—*J. S. Zelaya.*

Instructions communiquées par le Ministère des Relations Extérieures à Mr. Isidore Hazera, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Nicaragua près le gouvernement des Etats-Unis.

Première. Devra coûte que coûte convaincre le gouvernement américain du fait que le gouvernement actuel de Nicaragua abonde en sentiments sincères de franche amitié et de sympathie pour le peuple et le gouvernement des Etats-Unis. L'assertion intentionnée des ennemis de notre République que nous n'estimons pas à sa juste valeur le maintien

de toutes relations cordiales avec ce pays-là est dénué de tout fondement. La preuve de ceci est l'arrangement amical de l'affaire Emery, qui vient d'être mené à bonne fin, et vient aussi démontrer avec quelle sollicitude le gouvernement du Général J. S. Zelaya a pris soin de cultiver un commerce harmonieux entre les deux Républiques et de leur épargner le moindre froissement. Nous avons observé fidèlement les conventions de Washington et peut-être plus fidèlement que d'autres pays centre-américains qui n'entretiennent même pas de représentant diplomatique dans les autres capitales de l'Isthme afin de chercher à obtenir une vraie tranquillité et confraternité entre leurs gouvernements. Nous avons été les plus exacts à la création et au maintien de l'Office international de Guatemala et c'est nous qui sommes les interprètes de l'union définitive et de la concorde de Centre-Amérique. La distance et les machinations du Président Estrada Cabrera ont fait apparaître Nicaragua comme méfiante en face des bons services des Etats-Unis pour les affaires centre-américaines quant en réalité il ne s'agissait que d'éviter la fausseté des gouvernants de Guatemala et Salvador.

.....
Données à Managua le 25 octobre 1909.—*J. Irias*.—Vu et approuvé.
J. S. Zelaya.

Copie du procès intenté contre Léonard Groce, Lee Roy Cannon et Edmond Couture pour le délit de rebellion.

Le soussigné, Ministre de la Guerre, certifie que la cause instruite contre Léonard Groce, Lee Roy Cannon et Edmond Couture pour le délit de rebellion est littéralement comme suit et conforme à l'original:

«Raphaël César Médina, Général de brigade de l'armée du gouvernement constitué et chef en second de la division du Río. Le sieur Edmond Couture, citoyen français, de 48 ans, ingénieur civil, comparaît et déclare qu'il avait été pris au service de la révolution par Henri Espinosa, qui l'emmena jusqu'au Cap Gracias à Dios, où il ne s'occupa qu'à soigner les blessés; plus tard il fut conduit à Bluefields dans le même but et qu'il marcha avec les révolutionnaires de Chamorro parce qu'il désirait arriver à Managua ou à Costa Rica pour ne pas continuer à servir. De l'attaque à Cabo il dit que la garnison se battit héroïquement et qu'après deux heures de fusillade la révolution s'empara de la caserne où furent capturés le Gouverneur, Michel Arias, et le Major de la place, Indalecio Manzanares. A Bluefields on dit que Michel Arias et Midence Arias sont détenus, mais qu'on leur garde toutes considérations sans leur enlever même leurs revolvers et que Manzanares est libre. Que c'est là tout ce qu'il sait et signe cette déclaration à Boca San Carlos le deux novembre dix-huit cent neuf.—*Rafael César Medina.*—*Edmond Couture.*—Par devant moi, *Constantino G. Sáenz*, secrétaire spécial.»

«Par devant le Général Raphaël C. Medina, Général de brigade de l'armée de Nicaragua et chef en second de la division qui opère sur le fleuve San Juan, comparut à Boca San Carlos à huit heures dix minutes du matin du 2 novembre dix-huit cent neuf le colonel révolutionnaire Léonard Groce, qui déclara être âgé de trente-sept ans, citoyen américain, de la province Texas. Questionné sur les raisons de son séjour sur les rives du fleuve San Juan entre Machuca et Boca de San Carlos il répond: qu'après avoir occupé les positions de Boca San Carlos les révolutionnaires se dirigèrent sur Machuca dans le but d'attaquer le poste

du gouvernement constitué, et comme ils y trouvèrent résistance, ils revinrent sur leurs pas dans les vapeurs du gouvernement *Norma* et *Managua*; les chefs de ces révolutionnaires étaient Emile Chamorro et en second le colonel Canuto Ugarte; Chamorro obligea le déclarant à ce qu'il saute en terre de Nicaragua, accompagné de Ignacio González, originaire de Matagalpa et résidant à Kukra, de Francisque Espinosa et de six autres individus dont j'ignore les noms. Interrogé sur le but de son débarquement à cet endroit dit «La Conchuda» il répond: que Chamorro lui remit trois boîtes de dynamite, une boîte de fulminants et cent huit yards de fil de fer électrique, un rouleau de fils télégraphiques et une machine électrique; il lui donna également les instructions pour placer une mine au milieu de la rivière. La dite mine, chargée de soixante-quinze kilos de dynamite, fut placée par le déclarant, qui la fit éclater au passage du vapeur du gouvernement *Diamante* quand il en était encore à dix mètres, portant les forces d'avantgarde; qu'Emile Chamorro, à son retour de Machuca, s'arrêta à Boca de San Carlos et vint le voir à deux reprises différentes en gazoline et qu'il lui envoyait de fréquentes commissions à ce propos; après l'explosion de la mine lui et ses compagnons auraient fui, pour sa part dans la direction de Machuca et les autres de Boca de San Carlos. Interrogé pour savoir où sont les autres mines s'il y en a il répond: qu'il peut assurer sur sa tête que la révolution n'avait pas d'autres mines que celle dont il fut chargé de la pose; mais il se pourrait, dit-il, qu'on ait fait venir d'autre matériel à Bluefields suivant ce que disait Fernand Elizondo qui se trouve dans les files révolutionnaires. Soumis à l'interrogatoire à propos de la raison qui lui a fait prendre les armes contre le gouvernement constitué de Nicaragua il répond: que le 11 octobre de l'année courante il fut appelé par l'ex-Intendant du département de Zelaya et qu'on lui demanda s'il était prêt pour l'accompagner dans le mouvement révolutionnaire qu'il venait de faire éclater la veille au soir. Interrogé sur ce qu'il sait des premières opérations que fit exécuter le chef rebelle Général J. Juan Estrada il répond: que le onze octobre un détachement de deux cent hommes partit de Bluefields dans la direction de Chontales, chemin de Chile; il était formé d'un escadron de cavalerie et d'un peloton d'infanterie, à leur tête se trouvaient respectivement le mexicain Demetrio Vergara et Auguste Matute; que le lendemain à midi le Général J. Juan Estrada partit de Bluefields à bord du *Ometepe*, dont le chef et sous-chef secondèrent le mouvement, et prit la direction de Muelle de los Bueyes; qu'il sait que les planteurs et les ouvriers des propriétés des bords du fleuve Rama et affluents se joigni-

rent au Général J. Juan Estrada; qu'il sait que Chile fut pris par une colonne de deux cents hommes sous le commandement de Rogelio Malespin, maire de Bluefields, et que l'autre colonne sous le commandement de Matute et Vergara passa à Chontales après, selon supposition du déclarant, que Malespin se serait joint à eux. A la question qui lui est posée s'il sait autre chose sur les forces révolutionnaires qui opèrent autour de Chontales il dit ne rien savoir de plus à ce sujet, mais qu'il peut donner des renseignements sur les mouvements d'Emile Chamorro sur San Juan del Norte et le fleuve jusqu'à Machuca. Le déclarant expose: que le 11 courant les deux chaloupes à gazoline *El Esfuerzo* et le *Sark* partirent de Bluefields sous les ordres d'Emile Chamorro et Manuel Uliser; qu'Uliser arriva le premier à San Juan del Norte et attaqua la garnison du port, qu'il eut un homme mort et trois blessés y compris lui qui fut blessé au bras; que la garnison du gouvernement eut un soldat mort et deux blessés qui furent conduits à Bluefields par deux soldats, où ils arrivèrent le 13 octobre dernier; que dans les mêmes chaloupes le déclarant s'embarqua avec soixante-dix hommes aux ordres de Canuto Ugarte et Jesús Sierra, originaire de Honduras; qu'ils débarquèrent sur les quais de San Juan del Norte le 14, où ils se mirent aux ordres d'Emile Chamorro, à qui Canuto Ugarte servit de chef en second et comme sous-chef Jesús Sierra; que le 15 octobre vers une heure le vapeur *Blanca* partit de San Juan del Norte sous la direction de Cheri Méndez avec quarante hommes à bord, mais il échoua sur un bas-fond et dut retourner à San Juan; que le vapeur *Norma* partit de San Juan le même jour à cinq heures de l'après-midi portant Emile Chamorro et deux cents révolutionnaires ou plus et qu'il fit trois débarquements avant d'attaquer Boca de San Carlos, qui fut pris après trois heures de combat; Mr. Groce déclare: qu'il sait de bonne source que le vapeur *Blanca* fit son premier voyage vers Puerto Limón et qu'il amena de là-bas les personnes suivantes: Général Juan P. Reyes, Carlos A. de Subiria, Dr. Pierre Fornos Díaz, Céleo Barreto, Louis Mena et autres dont je ne me rappelle pas les noms, mais en tout il y avait trente officiers et quelques vingt soldats; que Subiria, Louis Mena, Céleo Barreto et Pierre Fornos Díaz opèrent sur Chontales et que Juan P. Reyes, Louis Correa et Fernand Elizondo avec trois cent trente hommes opèrent sur les bords du fleuve San Juan sous les ordres de Chamorro, mais qu'il y a un général mécontent parmi les troupes à cause du mauvais traitement dont il est l'objet; que Chamorro est armé d'un vieux canon Parot qui était à San Juan del Norte; que l'armement de l'infanterie se compose de Mauser et Reming-

ton. Interrogé sur le nombre d'hommes que peut bien compter la révolution il répond qu'il suppose qu'il y aura quinze cents hommes, mais suivant la lettre d'Adolphe Díaz, de Granada, résidant aujourd'hui à Bluefields on attend le Dr. Salvador Castrillo qui doit arriver bientôt avec de l'artillerie achetée aux Etats-Unis en provenance de New-Orléans. Le déclarant dit: que Chamorro publia dans l'ordre du jour du 21 octobre l'arrivée d'armements et de cartouches envoyés de Salvador et Guatemala. Groce informe: que le Dr. Zenon Raphaël Rivera est l'intendant du département de Zelaya et qu'il se maintient pris de liqueur au point de rester endormi sur la chaise curule du chef rebelle; que le Dr. Emile Espinosa fait les fonctions de Ministre de la Guerre de la révolution et que son frère fut le chef qui attaqua Cabo après être parti de Bluefields pour Prinzapolca et de là pour Cabo. Il assure que la garnison de Cabo fit résistance et qu'il y eut des blessés de part et d'autre. On ne sait rien du gouverneur de ce port-là. L'instruction ci-dessus terminée le jour que marque la date a été faite officiellement sous la direction du soussigné Général de brigade, chef en second du río San Juan, et devra être continuée en son temps s'il y a lieu; elle fut lue au déclarant qui ratifie et signe après quoi transmission en fut faite au chef en premier du río San Juan, Général de division D. Salvador Toledo, pour qu'il juge ce qu'il lui semble bon.—Ratures: D, B, G, r, de, en, c, do, rrea, M, N, R, curul, M, concluidas, D.—Conforme.—Entre parenthèse: declarada.—Nul.—Boca de San Carlos 3 novembre 1909.—*Rafael César Medina*.—*Léonard Groce*.—Par devant moi, *Constantino G. Sáenz*, secrétaire *ad hoc*.»

«Transmettre la présente instruction à Mr. le Commandant général pour qu'il dispose.—Subordonné et ami,—*Salvador Toledo*.»

«Présidence et Commandance générale de la République de Nicaragua.—Managua 8 novembre 1909.—11 heures du matin.—Transmettre la présente instruction au Procureur de la Guerre des forces opérant sur le río San Juan (dans la forteresse) pour qu'il la ratifie, amplifie et agisse conformément à la loi.—*Zelaya*.—Par devant moi, *Perfecto Hidalgo*, secrétaire.»

«Boca de San Carlos 3 novembre 1909.—Monsieur le Commandant général.—Champ de Mars.—Ci-joint je vous remets l'instruction que, sur mon ordre, le Général Medina a réalisée au sujet des prisonniers révolutionnaires capturés par lui dans le canal de La Conchuda. Je ne vous les remets pas par ce vapeur car j'attends vos ordres et me propose obtenir plus de détails importants pour mes mouvements. Le Général Medina revient de El Castillo après avoir passé en revue, sur mes ordres qu'il a

religieusement accomplis, les réserves de mobilisation et la coupe des bois.—Subordonné et ami,—*Salvador Toledo.*»

«El Castillo 14 novembre 1909.—Monsieur le Procureur de la Guerre.—E. V.—Pour votre gouverne je vous transmets l'ordre général qui dit: «A El Castillo 14 novembre 1909.—Ordre général.—Service de campagne rigoureuse.—1^o Le nommé capitaine Marchena continue son service de jour.—2^o Conformément aux articles 277 et 358 du Code militaire, l'autorité croit en la nécessité grandissante d'appliquer les châtiments que la loi impose en campagne à ceux qui se rendent coupables des délits qu'elle signale, pour tâcher de sauver l'Armée, contenir les excès, rétablir la discipline ou corriger la morale par des mesures de prompte et extraordinaire énergie. Qu'on procède à l'organisation d'un Conseil verbal pour le jugement de MM. Lee Roy Cannon, Léonard Groce et Edmond Couture, qui sont détenus. A cet effet qu'on nomme procureur Mr. Salomón Selva; secrétaire, le sergent-major M. Antoine Joseph Mayorga. Ce Conseil se composera de: président, le commandant de la forteresse, Colonel Toribio Ruiz; membres: lieutenant colonel Alexandre Pasos et Colonel J. Alexandre Calderón; sergent-major Salvador Morales (fils); capitaine Joseph Dolores Villalobos, Abraham Quiñones et Charles-Albert Castro, qui ont été choisis au sort. Choisissez le local en face de celui de cette autorité militaire et deux heures de l'après-midi pour l'organisation du Conseil de guerre, toujours avec intervention de l'auditeur. Communiquez et faites les transcriptions légales.—*Rafael César Medina.*»—*Rafael César Medina.*»

«Cabinet du Procureur de la Guerre.—El Castillo 14 novembre 1909. Une heure de relevée.—Le secrétaire nommé sergent-major Joseph Antoine Mayorga, majeur, célibataire, étudiant en droit, originaire de León, j'ai reçu de lui la promesse légale et au nom de la loi il a offert ses services les plus fidèles à sa charge et promet garder le silence correspondant. Elle lui fut lue; il approuva et signa.—*Salomón Selva.*—*José Antonio Mayorga.*»

«*Raison.*—Managua 8 novembre 1909.—Monsieur le Général Raphaë, C. Medina, chef en second de la division du Grand Lac et du río San Juan.—El Castillo.—La Commandance générale de l'Armée a disposé que pendant l'absence du chef supérieur, Mr. Salvador Toledo, vous exercerez les fonctions avec pleins pouvoirs tels qu'ils sont conférés par la loi à un général en chef d'une armée. Vous pouvez donc procéder à la réunion des Conseils de guerre que les circonstances actuelles exigent et confirmer ou révoquer les sentences dictées. Votre dévoué serviteur,—

J. Santos Zelaya.—Pour copie conforme.—El Castillo 14 novembre 1909.
Salomón Selva.—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«Au El Castillo, à deux heures de l'après-midi du quatorze novembre de mil neuf cent neuf.—Les ci-dessous mentionnés réunis, président, commandant de la forteresse Mr. Toribio Ruiz et membres Colonel Mr. Alexandre J. Calderón, lieutenant colonel Mr. Alexandre Pasos, sergent-major Salvador Morales (fils), capitaine Joseph Dolores Villalobos, Abraham Quiñones et Charles-Albert Castro; l'auditeur, Colonel et docteur Mr. Andrés Zúñiga et Urtecho et procureur, Colonel et docteur Mr. Salomón Selva, à l'objet de former le Conseil de guerre oral signalé dans l'ordre du jour qui s'ajoute à ces autos et ordonne de juger les accusés présents, Lee Roy Cannon, Léonard Groce et Edmond Couture. Mr. le président et les membres prêtèrent la promesse légale suivant l'art. 340 du Code militaire en prononçant séparément et l'un après l'autre ces mots: «Je promets sur mon honneur de remplir mes fonctions »selon la loi.» Mr. le fiscal est chargé de poursuivre l'exécution des formalités en ce même lieu en se conformant aux articles 362 et 363 du Code militaire. L'acte est terminé et parafé, le Conseil reste en permanence et l'acte sera continué ensuite.—*Toribio Ruiz B.*—*S. Morales (hijo).*—*Carlos A. Castro.*—*Alejandro J. Calderón.*—*José Alejandro Pasos.*—*José D. Villalobos.*—*Abraham Quiñones* —*Salomón Selva*, fiscal.—*A. Zúñiga y U.*, auditeur.»

«Sans perte de temps moi, le procureur, je prévins les accusés Lee Roy Cannon, Léonard Groce et Edmond Couture qu'ils devoient nommer leur défenseur pour le cas où ils ne voudraient pas se défendre eux-mêmes et après leur avoir lu la liste des officiers de cette place, ils élurent à Mr. J. Calderón, qui accepta les fonctions de la défense et il les remplit en leur faveur autant que la loi le lui permit. Cet acte fut lu et après l'avoir déclaré conforme nous avons tous signé.—*Salomón Selva*, procureur.—*Lee Roy Cannon.*—*Edmond Couture.*—*L. W. Groce.*—*J. Fernando Calderón.*—Par devant moi, *J. Antonio Moyorga*, secrétaire.»

«Ensuite et en présence des témoins Antoine Sandoval, résidant à Chinandega, Concepción García et Félix Castillo, résidant également à Chinandega, tous majeurs, journaliers, je reçus la promesse légale, après explication préalable de la peine de faux témoignage en matière criminelle, qu'ils déclaraient dire la vérité en tout et partout; questionnés sur ce qu'ils savent de la capture de l'accusé Lee Roy Cannon ils exposèrent: que vers deux heures de l'après-midi du trente et un courant

Mr. Cannon les rencontra et crut qu'ils appartenait aux forces d'Emile Chamorro; qu'il fut capturé immédiatement et dépouillé de son revolver; qu'il manifesta qu'il allait à la recherche de quelques mines et que malgré qu'il appartint à la révolution dès ce moment-là il n'appartenait plus au mouvement et se rangeait du côté du gouvernement. Ceci fut déclaré individuellement ou séparément et en parfait accord en présence de l'accusé, de son défenseur, des membres du Conseil et de l'auditeur. Les déclarants affirmèrent en outre qu'ils parlaient en toute impartialité. Lecture leur fut faite; ils trouvèrent leur déclaration conforme et n'ayant rien à y modifier ont dit ne pas savoir signer avec les autres parties.—Entre lignes: ou séparément.—Conforme.—*Salomón Selva.*—*J. Fernando Calderón.*—*Lee Roy Cannon.*—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«Suit la présentation d'un individu qui exempt de prison, de coaction, sans flatterie ni menace exposa comme suit sa déclaration investigative et aveux à charge: interrogé sur son nom, âge, état, profession et résidence, il répond qu'il s'appelle Lee Roy Cannon, célibataire, majeur, ingénieur civil, domicilié à Masaya et Matagalpa. Questionné sur la cause de sa détention et l'auteur présumé et comment il sut cela il répond: qu'il est detenu pour rebellion, à ce qu'il suppose, sur l'ordre du Colonel Olivares de León et ensuite du Général Toledo. Interrogé sur le lieu de sa présence le 31 octobre vers deux heures de l'après-midi alors que se commettait le délit de rebellion qui prétend les armes à la main changer l'ordre constitutionnel de la République au moyen de l'insurrection du Gouverneur et Intendant de la Côte Atlantique; en compagnie de quelles personnes il se trouvait et ce qu'il faisait, il répond qu'il se trouvait dans la montagne seul et perdu. Interrogé s'il sait le délit de rebellion dont il est question dans ce qui précède, comment il en eut la nouvelle et s'il sait qui le commit il répond qu'il se trouvait à Puerto Barrios, République de Guatemala, au commencement d'octobre dernier quand il fut engagé par un Mr. Ocón, nicaraguais de Chontales, pour venir faire quelques cartes et plans militaires au Général Emile Chamorro; qu'il reçut de l'argent de monsieur Ocón et se rendit au port de Limón, d'où il alla à Puntarenas, et quand il revint à Limón la nouvelle du mouvement insurrectionnel de Juan Estrada était déjà connu; de ce port il partit pour Bluefields dans une chaloupe à gazoline, *Adelaida*, sur laquelle voyageaient Céleo Barreto, Macis et Correa, dont il ne sait pas les prénoms; arrivé à Bluefields il se rendit à San Juan del Norte et de là-bas au río San Juan en

quête du Général Chamorro dont il reçut ordre, par l'intermédiaire du Général Jean Paul Reyes, de lever des plans militaires dans tout le bassin du fleuve et d'établir des voies de communications et de transport aux révolutionnaires; qu'il sut que quelques mines avaient été placées à La Conchuda; que le déclarant se trouvait en amont quand il entendit les sifflets des vapeurs *Diamante* et *Holembek*; à cette occasion il se rendit au campement de Couture et Groce qui étaient prêts, avec des appareils pour faire éclater la mine, que lui n'aurait pas vu les appareils qui étaient prêts pour réaliser leur œuvre; qu'après avoir pris du café il se jeta dans son canot pour continuer sa marche; mais ayant vu que le vapeur *Diamante* s'approchait après avoir dû essuyer l'explosion, lui, pris de peur d'être également sauté par les autres mines se lança à terre et s'interna dans les bois de la montagne où il fut capturé le lendemain par le Colonel Olivares; que le poste qu'il occupait dans l'armée rebelle était celui de Colonel avec caractère d'ingénieur civil; que le jour qu'il fut capturé il fut nommé par le Général Chamorro chef d'Etat-Major dans l'ordre du jour de cette même date, poste qu'il ne put recevoir. Ainsi qu'il est exposé le déclarant fut informé du mouvement de rébellion, dans lequel il prit part comme un de ses principaux chefs. Interrogé sur la cause qui l'avait porté à prendre fait et cause pour la révolution contre le gouvernement de la République, il répond: le motif en fut que j'ai été maltraité de fait à Matagalpa par des officiers, appelés l'un Perfecto Romero et l'autre Trompa Mocha alors qu'Emilien J. Herrera était chef politique de ce département et qu'il ne peut en dire davantage à ce sujet. L'acte est suspendu pour lui donner suite si besoin est. A ce moment il ajoute que le Général Herrera ne lui fit pas justice des outrages qu'il avait essuyés, mais qu'il souffrit une persécution et qu'il était surveillé par un poste maintenu chez une dame Galea et c'est alors que tout citoyen a droit de se rebeller; quant à Mr. Edmond Couture, il n'a pas de responsabilité, car il était employé à la Croix-Rouge. Lecture faite et vu la conformité le déclarant signe.—Entre lignes: du 31 octobre dernier.—Approuvé.—Rature: à San.—Approuvé.—Entre mots: y confesión.—Approuvé.—*Salomón Selva*.—*Lee Roy Cannon*.—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«On fait constater que le défenseur ne présente aucun témoin et signe. *J. Fernando Calderón*.—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«La séance continue; en présence, les témoins Octave Narváez, Joseph León Lorente, charpentiers; Félix F. Solórzano, tailleur; Emmanuel Sabogal, maçon, tous majeurs et domiciliés à Managua, je leur

exigeai la promesse au nom de la loi de dire toute la vérité et leur fit connaître la peine de laquelle sont passibles les faux témoignages en matière criminelle. Ils déclarèrent agir ainsi et aux questions qui leur furent posées au sujet de Léonard Groce ils répondirent unanimement et de commun accord: que quelques jours après que la mine eût fait explosion sans avarier le vapeur *Diamante*, à l'occasion du voyage du Général Medina qui se rendait au camp du Général Toledo, un télégraphiste qui parcourait la rivière en bateau les informa que des hommes erraient dans la montagne et semblaient avoir perdu leur chemin; ils lui auraient fait signe, mais qu'il ne fit aucun cas de leurs appels. Le Général Medina aurait alors ordonné qu'on recherchât ces individus et que ce sont les personnes présentes appelées Léonard Groce et Edmond Couture, dont le premier a déjà confessé l'attentat de la bombe contre le Général Medina. On fait constater que cette déclaration a été faite en présence des accusés, du défenseur du Conseil de guerre et de l'auditeur. Lecture en fut faite; ils l'approuvèrent, la ratifièrent et exprimèrent leur impartialité; tous signent.—Entre lignes: ó separadamente. Approuvé.—*Salomón Selva.*—*Octavio Narváez.*—*José M. Sabogal.*—*José L. Lorente.*—*J. Fernando Calderón.*—*Félix F. Solórzano.*—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«La séance continue et sont présents: Ponce Espinosa, teneur de livres, et Jean de Dios Brenes, télégraphiste, majeurs, domiciliés en cette ville; je leur exigeai la promesse au nom de la loi de dire toute la vérité et leur fit connaître la peine dont sont passibles les faux témoignages en matière criminelle. En leur caractère d'experts et en présence des détenus ils dirent: qu'ils ont vu plusieurs caisses de dynamite du poids de soixante-quinze kilos, un rouleau de fils métalliques, trois rouleaux de mèche et trois dynamos; toutes choses qui servent à préparer des bombes et produire leur explosion à distance. L'expert Brenes ajoute que tout ce matériel fut capturé à l'ennemi après qu'une mine avait fait explosion au passage du vapeur *Diamante* au point appelé La Conchuda alors qu'il conduisait quatre cents hommes. L'accusé Groce confirme que le déclarant a raison. Lecture leur fut faite et l'ayant trouvée conforme, signèrent en faisant constater leur impartialité.—Entre lignes: conduciendo como cuatrocientos hombres.—Approuvé.—*Salomón Selva.*—*P. Espinosa.*—*J. D. Brenes.*—*Leonardo Groce.*—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«Faisant suite et à six heures et demie de relevée du même jour, comparait un individu qui doit subir un interrogatoire et faire des

avœux à charge lequel en toute liberté, sans coaction exempt de fausses promesses et de menaces, s'exécuta comme suit: Interrogé sur son nom, âge, état, profession et domicile, il répond qu'il se nomme Léonard Groce, de trente sept ans, marié, mineur et domicilié à Bluefields. Interrogé pour qu'il dise s'il sait le motif de sa détention, quelle autorité en avait donné l'ordre et comment il en fut informé, il répond qu'il est arrêté comme révolutionnaire et pour avoir fait éclater une mine contre le vapeur *Diamante* et qu'il se présenta lui-même au Général Medina. On lui demande s'il reconnaît comme sienne la déclaration qu'il fit par-devant le Général Raphaël César Medina à Boca de San Carlos à huit heures et demie du soir du deux novembre courant et s'il la ratifie après que lecture lui en est faite. Il répond qu'elle est sienne et qu'il la ratifie; il se dit être un des principaux chefs de la révolte. On lui demande pourquoi il prit les armes dans le but de changer les institutions de la République se rendant ainsi coupable du délit de rébellion qui a déjà causé tant de ravages dans le pays, il répond qu'ayant déjà combattu sous les ordres du Général J. Juan Estrada il le considérait toujours comme son chef et comme celui-ci l'appela, il obéit. A ce point la déclaration est suspendue et sera continuée s'il y a lieu. Lecture faite de l'acte il l'approuva, la ratifia et signa.—Entre lignes: confesión con cargos.—Conforme. *Salomón Selva.*—*L. W. Grce.*—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«Séance tenante, à six heures et demie du même jour comparait un individu qui jouissant de ses droits civils prêta déclaration comme suit: Interrogé sur son nom, âge, état, profession et domicile, dit s'appeler Edmond Couture, âgé de quarante huit ans, célibataire, géomètre et domicilié à Prinzapolca. A la question qui lui est posée si la déclaration qui fut faite le 2 novembre à Boca de San Carlos par le Général Raphaël César Medina est sienne et la reconnaît comme telle, il répond affirmativement et la ratifie. On lui demande ce qu'il faisait en compagnie de Groce quand la mine fit explosion auprès du *Diamante*; il dit qu'il ne se rend pas responsable du délit de rébellion, car son seul office était de soigner les blessés; qu'en réalité il se trouvait bien avec Léonard Groce dans la cabane où il fit voler la mine, mais c'était avec le dessein de passer à l'intérieur et de se remettre entre les mains des autorités constituées et qu'enfin il n'a jamais pris part dans les questions politiques; il ajoute que, peu avant l'explosion, Lee Roy Cannon vint prendre le café. Cette déclaration est suspendue pour le moment et sera continuée le cas échéant. Lecture faite il ratifie et signe.—*Salomón Selva.*—*Edmond Couture.*—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«A El Castillo le 14 novembre 1909 à six heures trois quarts de relevée.—Les soussignés, membres du Conseil, suspendent la session afin que le procureur présente ses conclusions et que le défenseur rédige sa défense; on est prié de se réunir à huit heures du soir de ce même jour. L'acte est signé.—*Toribio Ruiz B.*—*Alejandro J. Calderón.*—*José Alej. Pasos.*—*S. Morales (hijo).*—*J. F. Calderón.*—*A. Zúñiga y U.*,³¹ auditeur.—*Salomón Selva*, fiscal.—*José D. Villalobos.*—*Abraham Quiñones.*—*Carlos A. Castro.*»

«A El Castillo le 14 novembre 1909 à huit heures du soir.—L'accusé Lee Roy Cannon comparaît de nouveau pour compléter sa déclaration antérieure qui lui fut lue; question lui ayant été faite pour qu'il déclare si c'est la même et s'il la ratifie, il dit que c'est bien la sienne et la ratifie. A la question qui lui est posée sur la véracité des termes du télégramme du Général en chef Salvador Toledo, daté de San Juan del Norte à quatre heures du soir il répond que dans le dit télégramme il y a quelques erreurs; qu'il est venu de Limón par le vapeur *Adelaida* comme il le dit dans sa déclaration antérieure et non dans le vapeur *Blanca*; qu'il ne savait rien au sujet des mines à Boca del Colorado, mais seulement Mr. Groce; qu'il est américain et non français; qu'à Puerto Barrios il reçut l'argent de Wincelasio Oceon pour son transport à Costa Rica, où il apprit la révolution de la Côte Atlantique; et que quant aux autres points du télégramme, ils sont certains. Lecture en est faite et trouvé conforme on la ratifie et on signe.—*Salomón Selva.*—*Lee Roy Cannon.*—*A. Zúñiga y U.*—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«Séance tenante le procureur parle longuement sur la matière du délit et les accusés en cause et demande la peine de mort pour tous. Le défenseur lut son plaidoyer, où il demanda l'absolution des accusés; il est dix heures du soir quand le Conseil se réunit en séance secrète pour délibérer sur la peine à infliger aux inculpés. Les témoins ne se retirèrent pas. Art. 367 du Code de Justice militaire.—*Salomón Selva.*—*A. Zúñiga y U.*, auditeur.—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«El Castillo à deux heures du matin du 15 novembre de 1909.—Les soussignés, membres du Conseil de guerre verbal, sont réunis en session secrète pour statuer et résoudre sur la peine qui doit être infligée aux délinquants Lee Roy Cannon, célibataire, ingénieur civil, Léonard Groce, mineur, marié, et Edmond Couture, célibataire, agronome; les deux premiers d'origine américaine et le troisième de nationalité française; l'accusé Cannon réside à Masaya et Matagalpa; l'accusé Groce habite Bluefields et Couture Prinzapolca; ils sont accusés tous les trois de rebel-

tion contre l'Etat et le gouvernement constitué. D'après le dossier de l'instruction il appert que, à l'occasion de la rebellion fomentée contre l'Etat et le gouvernement constitué et à la tête de laquelle se trouvent le Général Juan José Estrada et Emilio Chamorro, l'accusé Lee Roy Cannon fut appelé par ce dernier, par l'intermédiaire du sieur Wenceslao Ocón, domicilié dans la République de Guatemala, dans le but de lui faire quelques cartes ainsi que des plans militaires de la Côte Atlantique sur la route de río San Juan et il reçut à cet effet de l'argent en quantité suffisante. Il se rendit d'abord à Costa Rica, puis de là, il entra dans la République et s'enrôlant dans la rebellion il commença ses travaux dans les points stratégiques de la route du ci-dessus mentionné río San Juan, où il fut capturé à deux heures de l'après-midi du 31 octobre dernier. L'accusé Groce alla grossir les files de la rebellion avec le même propos et, à l'aide d'une machine infernale qu'il installa en face du monarque de La Conchuda situé entre «Las Campanas» et Boca de San Carlos, il intenta faire sauter le vapeur *Diamante*, chargé des forces gouvernementales, alors qu'il passait par ces parages; il fut capturé par le second chef de la division du Lac et río, Général Raphaël César Medina, le 2 courant sur les lieux de l'explosion de la mine. L'accusé Edmond Couture entra dans les files des rebelles, où il prêta ses services comme médecin suivant sa déclaration. Considérant que le procureur militaire obéissant à l'ordre du jour, d'hier, 14 courant, se chargea de l'instruction et des démarches y relatives leva l'acte du folio n° 9, où il est établi que les membres du Conseil soussigné prêtèrent la promesse à la loi dans la forme établie par l'art. 340 du Code de Justice militaire et incontinentement écouta les accusés qui nommèrent comme défenseur le capitaine J. Fernando Calderón, choise par eux dans la liste des officiers qui leur fut présentée. Considérant que les témoins Antonio Sandoval, Concepción García et Félix Castillo, déclarant au folio n° 9 au dos et en face du n° 10, rencontrèrent, vers les deux heures de l'après-midi du 31 octobre écoulé, l'accusé Lee Roy Cannon dans les plaines du río San Juan et qu'il était en quête des forces d'Emilio Chamorro ce pourquoi ils l'arrêtèrent et lui enlevèrent son revolver: toutes choses qui constituent dans cette déclaration une base suffisamment légale qui ne laisse aucun doute sur la culpabilité qui est attribuée à Lee Roy Cannon, et cela, d'autant plus que lui-même ni son défenseur ne contredirent cette preuve en audience publique qui leur fut accordée; la dite déclaration doit donc avoir force de loi. Considérant que suivant déclaration des témoins: Octave Narváez, Joseph León Lorente, Félix F. Solórzano et Emmanuel Sabogal, le fait

que les accusés Léonard Groce et Edmond Couture furent capturés au lieu dit La Conchuda sur les rives du río San Juan là, où l'on fit éclater la mine préparée pour faire sauter le vapeur *Diamante*, chargé de forces gouvernementales, et que ce fut lui-même, Groce, qui fit éclater la mine en question qu'on avait disposée à ces fins; il y a donc dans cette déclaration preuve entière de la culpabilité de Groce et Couture. Considérant que le corps du délit est prouvé par le dictamen des experts Mr. Ponciano Espinosa et Juan de Dios Brenes, qui déterminèrent que les caisses rouleaux de fils métalliques, trois rouleaux de mèche et trois dynamos qui furent trouvés dans la plaine de la rivière, servent pour préparer des bombes et produire leur explosion; que tout ce matériel sert à cela, avoue l'inculpé Groce, car c'était lui qui était chargé de placer les mines; cette preuve d'experts, ordonnée par l'art. 361 du Code militaire, établit en toute évidence le matériel du crime dans la présente cause. En outre, les déclarations faite par les accusés dans l'instruction, lesquelles se trouvent au feuillet 10 et au dos en face du n° 16, on en arrive à la conviction qu'ils furent les auteurs du crime; et comme l'avou n'admet guère la preuve du contraire, il est prouvé d'emblée et démontré que les accusés sont coupables, exception faite de Couture, qui nie avoir pris part à la rébellion de propos délibéré. Sa mission était en effet insignifiante comparée à la gravité du délit que l'on poursuit, car il se dédiait à soigner les blessés, ce qui en effet est prouvé par son bagage, qui contenait quantité de gaze, pansements et outils de chirurgie. Considérant que le délit de rébellion se commet par le soulèvement de beaucoup d'individus ou leur conspiration contre l'Etat et le gouvernement constitué, dans le but de détruire l'organisation politique de la République (art. 80 du Code militaire); que les déclarations des témoins ci-devant mentionnés ont été prouvées par celle des experts et par la confession même des accusés, ainsi que par la responsabilité dans laquelle ils incombent, il n'y a donc plus de doute que Cannon, Groce et Couture sont coupables du délit de rébellion contre le gouvernement de Nicaragua; que suivant l'article 82 du Code militaire la peine qui doit être infligée est la peine de mort, car il s'agit d'un délit grave qui aurait pu faire périliter l'ordre dans l'armée; toutefois pour ce qui est de l'accusé Edmond Couture dont le rôle a été complètement passif dans les rangs des rebelles sa peine dépend de 82 déjà cité; et que le châtement imposé devra avoir force de loi, car il est la conséquence d'un procès valide, quoique les délinquants soient étrangers, sachant en effet que dès leur arrivée sur le territoire ils doivent obéissance aux lois de la République suivant l'article 9° du Code national. Et par

conséquent, conformément aux articles 7^o, 82, 8^o, 50 du Code militaire et art. 9^o du Code national, les soussignés, membres du Conseil de guerre et au nom de la République de Nicaragua, condamnons les accusés Lee Roy Cannon et Léonard Groce à être fusillés pour délit de rebellion contre l'Etat et le gouvernement de Nicaragua; de même on infligera à Edmond Couture un an de prison suivant le paragraphe 3 de l'article 82 de la loi citée. Il n'est pas tenu compte des circonstances atténuantes dont parle l'article 19, aucune d'elles n'ayant trouvé son application. Les votes signés auxquels se réfère l'article 356 du Code militaire restent adjoints à la cause. Communiquez. — Raturé: ver. — Conforme. — Rayés: verbal, señor, encon. — Nuls. — Rayé: a. — Nul. — *Toribio Ruiz B.* — *Alejandro J. Calderón.* — *José Alej. Páos.* — *S. Morales (hijo).* — *Abraham Quiñones.* — *José D. Villalobos.* — *Carlos A. Castro.* — *A. Zúñiga y U.*, auditeur.»

«A cinq heures du matin du quinze novembre de dix-neuf cent neuf je communiquai la sentence antérieure et la lus à Lee Roy Cannon, Léonard Groce et Edmond Couture; d'un commun accord, les deux premiers font appel à l'autorité supérieure correspondante et signent avec le défenseur, qui fut également avisé et informé. — *Lee Roy Cannon.* — *Léonard W. Groce.* — *Edmond Couture.* — *J. Fernando Calderón.* — *Salomón Selva.*»

«Cabinet du Procureur fiscal. — El Castillo le quinze novembre 1909. Six heures du matin. — Transmettre ces documents au Général en chef qui ordonna leur confection pour qu'il veuille disposer ce qu'il croira convenable conformément au dernier alinea de l'art. 370 du Code militaire et immédiatement, le cas échéant, cette autorité procédera à faire exécuter les dispositions des chapitre V, section II, titre II, livre III du Code militaire. — *Salomón Selva.* — *J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«En ce même jour et à la même heure, le défenseur informé, signe. *J. Fernando Calderón.* — *J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«Raphaël César Medina, Général en second de la division du Grand Lac et río San Juan, n'ayant rien à faire observer ni modifier dans la sentence prononcée par le Conseil verbal, renvoie le dossier au Procureur fiscal pour que dans l'ordre du jour d'aujourd'hui soient dictées toutes les dispositions légales pour l'exécution de la sentence, sous ma responsabilité immédiate. — *Rafael César Medina.* — Par devant moi, *Constantino G. Sáenz*, secrétaire *ad hoc.*»

«Cabinet du Procureur fiscal. — El Castillo quinze novembre de dix-neuf cent neuf. — Sept heures du matin. — Faites exécuter la sentence et,

à cet effet, mettez en chapelle les condamnés Lee Roy Cannon et Léonard Groce dans le donjon de la forteresse avec la garde de rigueur, laissant aux condamnés le droit de communiquer avec qui que ce soit moyennant toutes les précautions requises. Signalez comme heure de l'exécution, dix heures du matin. Envoyez les ordres respectifs. Communiquez.—*Salomón Selva*.—Par devant moi, *J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«Ce même jour et heure les condamnés et leur défenseur sont informés; ils s'excusent de ne pas signer.—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«On envoya l'ordre au commandant de la forteresse pour qu'il fasse placer en chapelle ardente les condamnés Lee Roy Cannon et Léonard Groce de la manière indiquée dans le document antérieur.—El Castillo le quinze novembre dix-neuf cent neuf.—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«Au Castillo à dix heures du matin du 16 novembre de dix-neuf cent neuf.—On a procédé à l'exécution des condamnés Lee Roy Cannon et Léonard Groce avec toutes les formalités qu'établit le Code de Justice militaire, exécution qui a été réalisée dans le champ mortuaire de ce lieu. Les condamnés moururent à la première décharge, sur le témoignage des docteurs MM. Octave Cortés et Guillaume Martínez résidant actuellement à Managua, qui ont signé. On a donné l'avis correspondant au registre de l'état civil. Quant à l'accusé Edmond Couture on s'en tiendra aux dispositions de Mr. le Ministre de la Guerre pour faire exécuter la sentence.—*Salomón Selva*, Fiscal de Guerre.—*G. Martínez*.—*Octavio Cortés*.—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«On fait constater sur la sollicitude verbale des condamnés, faite en date d'hier, qu'on ajoute les télégrammes originaux qu'ils envoyèrent au Président de la République.—El Castillo seize novembre de dix-neuf cent neuf.—*J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«El Castillo quatorze novembre de dix-neuf cent neuf.—Monsieur le Procureur fiscal de Guerre docteur Salomón Selva.—E. V.—Conformément à l'art. 370 du Code de Justice militaire j'ai disposé, d'accord avec le dictamen verbal de l'Auditeur de Guerre docteur Andrés Zúñiga y Urtecho, que le terme de vingt-quatre heures pour achever le Conseil de guerre qui doit juger les accusés Lee Roy Cannon et Léonard Groce soit réduit à la moitié.—Votre tout dévoué serviteur,—*Rafael César Medina*.»

«Cabinet du Procureur fiscal de Guerre.—El Castillo 14 novembre 1909.—Deux heures et demie de relevée.—Ordre est donné.—Les

membres du Conseil sont mis au courant qu'il faut que le Conseil de guerre soit terminé avant les deux heures du matin.—Entre lignes: de mañana.—Bon.—*Salomón Selva*.—Par devant moi, *J. Antonio Mayorga*, secrétaire.»

«Expédié de San Juan del Norte à quatre heures du matin du 14 novembre 1909.—Reçu au Castillo à cinq heures du matin du 14 novembre 1909.—Monsieur l'Auditeur de Guerre Salomón Selva.—Pour votre gouverne et pour le jugement auquel doivent être soumis Lee Roy Cannon, Edmond Couture et Léonard Groce je vous transmets les détails suivants connus déjà du Général commandant en chef: Le premier novembre pendant les premières heures de la nuit quand je mobilisais les troupes du Colonel Membreño, qui avait opéré ce jour-là sur la Boca de San Carlos, on me communiqua que Lee Roy Cannon était fait prisonnier et que suivant la relation faite par le Colonel Membreño, aurait demandé aux troupes, qu'il prenait pour ses compagnons d'armes, où se trouvait Emilien Chamorro; il fut immédiatement capturé ainsi que me le confirma Lee lui-même en m'assurant que ceux qui avaient placé la mine étaient les ingénieurs de Pispis et que lui n'était chargé d'autre chose que de la levée du plan d'attaque que devait suivre la révolution contre la troupe régulière. Je vous transcris le télégramme qui dit littéralement: «La »Tigra sur río premier novembre 1909.—Monsieur le Commandant gé- »néral.—Champ de Mars.—Lee Cannon me dit que des marins améri- »cains ont déserté du *Marietta* et *Tacoma* et qu'ils ont été amenés à San »Juan del Norte; qu'il n'y en a pas moins de vingt; on attendrait le »docteur Castrillo en provenance de Nouvelle-Orléans avec trois machi- »nes électriques de plus grande puissance pour faire voler des mines de »triple effet au confluent du Colorado et que l'ingénieur qui placé les »mines est un français nommé Groce, que j'espère capturer, car il a fui »et s'est égaré dans la montagne. Il dit, lui-même et de son propre »aveu, qu'alors qu'il était au Guatemala Emilien Chamorro lui adressa »par Wenceslao Ocón un télégramme déposé à Panamá disant que ce »dernier lui donna tout l'argent nécessaire aux frais du voyage et qu'il »se rendit immédiatement à Limón. Le *Blanca* partit aussitôt et le prit »à bord; il arriva à Boca de San Carlos, où il eut une entrevue avec »Emilien Chamorro et s'étonna que l'on eût abandonné ce point straté- »gique, car c'est là qu'il espérait faire une grande résistance. Il me met »au courant de l'attaque que le Général Juan Estrada prétend risquer »contre Acoyapa à la tête de quinze cents hommes et d'un armement »nouveau modèle; qu'ils ont tous les jours des nouvelles de nos quar-

» tiers et me le prouva en me donnant les noms des chefs qui commandent les détachements de cette zone-ci. Si j'obtiens d'autres détails, je vous les communiquerai. — Votre subordonné et ami, — *Salvador Toledo.* »
Votre dévoué, — *Toledo.* »

« Au Castillo le 14 novembre 1909. — Onze heures du soir. — Le sous-signé, président du Conseil de guerre, confirme qu'il a en main le procès où sont jugés Lee Roy Cannon, Edmond Couture et Léonard Groce pour délit de rébellion contre l'ordre public de la République de Nicaragua, contre le gouvernement constitué, contre les lois constitutionnelles, et que par-devant ce tribunal ils déclarèrent spontanément leur culpabilité et, qui plus est, que Groce fit partir la mine au moyen d'une machine électrique et que son dessein était de faire sauter le vapeur-transport des troupes gouvernementales qui avançait contre l'ennemi pour faire respecter l'ordre public; et que, de la sorte, Lee Roy Cannon déclare spontanément avoir été engagé à Puerto Barrios de Guatemala pour prendre part à la rébellion de Bluefields ce qui a prêté d'importants services à la révolution; quant au sieur Edmond Couture il déclare spontanément, et un des accusés le confirme, qu'il n'a pris part qu'à titre de médecin de la Croix-Rouge; en fait de quoi je déclare que Lee Roy Cannon et Léonard Groce sont visés par l'art. 82 du Code de Justice militaire, qui les condamne à mort, et le sieur Edmond Couture par le paragraphe 3 du dit article de ce Code. Je porte cette sentence en toute conscience et conformément à la loi. — Entre lignes et raturé: su. — Bon. *Toribio Ruiz B.* »

« Monsieur le Président du Conseil. — En qualité de premier Magistrat du Conseil que vous présidez pour juger les rebelles au service du rebelle du littoral Atlantique, Général Juan J. Estrada, dont les noms sont: Lee Roy Cannon, Léonard Groce et Edmond Couture, j'émetts mon vote spontané conformément à la loi et à ma conscience suivant l'article 82; et quant à ce qui est du troisième qu'on l'absolve à titre d'enrôlé inoffensif, puisqu'il occupait à peine le poste de chirurgien dans le camp ennemi et n'obéissait qu'à son devoir envers l'humanité. — El Castillo 15 novembre 1909. — *Alejandro J. Calderón.* »

« Monsieur le Président du Conseil. — Mon vote est que les coupables de rébellion, comme il est prouvé dans l'instruction de monsieur le Fiscal, et dont les noms sont: Léonard Groce et Lee Roy Cannon, soient condamnés à mort conformément à l'art. 82 du Code militaire; et quant à Edmond Couture, qu'il le soit à un an de prison; car je crois avoir reconnu une culpabilité très insignifiante. C'est ainsi que je remplis mon de-

voir, comme membre du Conseil que vous présidez, obéissant à la loi et à ma conscience pour demander le châtimement des perturbateurs de l'Etat et de notre gouvernement.—El Castillo 15 novembre 1909.—*José Alejandro Pasos.*»

«Monsieur le Président.—Mon vote a pour but de condamner à mort Léonard Groce et Lee Roy Cannon et à un an de prison Edmond Couture pour le délit de rébellion contre l'Etat et son gouvernement.—El Castillo 15 novembre 1909.—*S. Morales (hijo).*»

«Monsieur le Président du Conseil.—E. V.—Mon vote demande que les coupables soient condamnés conformément à l'art. 82 du Code militaire, c'est à dire à la peine de mort, étant donné que le délit de rébellion est mis en évidence dans l'instruction fiscale. Enfin, que l'accusé Edmond Couture, moins coupable et moins responsable, soit condamné à un an de prison conformément également au dernier paragraphe du dit article. C'est ainsi que je remplis mon devoir de conscience que la loi m'impose comme membre du Conseil que vous présidez.—El Castillo 15 novembre 1909.—*Carlos A. Castro.*»

«Monsieur le Président du Conseil.—Mon vote est que les accusés Léonard Groce et Lee Roy Cannon, dont le délit de rébellion ressort en toute évidence de l'instruction fiscale, soient condamnés à mort conformément à l'art. 82 du Code de Justice militaire; que l'accusé Edmond Couture le soit à un an de prison conformément aussi au dernier paragraphe du même article étant donné le peu de culpabilité qu'il assumait dans les faits jugés. C'est ainsi que je remplis mon devoir, en qualité de membre du Conseil que vous présidez, obéissant à la loi et à ma conscience.—Raturé: presidio.—Bon.—El Castillo 15 novembre 1909.—Entre lignes: presidio.—Bon.—*José D. Villalobos.*»

«Monsieur le Président du Conseil.—E. V.—Mise en évidence par monsieur le Procureur fiscal la culpabilité des accusés Léonard Groce et Lee Roy Cannon pour délit de rébellion, je demande qu'ils soient condamnés à la peine capitale conformément à l'art. 82 du Code de Justice militaire; et comme la culpabilité de l'accusé Edmond Couture apparaît très réduite, je vote pour qu'on lui applique le dernier paragraphe du même article, qui indique un an de prison.—Raturé: presidio.—Bon.—El Castillo 15 novembre 1909.—*Abraham Quiñones.*»

«Honorable Conseil.—Vous vous trouvez réunis en représentation vivace de la Patrie; vous êtes la Nation elle-même, qui tient en face d'elle trois individus rebelles qui attendent de vous la sentence de justice que la loi conseille et que commande la volonté souveraine de la République.

Le pays tout entier jouissait de tranquillité; le progrès se montrait partout; les maîtres travaillaient dans le beau jardin des intelligences enfantines; le commerçant se sentait plus sûr dans ses opérations de banque; l'agriculteur comptait déjà sur le concours de nombreux journaliers pour faire pousser la riche semence des grains d'or; tous, chacun dans la mesure de ses moyens respirait l'air pur de la paix et de la tranquillité. Mais là-bas sur la Côte Atlantique un homme sans loi et sans conscience jeta un cri fatidique et effrayant qui tendit sur le ciel bleu de la Patrie un voile noir de consternation et de ruine. Le cri de rébellion lancé par Juan J. Estrada constitue un des délits les plus graves, car, non seulement il fait de graves blessures, mais encore parce qu'il veut changer dès la base la Constitution républicaine de l'Etat sans autre but que la satisfaction d'intérêts personnels d'un petit groupe. Par le fait qu'on le surprit le poignard de la trahison à la main et qu'on lui fit grâce de la vie; par le fait d'avoir été pris dans le champ révolutionnaire et qu'il continua à jouir de la liberté; enfin, comme il avait ses caisses remplies, alors qu'il fut enlevé de son banc de charpentier pour être destiné à former un des meilleurs soutiens du gouvernement, du parti et du Chef de la Nation: Voilà que nos champs sont semés de cadavres et que les temples de Minerve se sont vidés; le commerce s'est paralysé, l'agriculture languit dans l'agonie, tous les maux déferlent dans la destruction. La loi, expression de la souveraineté nationale, réserve aux auteurs le châtimement qu'ils méritent. Sur le frontispice de notre Code de Justice militaire nous voyons le paragraphe suivant: «Art. 1^{er} Délits et fautes militaires sont les actes ou omissions volontaires qui se commettent dans le »ressort de la loi militaire par des individus appartenant à l'Armée, par »les employés de l'Intendance et du Corps de Santé de la force armée, ou »*par n'importe quelle autre personne qui servirait dans ses files.*» Que ces trois individus se sont levés en armes contre la République, qui en doute? Que, en tant que chefs principaux, ils abritent dans leurs desseins celui de changer notre Constitution et notre gouvernement, c'est d'une suprême évidence; n'ont-ils pas dit de leurs propres lèvres et avoué dans une rude franchise et peut-être même avec arrogance et fierté, habitués qu'ils sont à cette espèce de hasards et d'aventures, les actes dont ils sont accusés, oubliant sans doute le poids de nos lois quand elles retombent sur le délinquant. Ces trois individus ont commis ce qu'on ne peut plus clairement, le délit de rébellion, le plus grave et le plus transcendental qui puisse exister. Il n'y a pas longtemps que vous avez vu passer ici une vingtaine de blessés dont deux reposent déjà du dernier som-

meil, triste image des malheurs que Juan J. Estrada et ses acolytes répandront sur notre Patrie. Voilà ce que dit le Code militaire, honorable Conseil, à propos de l'acte de rébellion: «Art. 80. On entend par rébellion »la levée en armes de plusieurs ou de beaucoup d'individus contre l'Etat »ou le gouvernement, soit en produisant des tumultes populaires, soit en »se réunissant secrètement pour détruire ou altérer par voie de faits l'organisation politique de l'Etat, soit publiquement ou d'une manière subversive.» Et plus loin à l'art. 82 il vient: «Le meneur et les chefs principaux d'une rébellion seront condamnés à la peine de mort toutes les »fois que le délit se commettra à la tête de l'ennemi ou en campagne, »quand les circonstances exigeront la nécessité de l'application de cette »peine pour maintenir l'ordre dans l'Armée.» Les circonstances ne peuvent pas être plus critiques; la peine de mort s'impose pour maintenir l'ordre dans l'Armée, pour corriger la morale du soldat, contenir ses excès et au-dessus de tout cela pour sauver la République, à laquelle on veut inoculer le venin si pernicieux de l'anarchie. Ces trois individus ont brigué la peine de mort pour mille raisons. Ils sont tous chefs principaux et auteurs directs de la pose et de l'explosion de la mine au lieu dit La Conchuda au moment où le vapeur *Diamante* passait par là chargé de quatre cents hommes de troupes. Lee Roy Cannon est responsable à tel point que sa raison troublée l'égara dans la montagne. Il crut périr dans le brouhaha de la mitraille et son destin fatal l'amène au banc des accusés. Edmond Couture est responsable également, car c'est un des auteurs principaux du délit dont il s'agit. Pourquoi se trouvait-il à côté de Groce dans une chaumière mal bâtie en pleine montagne avec ces appareils à fonctionnement violent? Et l'explication que donne Couture ne satisfait pas la conscience qui le juge. Léonard Groce fait sursauter l'esprit, il enlève à la raison toute sorte de réflexion pour la placer au plus haut degré de la responsabilité criminelle. Ces accusés, dans leur crime de rébellion ont utilisés les armes les plus prohibées, ils ont profité des stratagèmes les plus noirs et les plus perfides. Le poignard qui s'enfonce dans la poitrine de l'homme endormi, le venin que vide l'innocente victime et qu'une main infâme lui a administré, l'attaque soudaine du fauve aux aguets contre le voyageur perdu dans l'épaisseur des bois, n'importe quel autre tableau de cette nature est pâle à côté des ravages que produisent ces mines explosives qui en un seul instant, terrassent et tuent des centaines d'hommes. Honorable Conseil, il faut convenir que les rebelles obéissent à des lois que réproouve et condamne la Nature. Et de quelle manière si différente procède notre gouvernement! Il tue, il est

vrai, les ennemis; mais c'est seulement sur le champ de bataille, dans le lutte corps à corps; et quand les rebelles se rendent après avoir fait usage de la fourberie il les conduit à l'échafaud; toute fois ce n'est que si la jugement conforme à la loi, les condamne; les juges sont d'ailleurs nommés avant le crime. Messieurs, permettez-moi d'avoir une faiblesse: le cœur humain en a. Je vois, entre ces individus, un jeune homme de physionomie sympathique, de complexion athlétique qui révèle dans sa mine une intelligence lucide, dans l'écho de sa voix la douceur du sentiment; il doit avoir dans son esprit de grandes aspirations et peut-être que dans le battement de son cœur palpite le nom de son amante ou de sa mère. Un esprit, un cœur et des bras dignes d'un autre sort et d'une bonne cause! Voilà les considérations qui viennent à l'esprit, mais qu'il faut rayer fortement avec la conscience. Ici, je suis le fonctionnaire public. Que la responsabilité des gravissimes actes de Lee Roy Cannon et de ses compagnons retombent sur eux-mêmes. Il n'ont rien qui les en exempte: la loi sur les étrangers les soumet à notre juridiction; notre Constitution ne permet pas qu'ils échappent à la sanction de nos lois; enfin, les preuves indéniables de l'instruction, la confession qu'ils ont faite de leur crime avec spontanéité, brutalement, avec fierté et témérairement, tout, enfin, les rend dignes du châtimement que détermine notre Code. Honorable Conseil, au nom de la loi, au nom de la vindicte publique et en celui de la République de Nicaragua je vous prie de condamner à la peine de mort les accusés Léonard Groce, Lee Roy Cannon et Edmond Couture pour s'être rendus coupables du délit de rebellion dans le but de changer les institutions de l'Etat. J'ai terminé. — El Castillo 14 novembre 1909. Ratures: tiene, existir, tal vez. — Bon. — Entre mots: más. — Bon. — Rayé: se. — Nul. — *Salomón Selva*, Fiscal.»

«Honorables représentants du Conseil de guerre. — Une impulsion de ma conscience et le devoir que m'impose le spectacle de trois hommes désarmés de la famille, des amis et, qui sait, peut-être aussi de la justice m'amène à ce lieu sacré pour défendre leurs vies menacées par le Code militaire de la République.

»Je sais bien que les personnes qui forment partie de ce Tribunal sont par leurs antécédents bien au-dessus de l'effet suborneur de l'intrigue, de la haine que développe le sang et de la persuasion que peuvent faire naître certaines idées fausses tandis que la véritable persuasion est celle qui nous vient de notre conscience; c'est pourquoi je m'abstiendrai ici d'énumérer, par faute de temps, la multitude des raisons qui parlent en faveur du verdict d'absolution pour les accusés que vous voyez ici et

je me permets seulement de demander au nom de l'épouse et des enfants de Léonard Groce, et au nom de MM. Lee Roy Cannon et Edmond Couture, célibataires, qui sont attachés, au plus saint des amours, à l'amour d'une mère qui attend anxieuse le retour du fils qui court à l'aventure et dont la vie s'éteindrait en apprenant que le fils est mort dans la cohue du malheur. Et surtout, messieurs, je vous demande l'absolution au nom de la nécessité qui s'impose pour notre chère Patrie anémique et ensanglantée par les guerres continuelles, de maintenir intacte son intégrité économique et son intégrité de sang, surtout, car nul n'hésiterait, quoique en vain, à se lever quand deux nations puissantes comme la France et les Etats-Unis feraient sonner le clairon belliqueux pour faire respecter la raison ou la justice, non, mais altérées de vengeance au nom du droit de la force. Je conclus ma défense en m'en remettant à vos bons cœurs.—El Castillo 15 novembre 1909.—*J. Fernando Calderón.*»

TÉLÉGRAMMES.

«El Castillo 14 novembre 1909.—Monsieur le Général suprême J. Santos Zelaya.—Champ de Mars.—Mes aveux qui témoignent dans le procès sont une preuve suffisante de ma culpabilité volontaire; c'est pourquoi je ne cherche pas à affirmer mon innocence, qui n'existe pas, et je me limite à demander que votre magnanimité bien connue daigne s'étendre jusqu'à moi pour me sauver de la mort sinon de la prison qu'il vous plaira de m'imposer et je vous donne ma parole d'honneur que jamais je ne mèlerai de politique, mais que je servirai le gouvernement que vous présidez en tout ce qui sera nécessaire pour la paix de la République, que le Général Juan J. Estrada a troublée avec mon humble collaboration dans un moment de folie, d'aveuglement et de malheur. Le salut de ma vie après ma condamnation à mort au nom de la loi et de la conscience ne peut-être que l'œuvre d'un grand cœur comme le vôtre que j'invoque et dans lequel je place toute ma confiance pour le bonheur de ma pauvre mère, qui vivra dans la reconnaissance pour votre noblesse de sentiments.
Lee Roy Cannon.—Communiquez de H.—*Rafael César Medina.*»

*
* *

«Monsieur le Général J. Santos Zelaya.—Managua.—Comme vous avez été toujours plus que magnanime envers tous, je vous prie au nom de Dieu que vous me concédiez votre clémence maintenant que je souf-

fre dans l'infortune. Je serai éternellement votre plus humble serviteur. Par Dieu, ayez pitié de moi. — Votre humble frère franc-maçon, — *L. W. Groce.* — Communiquez. — *Medina.*»

* * *

«El Castillo 14 novembre 1909. — Monsieur le Général J. Santos Zelaya. — Champs de Mars. — Je vous réitère ma supplique, monsieur le Président. Je suis coupable, comme je l'ai avoué; mais, mon Général, je vous offre ne jamais retourner à la politique de ce pays, que j'aime comme le mien, car mon épouse et mes quatre fils sont Nicaraguais et vivront éternellement reconnaissants de votre magnanimité. — Votre serviteur, fraternellement, — *Léonard W. Groce.* — Communiquez de H. — *Rafael César Medina.*»

* * *

«El Castillo 14 novembre 1909. — Monsieur le Commandant général J. Santos Zelaya. — Champ de Mars. — Ma profession de médecin praticien m'appela au service des files ennemies, par des sentiments purement humanitaires, malgré ma conviction de l'injustice et du crime commis par le Général Juan J. Estrada et compagnons de rebellion dont j'ai toujours réprouvé la conduite dans mon critérium et dans ma conscience; pour ces raisons je considère pouvoir m'adresser à vous pour me commuer la peine infligée par le Conseil de guerre en l'honneur et le plaisir de vous servir toute ma vie qui renaît de votre volonté. — Votre serviteur, — *Edmond Couture.* — Communiquez. — *Medina.*»

«Pour copie conforme, collationnée sur l'original et pour l'usage qui convienne je délivre la présente que je signe et fait suivre du sceau en la ville de Managua, ce jour d'hui vingt-neuf novembre de dix-neuf cent neuf. — Entre lignes: el local, tra, fiscal de Guerra, ba, que, r, venganza, Salomón Selva, fiscal; A. Zúñiga y U., auditor; fiscal, y, del delito de rebelión, J. F. Calderón, A. Zúñiga y U., auditor; Salomón Selva, fiscal; ban, que. — Conforme. — Rature: resulta. — Bon. — Entre parenthèse: frente, prisión, de, que, la. — Nul. — *J. Irias.*»

«Le soussigné, secrétaire de la Cour Suprême de Justice, certifie qu'il a collationné la copie sur l'original et qu'elle est conforme. — Managua onze décembre de dix-neuf cent neuf. — *Ramón Molina R.*»

«Le soussigné, sous-secrétaire au Ministère de l'Intérieur et de la Justice, certifie l'authenticité de la signature précédente du secrétaire

de la Cour Suprême de Justice, qui dit: «Ramón Molina R.»—Palais National à Managua onze décembre de dix-neuf cent neuf.—*J. F. Olivares.*»

«Le soussigné, sous-secrétaire aux Affaires Etrangères, certifie l'authenticité de la signature antérieure de Mr. le sous-secrétaire de l'Intérieur et de la Justice, qui dit: «J. F. Olivares.»—Managua 11 décembre 1909.—*J. Matamoros.*»

Certificat délivré par le tribunal de 1^{ère} instance de l'arrondissement sur la pétition de Mr. l'Auditeur général de Guerre.

Michel Prado, fils, avocat et juge président du tribunal civil de cet arrondissement, certifie les documents qui littéralement disent comme suit: «Monsieur le juge président du tribunal civil du district.—Moi, Michel G. Granera, avocat, majeur, né à Léon, résidant dans cette ville, capitale, en ma qualité d'Auditeur général de Guerre de la République, comme il est notoire et que votre autorité connaît, je viens exposer par devant vous: qu'il est du droit et convenable à la bonne renommée du nom du gouvernement de démontrer légalement et en toute évidence que les accusés Lee Roy Cannon, Léonard W. Groce et Edmond Couture ne furent pas maltraités et à fortiori encore moins torturés par aucune des autorités qui les capturèrent et jugèrent au mois de novembre dernier pour avoir participé volontairement à la révolution qui éclata sur le littoral Atlantique sous les ordres de Juan J. Estrada et Emilien Chamorro. Et comme pour obtenir cette démonstration rien ne me semble plus efficace que la déclaration de Mr. Edmond Couture, qui se trouve dans cette capitale, je vous supplie de bien vouloir à cet effet fixer d'avance l'heure et le jour et d'inviter à y prendre part aussi bien le Consul américain Mr. Caldera que Mr. le Consul de Belgique, Mr. Louis Layrac. L'interrogatoire, qui aura lieu en présence du ministère public, devra se faire selon le modèle inclus; après quoi je vous prie de me transmettre la-dite déclaration, en qualité d'original, *ad perpetuam*, pour que le gouvernement suprême en fasse l'usage qui lui conviendra. Comme l'exécution de ces procédés est urgente je vous prie de vouloir bien habiller le jour de demain, qui sera dimanche.—Managua 4 décembre 1909.—*Miguel G. Granera*, Auditeur général de Guerre.—A la date ci-dessus, à onze du matin.—*Henríquez*, secrétaire.—Tribunal civil de 1^{ère} instance de l'arrondissement.—Managua à onze heures et demie du matin du quatre décembre de dix-neuf cent neuf.—Avant de recevoir la déclaration que l'on sollicite on aura soin préalablement d'entendre le

représentant du ministère public et, vu l'urgence, on habilitera le jour de demain pour que les présentes diligences puissent avoir lieu.—Articles 173 et 755 Pr.—*Prado (hijo)*.—Par devant moi, secrétaire *Tomás Henríquez*.—A Managua, au Cabildo, à deux heures de l'après-midi du quatre décembre de dix-neuf cent neuf j'ai notifié, en donnant lecture intégrale, le document antérieur à Mr. l'Auditeur général de Guerre, qui s'est excusé d'apposer sa signature, et à monsieur le représentant du ministère public, qui signe.—*Tomás Henríquez*.—*Florencio Arce*.—Interrogatoire: 1° Sur les points généraux de la loi.—2° Que Mr. Edmond Couture dise qu'il reçut hier la visite du Consul de Belgique.—3° Qu'il dise spontanément et sincèrement, s'il est vrai que dans cette visite il fit le récit ci-joint marqué avec le numéro 3, et que je prie instamment Mr. le juge de lire à l'interrogé, pour qu'il déclare s'il est véridique et s'il le reconnaît comme le sien propre et le ratifie.—4° Que Mr. Louis Layrac, Consul de Belgique, déclare s'il est vrai qu'il visita Mr. Edmond Couture à cinq heures de l'après midi, hier 3 courant, et si en sa présence fut faite la dite déclaration de la manière la plus franche et la plus spontanée.—Managua 4 décembre 1909.—*Miguel G. Granera*, Auditeur général de Guerre.—Numéro trois.—Récit fait par Mr. Edmond Couture à cinq heures du soir dans la journée d'hier, 3 du mois courant en présence du Consul de Belgique, Mr. Louis Layrac.—Il assure que lui et Mr. Léonard Groce furent capturés vers les cinq heures et demie de l'après-midi du 2 novembre écoulé entre Machuca et Boca de San Carlos sur la rive gauche du fleuve San Juan, qui appartient à Nicaragua; qu'ils furent placés à bord du vapeur *Diamante*, commandé par le Général Raphaël César Medina; que Lee Roy Cannon fut capturé le 1^{er} novembre au même lieu et porté à bord du vapeur *Holembeke*, et que le lendemain c'est à dire le trois ils furent tous embarqués à bord de ce vapeur et reçurent la même cabine. Ce fut là, continue Couture, qu'il apprit par la conversation échangée entre Groce et Cannon, ce que chacun d'eux avait fait contre le gouvernement de Nicaragua, et entre autres choses, Cannon affirmait qu'il avait levé des plans en sa qualité de Colonel d'Etat Major du Général Emilien Chamorro, pour faciliter l'invasion de l'intérieur de Nicaragua contre son gouvernement; qu'ils furent conduits en vapeur jusqu'à San Juan del Norte, et furent témoins de la bataille et prise de Boca del Colorado; que de San Juan del Norte, le 12 novembre, ils furent conduits à El Castillo, où ils arrivèrent entre onze heures et midi du quatorze novembre; qu'ils furent placés dans le salon du cellier et que, commencé ce même jour à cinq heures, le Conseil

de guerre dura jusqu'à deux heures du matin du jour suivant: à huit heures du matin la sentence leur fut notifiée. Mr. Couture dit qu'ils jouirent de toute audience légale pour se défendre, qu'ils nommèrent Mr. le capitaine J. Fernand Calderón comme défenseur. Il assure également, ce qu'il a constaté par expérience personnelle, que ni en les capturant lui, Cannon et Groce, ni en les menant à San Juan del Norte, ni en les conduisant à El Castillo, ni pendant leur séjour dans ce port ni jamais, ils furent maltraités ni torturés par aucun fonctionnaire ni autorité, au contraire rien ne leur fit défaut, car on les pourvut de tout avec opportunité; ainsi il appert qu'il n'y eut torture contre aucun d'eux; que les Généraux Salvador Toledo et Medina les traitèrent avec toute considération et sollicitude; et, enfin, Mr. Couture ajoute que Cannon et Groce militaient dans les rangs ennemis en qualité de Colonels. L'Auditeur général de Guerre, *Miguel G. Granera*. = Monsieur le juge: Je suis d'accord qu'on reçoive la déclaration en question que je considère d'intérêt public et d'urgente nécessité. — Managua quatre décembre de dix-neuf cent neuf. — *Florencio Arce*. = Tribunal de 1^{ère} instance de l'arrondissement. — Managua à sept heures du matin du cinq décembre de dix-neuf cent neuf. — La sollicitude antérieure étant conforme sera admise et, en conséquence, on citera le représentant du ministère public, Mr. le Consul des Etats-Unis dans cette République et on recevra les déclarations de Mr. le Consul de Belgique, Louis Layrac, et de Mr. Edmond Couture; à cet objet on choisira la maison de monsieur le juge (étages supérieurs de la maison de Mr. J. Joaquín Bárcenas) ainsi que les dix heures du matin de ce jour et les suivantes qui seraient nécessaires. — Articles 757 et 1.087 Pr. — *Prado (hijo)*. — Par devant moi, *Tomás Henríquez*, secrétaire. = A Managua, dans La Barbería Central, à sept heures et demie du matin du cinq décembre de dix-neuf cent neuf, j'ai notifié à Mr. l'Auditeur général de Guerre et au représentant du ministère public qui s'excusèrent de ne pas signer. — *Tomás Henríquez*, secrétaire. A Managua, dans l'immeuble occupé par la Légation des Etats-Unis à huit heures et demie du matin du cinq décembre de dix-neuf cent neuf j'ai notifié à Mr. le Consul des Etats-Unis, Henri Caldera, la sollicitude et ordre judiciaire antérieurs; il s'excuse ne pas signer parce qu'il est prêt à se mettre au bain. — *Tomás Henríquez*, secrétaire. = A Managua, à dix heures dix du matin du cinq décembre de dix-neuf cent neuf, en présence de Mr. Edmond Couture, je fis la lecture des peines encourues par celui qui fait un faux témoignage et reçus sa promesse légale dans la forme prévue par l'art. 33 Pr. Examiné conformément à l'interrogatoire

présenté par Mr. l'Auditeur de Guerre il répondit à la première question: qu'il s'appelle comme il est indiqué; qu'il est âgé de quarante-huit ans, célibataire; qu'il est originaire de Puy-l'Evêque Lot (France), ingénieur et domicilié à Prinzapolca et de passage dans cette ville. A la deuxième: que c'est vrai. A la troisième: que ce qu'on lui a lu est certain à l'exception du fait qu'il ne peut affirmer la date de la capture de Lee Cannon. Après lecture, il ratifia et signa en présence du Consul des Etats-Unis Mr. Henri Caldera.—*Prado (hijo)*.—*Edmond Couture*.—Par devant moi, *Tomás Henríquez*, secrétaire.—A Managua à dix heures et demie du matin du cinq décembre de dix-neuf cent neuf, comparait le Consul de Belgique, qui donne sa promesse légale conformément aux prescriptions de l'art. 33 Pr. après avoir entendu la lecture des peines encourues par ceux qui font un faux-témoignage et examiné suivant l'interrogatoire que présenta Mr. l'Auditeur général de Guerre, il répondit à la première question: qu'il se nomme comme il est indiqué, âgé de quarante-trois ans, célibataire, originaire de France et domicilié en cette ville, ingénieur agronome. A la quatrième: que c'est vrai. Après lecture il ratifie et signe. *Prado (hijo)*.—*Louis Layrac*.—Par devant moi, *Tomás Henríquez*, secrétaire.—Tribunal civil de première instance.—Managua à onze heures du matin du cinq décembre de dix-neuf cent neuf.—Audience du représentant du ministère public pour qu'il émette son dictamen.—Art. 758 Pr. *Prado (hijo)*.—Par devant moi, *Tomás Henríquez*, secrétaire.—Le sous-signé, juge, fait constater: que la personne de Mr. le Consul de Belgique est connue du secrétaire en fonctions et que la personne de Mr. Edmond Couture s'est identifiée par la déclaration de MM. Louis Layrac et de Mr. Salomón Selva, connus du dit secrétaire Henríquez.—Managua cinq décembre de dix-neuf cent neuf.—*Miguel Prado (hijo)*.—Par devant moi, *Tomás Henríquez*, secrétaire.—Monsieur le juge: Je vous restitue la transmission que vous m'avez faite en vous communiquant que j'ai examiné méticuleusement les présentes diligences et que je les ai trouvées en tout conformes à la loi et que, par conséquent, en votre qualité vous résoudrez dans la forme exigée par l'Auditeur général de Guerre.—Managua cinq décembre de dix-neuf cent neuf.—*Florencio Arce*.—Tribunal de première instance de l'arrondissement.—Managua à midi méridien du cinq décembre de dix-neuf cent neuf.—Les présentes diligences terminées, après avoir accompli toutes les prescriptions marqués par la loi, et vu la conformité du représentant du ministère public, prière de transmettre aux archives en donnant récépissé de toutes à l'intéressé.—Article 759 Pr.—Communiquez.—*Miguel Prado (hijo)*.—Par devant moi,

Tomás Henríquez.—A Managua chez Mr. Bárcenas à une heure de l'après-midi de dix-neuf cent neuf j'ai notifié et lu intégralement l'ordre judiciaire à Mr. l'Auditeur général de Guerre et au représentant du ministère public, qui s'excusent de ne pas signer.—*Tomás Henríquez*, secrétaire.»

Obéissant aux ordres supérieurs je délivre le présent certificat, qui contient trois feuilles et devra être remis à Mr. l'Auditeur général de Guerre, à Managua à dix heures du matin du six décembre du dix-neuf cent neuf.—Les mots rayés nuls.—Les corrections sont conformes.—*Miguel Prado (hijo).*—Par devant moi, *Tomás Henríquez*, secrétaire.

LETTRES AUTOGRAPHES

Cárcel de El Castillo, 5 de
N^o de 1909

Sr. D^o Juan Jacobo,
marzo.

Querido hermano:

Estoy en prisión por sentencia
del Consejo de Guerra. Manténgase
a las diez me fusilarán y suplico
que escribas a mi madre: yo no
lo hago por que no tengo fuer-
zas ni espíritu para ello. Dile
que muero honradamente y
que mi sepultura quede en
El Castillo cerca de la So-
ma de las "Carambolas".

Dile que mis negarios, des-
pués de salir de Nicaragua,
se radicaron en San Miguel
República de El Salvador.

Hoy los escritores que las
tiene don Manuel J. Rivera,
una de sujeción y otra
de derechos que me compró
en terrenos comunales, y que

La sociedad no está li-
quidada, motivado por
que tuve que salir de
Nicaragua.

El bank con toda mi ro-
pa buena queda en mis
manos del mismo Rivera
Tengo tres derechos en unos
terrenos de oro en el Rio
Pozurno jurisdicción de
municipalidad departamental
de Colón. — y que don
Joaquín Polachdach, ~~y~~
~~mi~~ es socio y el lo
trabaja. La sociedad debe
mil pesos plata y desde
diciembre de 1906 no ha ren-
dido cuenta por que yo al
salir de la República del
Salvador donde fui emplea-
do por el Gobierno no liquidé
y que yo debo mil pesos billes
de quetzales al cam-
bio del mil setecientos cin-
cuenta al Sr. J. Ma-
nuel Durán. quien se enc-

Cuentin actual en la ciu-
dad de Guatemala 10^a avo^a
Ene. N.º 34.

Dile a' mi madre que nunca
le mancharé mi nombre
y que llevo con orgullo el
nombre de mis antepasados.
La única vergüenza que he
tenido es el haberme metido
en política Centro Americano
lo cual siento en el último han-
ce de mi vida.

Ho' hoy viene mi persona
que ya se pidió preso.
Todavía saludante se lo
continuo envío a' mi ma-
dre mi último adios y,
también se lo envío a' la se-
ñorita Alicia Baringer
a' mis tíos, mi tía Clepa
la esposa de don Juan Go-
mez y los demás de mi
familia.
También escribelle

a' Alejandro Gomez dando
le la noticia de mi muer-
te. y a don Samuel 'Lord'
advirtiendole que fui fusilado
por causas politicas.

Te he sabido ^{como} me car-
acter a demas sondo como
hermanos y te suplico
no olvidar jamas que
en El Castillo queda los
restos mios y si algun
tiempo puede mandar
para mis restos y enterrar
me al lado del inolvid-
able Anita tuya. El Genl
Toledo, Medina me ha
tratado como hermanos
en mi prision y los
Doctores Urtecho L y
Silva quienes eran

del consejo de Guerra solo
cumpla con sus deberes, y
misimo tenga la culpa
y si algun tiempo los no
Ud siempre hablarlos en
mi nombre aunque yo
duerme en esta triste
sitio lo cual lo agradezco
como humano y amigo.

Adios Juancito y
me braya para tu mamá
quien ha sido mi madre
aqui en Niavagua y
Enrique y Guillerme
Adios.

de Roybarnes

El Castillo, Fortress
San Juan River,
Nic. Lea

November 16/09.

My Darling Mama,

This will be a terrible
blow to you, the last words
you will ever receive from
your wayward son, I can't
write much as I am too
nervous and only have a
few minutes to live. I
joined the revolution in
Bluefields and was cap-
tured and sentenced to
be shot to death. I will
be executed together with
another young man from
Virginia, Lee Roy Cannon. It
will take place this a.m.
at 10 o'clock. Now mother dear
bear up. This is my fate. The

2

Results of war and dis-
obedience to a loving mother

Its hard to be shot like
this but I will die like
a man. Tell all good-bye

Its impossible for me to
write more - Love and kisses
as a last farewell on earth
to you dear mother, all the
boys and dear little sister

Good-bye until we all
meet again in heaven.

Your loving Son
Leonardo

Tell Sandy the General
in command here is
named Rafael Medina and
is a brother mason.

Lon-

El Castillo.

16 de Nov. 1909

Sin Rosa F. de Groce

Naudine

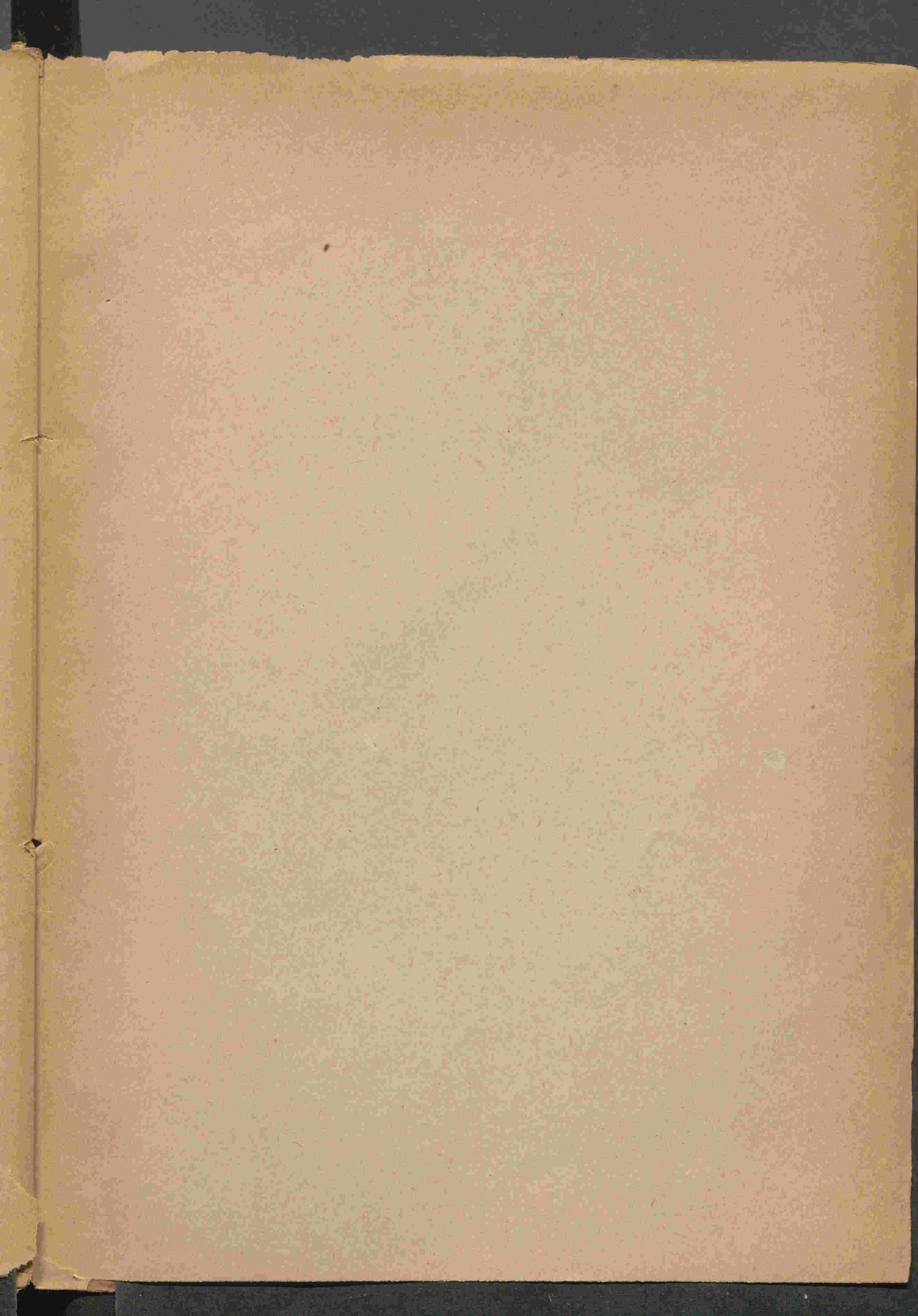
Mi querido Esposo:

Ayer fui condenado
a muerte por consejo de
guerra - porque andaba con
Emiliano Chamorro en
la Revolución. Seré fusi-
lado hoy a las 10 a. m.

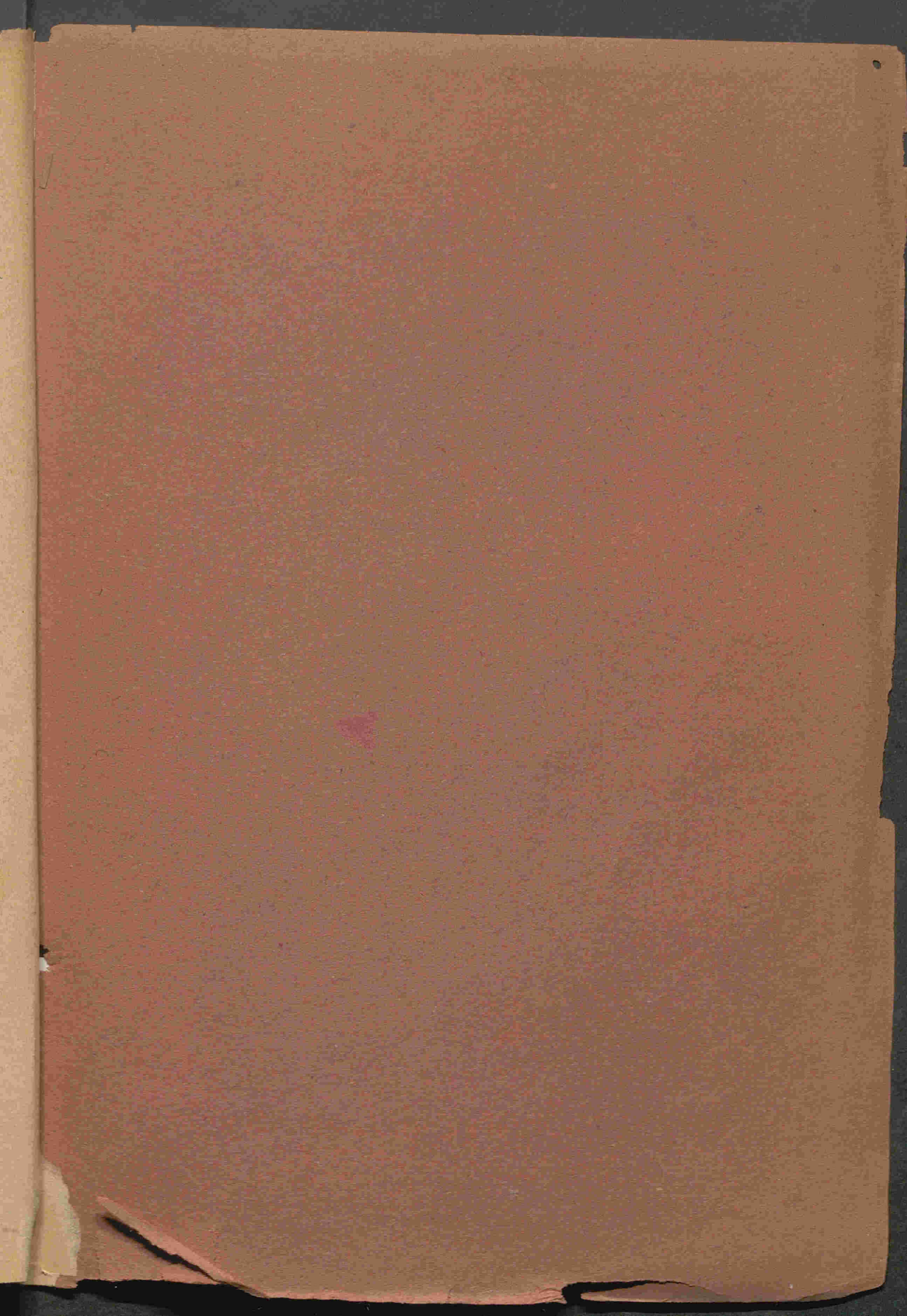
no me irá alguna que-
rer lo que yo tengo en
los diferentes lugares de los
miros - Entiéndese con Mr.
Christian Beudsen -

Dame unos abrazos y besos
a mis hijos y díjale que
su padre se he muerto,

Adios mi adorado Rosita -
cuya hosta abordo de
mi sepulcro - Leonardo Groce









S
15